

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES IMPACTS DE L'EXTRACTIVISME SUR LES FEMMES AUTOCHTONES : ANALYSE  
FÉMINISTE DU GUATEMALA EN PÉRIODE POST-CONFLIT (1996 -2022)

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
MAÉLYS DRUILHE

JANVIER 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Il m'est arrivé de faire des pauses dans ma rédaction pour penser à mes remerciements ; j'avais hâte de pouvoir inscrire noir sur blanc quelques mots aux personnes qui m'entourent quotidiennement, qui participent ainsi à mon épanouissement et qui ont joué un rôle fondamental dans la réalisation de ce mémoire. C'est un peu ma partie préférée, je l'avoue.

Je souhaite commencer par remercier ma directrice de mémoire, Anne-Marie D'Aoust, qui m'a guidée avec beaucoup de patience et de bienveillance, tout au long de ce mémoire de maîtrise. Merci d'avoir accepté de me diriger en restant constamment à l'écoute de mes préoccupations, de mes inquiétudes et de mes besoins. Je me sens très reconnaissante d'avoir été autant encadrée et soutenue, surtout lorsque j'ai rencontré des moments de doute et de remise en question. Pour tout cela, merci.

Je remercie aussi mon jury de soutenance, pour ses corrections, ses commentaires, ses conseils et ses encouragements.

Je tiens également à remercier Élisabeth Vallet, la première professeure que j'ai rencontrée en arrivant à l'UQAM et qui a définitivement donné une nouvelle tournure à mon expérience d'étudiante étrangère. Devenue un véritable repère, merci d'être toujours présente pour moi et de trouver continuellement les mots justes et réconfortants pour me prouver que « je suis capable ». Merci de me pousser à sortir de ma zone de confort pour saisir des opportunités que je n'aurais jamais osé imaginer.

Merci à mes amies de longue date, merci à la Chaire Raoul-Dandurand et à la #TeamGéopo, tout autant de personnes inspirantes et motivantes, dont le soutien est en grande partie responsable de l'accomplissement de cette maîtrise.

Finalement, j'aimerais remercier mes parents, de me permettre de vivre tout ce que je vis aujourd'hui, merci de m'avoir appris à aller au bout des choses, et ce, même quand le chemin s'annonce long et périlleux. J'espère continuer à voir ce brin de fierté dans vos yeux à chaque

nouvelle étape amorcée dans mon parcours.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
TABLE DES MATIÈRES .....	iv
LISTE DES FIGURES .....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	viii
RÉSUMÉ.....	9
INTRODUCTION.....	11
CHAPITRE 1 PRÉSENTATION DE L'EXTRACTIVISME AU GUATEMALA COMME MODE ÉCONOMIQUE D'APPROPRIATION DES LIEUX DE VIE DE LA POPULATION AUTOCHTONE.....	16
1.1 Le contexte guatémaltèque post-conflit (de 1996 à nos jours).....	17
1.1.1 Les Accords de paix clôturent 36 années de guerre d'une violence historique .....	17
1.1.2 Une paix contrastée .....	19
1.1.3 La structure sociale de la société.....	21
1.1.4 L'économie du pays.....	23
1.2 Les fondements de l'extractivisme.....	24
1.2.1 L'extractivisme comme modèle d'appropriation des ressources naturelles .....	24
1.2.2 L'extractivisme minier au Guatemala.....	26
1.3 Le rôle de l'État dans l'implantation des activités extractives.....	30
1.3.1 La responsabilité de l'État accueil.....	30
1.3.2 La corruption dans la machine étatique .....	32
1.3.3 Le rôle de l'État dans la cooptation de la résistance aux projets extractivistes .....	34
1.4 Portrait des dégâts environnementaux causés par l'extractivisme.....	36
1.4.1 La détérioration des lieux de vie des populations locales.....	36
1.4.2 L'eau : De sa contamination à sa raréfaction.....	37
1.4.3 Les déplacements forcés de populations dépendantes de la nature .....	38
1.5 Les instruments de justice pour limiter les violations quotidiennes de droits et l'impunité .....	40
1.5.1 La « Ley de minería » de 1997 .....	40
1.5.2 La convention n°169 de l'OIT.....	42
1.5.3 En présence de compagnies transnationales, l'espoir d'une justice transnationale .....	44

CHAPITRE 2 CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE : UNE APPROCHE FÉMINISTE POUR ANALYSER L'EXTRACTIVISME AU GUATEMALA .....48

2.1	L'approche féministe intersectionnelle .....	49
2.1.1	Théoriser le concept d'intersectionnalité aux vues des identités plurielles des femmes .....	49
2.1.2	La consubstantialité des rapports sociaux, ou comment penser les rapports de pouvoir et leur imbrication .....	51
2.2	Méthodologie : revue de la littérature grise permettant de rendre compte de l'agentivité des femmes autochtones, qui identifient et politisent des enjeux précis .....	52
2.2.1	La « Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales » : une alliance latino-américaine au sein de laquelle les femmes autochtones guatémaltèques racontent leurs expériences de violences socio-environnementales causées par l'extractivisme, identifient et partagent leur réalité .....	54
2.2.2	La participation des femmes autochtones guatémaltèques aux conférences, aux webinaires et aux rencontres internationales .....	59
2.2.3	Les témoignages et les actions plus individuelles de femmes autochtones guatémaltèques, représentantes de leur communauté .....	60

CHAPITRE 3 UN CORPS-TERRITOIRE À PROTÉGER : IMPACTS DES PROJETS MINIERES GUATÉMALTÈQUES SUR LES FEMMES AUTOCHTONES.....64

3.1	Résister à partir du corps-territoire : la résistance des femmes autochtones guatémaltèques ou la lutte conjointe pour les droits humains et du territoire, via le féminisme communautaire .....	65
3.1.1	Le féminisme communautaire, un féminisme décolonial et local qui place la notion de corps-territoire au centre de sa réflexion .....	65
3.1.2	L'exacerbation des relations de pouvoir et des violences basées sur le genre : la société guatémaltèque est initialement patriarcale ; de la violence aux assassinats, les femmes sont peu protégées .....	69
3.1.3	Les projets miniers extractivistes sont intrinsèquement construits dans une perspective patriarcale : contrôle, appropriation et génération de violences envers les femmes .....	71
3.1.4	Un modèle patriarcal inséré dans une société patriarcale : l'extractivisme, ou l'expression la plus aboutie des relations de pouvoir .....	73
3.2	Complexification du travail des femmes et accroissement des dangers qui y sont liés .....	74
3.2.1	La division sexuelle du travail en contexte extractiviste ou la surcharge du quotidien des femmes .....	74
3.2.2	Les dangers de la proximité des femmes avec des eaux et des sols pollués dans un espace militarisé .....	78

3.3	Économie masculinisée et perte d'autonomie pour les femmes .....	80
3.3.1	Le salaire versé par les minières : un élément perturbateur pour les femmes des communautés.....	80
3.3.2	Les prévisions de développement économique et social promis par les minières versus la réalité .....	82
3.4	Criminalisation des défenseuses de l'environnement opposées aux projets.....	87
3.4.1	Les femmes autochtones guatémaltèques défenseuses des droits humains et des droits de l'environnement sont en première ligne dans la résistance aux projets miniers extractivistes de leur région.....	87
3.4.2	Investir les espaces de discussion à l'international : quand les femmes autochtones guatémaltèques créent le dialogue à l'international .....	90
3.4.3	Les femmes autochtones défenseuses subissent une criminalisation sexospécifique ..	92
3.5	Une invitation à replacer la vie et la justice au centre des préoccupations politiques .	94
CONCLUSION .....		98
ANNEXE A.....		102
ANNEXE B.....		103
ANNEXE C.....		104
BIBLIOGRAPHIE .....		105

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 Mine Marlin, à San Miguel Ixtahuacan, dans le département San Marcos, au nord-ouest du Guatemala (« En regardant la mine Marlin », photo : Frauke Decoodt, Collectif Guatemala, 2022). .....	27
Figure 1.2 Un email datant du mois de décembre 2016, envoyé au personnel d'une des filiales de Solway, avec pour objet « URGENT », réclamant des suggestions pour de « potentiels » destinataires de cadeaux de Noël offerts par l'entreprise (Forbidden Stories, 2022). .....	33
Figure 1.3 Plan de travail stratégique pour déplacer la communauté de Las Nubes (Forbidden stories, 2022). .....	39
Figure 3.1 Carga global de trabajo, según sexo y área geográfica (Organizations de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura, 2017). .....	76



## **LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES**

- AWID : Association for Women's Rights in Development
- CAFTA-DR : Dominican Republic-Central American Free Trade Agreement
- CICIG : Commission internationale contre l'impunité au Guatemala
- EIE : Étude d'impact sur l'environnement
- FAR : Forces armées rebelles
- IDE : Investissement direct à l'étranger
- IDH : Indice de développement humain
- IFAD : Fonds international de développement agricole
- MCCA : Mercado Común Centroamericano
- MINUGUA : Mission des Nations unies au Guatemala
- MR 13 : Mouvement Révolutionnaire 13 novembre
- OIT : Organisation internationale du Travail
- OMS : Organisation mondiale de la santé
- PIB : Produit intérieur brut
- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
- SICA : Sistema de la Integración Centroamericana
- TBI : Traité bilatéral d'investissement
- WHRDIC : Women Human Rights Defenders International Coalition

## RÉSUMÉ

Les ressources naturelles du Guatemala font l'objet de nombreuses convoitises et les projets extractivistes n'ont eu de cesse de s'y étendre depuis le milieu des années 1990. L'extractivisme est « un type d'appropriation des ressources naturelles de grand volume et/ou de haute intensité, où la moitié ou plus sont exportées comme matière première, sans transformation industrielle ou avec des transformations limitées » (Gudynas, 2018, p. 62, notre traduction). Sa mécanique, ses conceptions et son éthique, sont à l'origine de multiples désastres environnementaux et sociaux au Guatemala. Le contexte post-conflit (après les Accords de paix de 1996) au sein duquel s'est développé l'extractivisme et spécialement les projets miniers, est marqué par de fortes disparités et par la poursuite de l'exclusion des populations autochtones. La fin de la guerre a signifié pour l'État : la recherche d'une meilleure stabilité politique, économique et sociale afin d'attirer les investisseurs étrangers et ainsi de satisfaire ses objectifs de « développement ».

Dans le cadre de ce mémoire nous tentons de répondre à la question suivante : Quels sont les impacts des projets miniers guatémaltèques sur les femmes autochtones ? Dans cette perspective, nous soutenons que les projets miniers extractivistes affectent intensément les femmes autochtones de trois façons distinctes. D'abord, ils exacerbent les relations de pouvoir et des violences basées sur le genre, au sein d'un espace et d'une économie masculinisés. Ensuite, ils complexifient et rendent plus précaires le travail des femmes. Enfin, ils criminalisent et délégitiment quasi systématiquement les activités des défenseuses de l'environnement et des droits humains.

Ce mémoire s'appuie sur une revue de la littérature qui nous permet d'avoir accès aux voix des femmes autochtones guatémaltèques et qui témoigne de leur agentivité. Nous disposons du matériel créé et publié par les réseaux de femmes défenseuses de l'environnement, à savoir des guides méthodologiques et des livrets. Nous exploitons également le contenu des rencontres internationales ainsi que les témoignages présents dans divers supports. À cet égard, nous identifions que, bien que les femmes autochtones sont les « grandes perdantes » de la matrice extractiviste, il n'en reste pas moins qu'elles demeurent en première ligne dans la lutte contre les projets miniers prédateurs. En effet, c'est organisé autour du féminisme communautaire et des conceptions du corps-territoire et du territoire-Terre que les femmes autochtones guatémaltèques s'engagent dans la défense conjointe, indissociable et simultanée, des droits de l'environnement et

des droits des femmes.

Mots clés : Extractivisme, Guatemala, femmes autochtones, mines, environnement, droits humains, féminisme communautaire

## INTRODUCTION

« L'exploitation de la nature s'accélère aujourd'hui partout sur la planète » (Bednik, 2019, p. 33), comme en témoigne la consommation mondiale des ressources naturelles qui « a été multipliée par huit au cours du XXe siècle » (*Ibid*, p. 37). À l'heure où la croissance économique, la génération de profit et le confort matériel des pays les plus riches priment sur les droits des êtres humains, le respect des écosystèmes est de loin relégué au second plan (Cabanès, 2019). Malgré des résultats écologiques alarmants, présentés entre autres, dans le sixième rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) et en dépit de la prématurité du « jour du dépassement » (calculé par l'ONG Global Footprint Network), daté cette année 2022 au 22 juillet<sup>1</sup>, l'urgence climatique demeure piétinée par un système inégalitaire et destructeur où le confort des uns repose sur l'exploitation des autres. L'exacerbation des inégalités femmes/hommes mais aussi Sud/Nord sont de fait « la clé des bénéfices » des multinationales (Laugier et al, 2015, p. 6). Nous sommes d'avis qu'il existe des passerelles entre les différentes formes de dominations et d'oppression et que celles-ci sont notamment observables dans le cas de l'exploitation de la nature et des femmes.

Ce qui précède se voit parfaitement illustré dans le contexte de l'extractivisme minier en Amérique du Sud, notamment au Guatemala. Dans le cadre de ce mémoire nous souhaitons proposer une lecture féministe des impacts des projets miniers extractivistes au Guatemala. En partant de la logique d'implantation des procédés extractifs et des préoccupations des multinationales qui sont à l'œuvre, nous cherchons à démontrer qu'il s'opère délibérément le sacrifice de deux territoires : celui des lieux de vie des populations autochtones et celui des corps des femmes. Notre objectif est donc d'étudier le système prédateur de l'extractivisme et ses conséquences, pour exposer la position des femmes autochtones guatémaltèques dans cette matrice d'oppressions.

L'Amérique Latine « s'est construite historiquement par des processus coloniaux d'extraction des ressources naturelles – minières, pétrolières, agricoles, etc » (Le Gouill et Boyer, 2019, p. 41) et un quart du territoire de l'Amérique centrale a été concédé depuis 2000 à des entreprises extractivistes (Falquet, 2015, p. 81). Au Guatemala en particulier, ce pays à dominante autochtone,

---

<sup>1</sup> Date à partir de laquelle l'humanité a consommé l'ensemble des ressources que la Terre peut reconstituer en une année. Cela signifie que du 22 juillet 2022 jusqu'à la fin de l'année, le capital naturel de la planète est érodé.

les projets extractivistes n'ont eu de cesse de s'étendre depuis le milieu des années 1990 (Guénette, 2015). Bien que ces derniers comprennent l'appropriation et l'exploitation de diverses ressources naturelles (hydrocarbures, forêts, eau), nous avons choisi de nous intéresser spécifiquement aux opérations menées par les compagnies minières. En 2015, 342 licences minières avaient déjà été accordées - dont 79 concernaient des minéraux métalliques -, auxquelles il faut ajouter 552 permis en cours, dont 320 qui concernaient les minéraux métalliques (Bastos et de León, 2015). Le pays du triangle nord de l'Amérique centrale compte en effet de nombreuses richesses - étendues majoritairement sur les territoires agricoles des peuples autochtones - telles que du pétrole, de l'or et de l'uranium. L'extractivisme minier actuel repose principalement sur les gisements d'or, d'argent et de nickel. Ainsi, nous avons choisi de délimiter notre cadre spatial au Guatemala, en raison de l'intensité des activités minières développées en son sein, mais aussi pour les saisissantes luttes autochtones qui en découlent.

Si la littérature est capable de faire état du pillage des ressources causé par l'extractivisme en Amérique du Sud et en Amérique Centrale et de son mode opératoire (Gudynas 2013, 2015, 2018), il reste que le Guatemala est « un petit pays dont on ne parle pas » (Masson, 2002, p. 106). *Nous souhaitons, à travers ce mémoire, mettre en avant un pays trop souvent oublié, à la lourde histoire parfois ignorée et dans lequel s'exerce quotidiennement des violations de droits, en toute impunité* (Falquet, 2015 et Bastos, 2009). Aussi, alors que l'extractivisme est communément présenté comme une stratégie de croissance lourde de conséquences pour les peuples autochtones (Wright, 2018), ce n'est que récemment que la littérature s'est intéressée aux impacts disproportionnés qu'il a sur les femmes (Delbene Lezama, 2019). Dans cette perspective, peu d'études mettent en valeur le travail des femmes, qui, dans un supposé climat de « paix » post conflit, font face à de nombreux obstacles palpables en tentant d'investir un espace décisionnel opaque. Pourtant, il existe de nombreux rapports et de multiples guides réalisés par des collectifs et des organisations féministes, qui méritent d'être étudiés et analysés pour ce qu'ils peuvent nous apprendre sur l'extractivisme et la lutte contre celui-ci.

Le contexte dans lequel les projets miniers extractifs se sont développés au Guatemala, est caractérisé par une fragilité accrue, de profondes disparités et une instabilité généralisée, qui ont profité à l'installation des multinationales aux procédés extractifs. En effet, au sortir de trente-six années de guerre (1960 à 1996) rythmées par des massacres et le génocide de certains groupes

ethniques, la « paix » instaurée par les Accords de paix de 1996 a très rapidement affichée ses limites. Discriminées, les populations autochtones sont demeurées les plus pauvres, victimes d'une structure agraire très polarisée - révélatrice des déséquilibres structurels du pays - et d'un profond racisme, enraciné dans la structure même de l'État et du pouvoir. La société guatémaltèque est toujours très polarisée et les disparités sociales et économiques affectent en premier lieu les communautés autochtones.

L'extractivisme au Guatemala produit des effets dramatiques pour les populations locales et les rapports face à ces catastrophes environnementales, économiques et sociales, sont très inégaux. Les populations autochtones sont inévitablement les moins bien loties et à l'intérieur même de ces populations, selon les dictats de la matrice sexe, « race », classe, les femmes autochtones guatémaltèques sont les plus vulnérables. Et pour cause, elles font face aux violences basées sur le genre et au sexisme institutionnalisé, elles possèdent peu de moyens de subsistance et d'autonomisation et sont écartées des espaces décisionnels.

Malgré cette situation défavorable, les femmes autochtones guatémaltèques sont aussi en première ligne s'agissant de la lutte contre les projets miniers extractifs : « *Women confront extractive industries for different reasons. Some have decided to take action because of seeing the negative impact of extractive operations on people and nature. Others have long been human rights defenders, struggling for social, economic and environmental justice for their communities* » (AWID, 2017, p. 11). Mais, leur engagement se heurte aux obstacles et aux dangers générés par la criminalisation de leur activité. Une réalité qui s'insère dans un contexte plus global, puisque, selon l'ONG Global Witness, sur 908 « défenseurs de la terre et de l'environnement » tués dans le monde entre 2002 et 2013, 760 se trouvaient en Amérique Latine (Bednik, 2016, p. 250), soit plus de 83%. Ainsi, nous nous demanderons : Quels sont les impacts de projets miniers guatémaltèques sur les femmes autochtones ?

Nous soutiendrons, dans le cadre de ce mémoire, *que les projets miniers extractivistes affectent intensément les femmes autochtones de trois façons distinctes. D'abord, ils exacerbent les relations de pouvoir et des violences basées sur le genre, au sein d'un espace et d'une économie masculinisés. Ensuite, ils complexifient et rendent plus précaires le travail des femmes. Enfin, ils criminalisent et délégitiment quasi systématiquement les activités des défenseuses de*

## *l'environnement et des droits humains.*

Nous débuterons notre propos avec un premier chapitre dédié à la description du contexte guatémaltèque au sein duquel s'est développé l'extractivisme. Pour ce faire, nous reviendrons sur la période post-conflit (de 1996 à nos jours), afin de souligner la violence historique qu'a connu le pays, suivi de la paix contrastée qui fut instaurée et matérialisée par la signature des Accords de paix de 1996. Pour que le panorama dans lequel s'est développé l'extractivisme soit complet, nous présenterons les éléments principaux caractéristiques de la structure sociale et économique du Guatemala. Nous détaillerons ensuite les fondements de l'extractivisme de manière générale puis de façon plus spécifique au Guatemala. Nous insisterons particulièrement sur l'extractivisme minier, dont les mines Fénix, Marlin et Escobal incarnent les processus actionnés dans différents départements du Guatemala. Nous aborderons également le rôle de l'État dans l'implantation de la machine extractiviste, à savoir : sa responsabilité, la corruption qui l'entoure et son fonctionnement dans la cooptation de la résistance aux projets extractivistes. Il s'agira ensuite de broser le portrait des dégâts environnementaux causés par l'extractivisme afin de rendre compte de la détérioration des lieux de vie des populations locales, de la raréfaction de l'eau et des déplacements forcés. Finalement, face à ces constats, nous étudierons les instruments juridiques nationaux et internationaux dont la portée est censée être limitatrice des impacts sociaux et environnementaux.

Nous poursuivrons avec le chapitre deux, dans lequel nous poserons les éléments théoriques et méthodologiques nécessaires à notre analyse des impacts des projets miniers guatémaltèques sur les femmes autochtones. Notre cadre théorique partira du concept d'intersectionnalité - témoin de l'articulation et de l'imbrication du genre, de la classe, et de la « race » - pour ensuite expliciter notre cadre analytique : l'approche consubstantielle des rapports sociaux. Enfin, nous détaillerons notre méthodologie, qui consistera en une revue de la littérature grise, témoignant de l'agentivité des femmes autochtones guatémaltèques. Dans cette perspective, nous y identifierons un ensemble de sources cohérentes.

Enfin, le dernier chapitre sera consacré à l'analyse des impacts des projets miniers guatémaltèques sur les femmes autochtones du pays. Les procédés prédateurs de l'extractivisme impactent - écologiquement, économiquement, socialement et politiquement - l'ensemble de la population autochtone guatémaltèque présente dans les régions concernées, mais il existe des disparités

flagrantes entre les femmes et les hommes. À cet égard, nous montrerons que les femmes autochtones guatémaltèques sont « les grandes perdantes » de la machine extractiviste. Il s'agira également d'explicitier une notion clé du féminisme communautaire, celle de corps-territoire, puisque « c'est sur le corps des femmes que toutes les oppressions sont construites » (Falquet, 2015, p. 80). Au final, nous verrons que c'est à partir des notions de corps-territoire et de territoire-terre que se dressent fermement les luttes féministes autochtones de la région, engagées contre l'extractivisme.



## **CHAPITRE 1**

### **PRÉSENTATION DE L'EXTRACTIVISME AU GUATEMALA COMME MODE ÉCONOMIQUE D'APPROPRIATION DES LIEUX DE VIE DE LA POPULATION AUTOCHTONE**

Au Guatemala, pays du triangle nord de l'Amérique centrale bénéficiant de la dimension intercontinentale et interocéanique de la région (Medina, 2019, p. 1 et *cf Annexe A*), les projets extractivistes n'ont eu de cesse de s'étendre depuis le milieu des années 1990 (Guénette, 2015). De l'agro-industriel aux projets-hydroélectriques, en passant par le pétrole et les mines, les ressources du pays font l'objet de nombreuses convoitises. En 2015, le pays comptait 342 licences minières (Bastos et De Léon, 2015), dont les mines Escobal, Fénix, et Marlin, exploitées respectivement par *Pan American Silver*, *Solway* et *Newmont*, et qui ont donné lieu à des expulsions, des soulèvements, des blessés et parfois des morts.

Afin de mieux situer les enjeux liés à l'extractivisme au Guatemala, ce chapitre visera d'abord à offrir une description du contexte du développement de l'extractivisme au Guatemala et à mieux cerner celui-ci. Ce faisant, ce chapitre propose une analyse critique des impacts de l'extractivisme. En effet, nous soutiendrons que l'extractivisme minier constitue un modèle violent d'appropriation des ressources, qui s'exerce au détriment des populations autochtones vivant autour des sites d'extraction. L'extractivisme est compris ici comme « un type d'appropriation des ressources naturelles de grand volume et/ou de haute intensité, où la moitié ou plus sont exportées comme matière première, sans transformation industrielle ou avec des transformations limitées » (Gudynas, 2018, p. 62, notre traduction). Nous tenterons donc ici de comprendre les fondements de ce modèle économique au Guatemala. L'intérêt ici est de pouvoir éclaircir les éléments historiques et structurels qui ont permis l'accroissement de l'extractivisme au Guatemala.

Ensuite, ce chapitre s'attardera à décrire la destruction des lieux de vie que l'extractivisme implique. La destruction dont il est question revête plusieurs conséquences environnementales – et, par ricochet, économiques et sociales –, pour les peuples initialement présents sur les territoires guatémaltèques exploités, soit majoritairement les peuples autochtones. Nous nous arrêterons sur la mécanique extractiviste et ses multiples impacts socio-environnementaux, tout en précisant le rôle de l'État et des systèmes juridiques dans ce processus.

Afin de répondre à nos objectifs, nous présenterons dans un premier temps le contexte guatémaltèque post-conflit (de 1996 à nos jours), dans l'intention de clarifier le cadre socioéconomique dans lequel les activités extractives se sont développées dans le pays depuis la fin des années 1990. Dans un second temps, nous aborderons les fondements de l'extractivisme de façon générale, puis de manière plus spécifique au Guatemala. Cela nous permettra alors d'explicitier le rôle de l'État dans le processus extractif. Ensuite, dans un troisième temps, nous dresserons le portrait des dégâts environnementaux causés par l'extractivisme au Guatemala afin de rendre compte de la détérioration des lieux de vie des populations locales. Enfin, nous étudierons les instruments juridiques nationaux et internationaux existants, censés limiter les dégâts environnementaux en question ainsi que leur impunité.

### 1.1 Le contexte guatémaltèque post-conflit (de 1996 à nos jours)

L'extractivisme est un modèle économique qui ne peut se développer que dans un contexte où celui-ci est viable et rentable. En ce sens, la fin officielle de la guerre, matérialisée par les Accords de paix de 1996, ainsi que le Traité de libre commerce avec les États-Unis signé huit ans plus tard en 2004, ont facilité l'accroissement des Investissements directs à l'étranger (IDE) et ont renforcé les facteurs d'attractivité du pays et ont généré un climat de regain de confiance. C'est dans un tel contexte, par exemple, que la compagnie minière INCO et sa filiale Exmibal ont profité des fragilités inhérentes au contexte de guerre et d'après-guerre pour imposer leur modèle extractif, notamment en exploitant le vide juridique qui entourait l'extraction minière (Mailly, 2018). Dans la section suivante, nous introduirons les éléments contextuels essentiels à la bonne compréhension du cadre post-conflit dans lequel les projets extractivistes miniers se sont développés au Guatemala.

#### 1.1.1 Les Accords de paix clôturent 36 années de guerre d'une violence historique

Les Accords de paix signés en 1996 mirent fin à 36 années de guerre au Guatemala. D'après le rapport « Mémoire du silence » de la Commission pour l'éclaircissement historique (CEH, 1999), la guerre qui a sévi au Guatemala de 1960 à 1996 a détruit 626 villages, a causé plus de 200 000 victimes, a engendré 40 000 disparitions (Drouin, 2017) et a entraîné 1,5 million de personnes

déplacées et réfugiées. Parmi les victimes du conflit, 83 % appartenaient à des ethnies mayas (CEH,1999 et Casaús Arzú, 2009). Pour comprendre les origines du conflit, il faut remonter à l'année 1954, date à laquelle le Colonel Carlos Castillo Armas parvint à renverser le premier régime démocratique guatémaltèque : celui de Jacob Arbenz (Gerstle, 2009). Ce dernier avait constitué un gouvernement révolutionnaire dont le mandat avait été empreint par deux faits principaux qui ont entraîné son renversement. D'abord, Arbenz soutint la mise en place d'une véritable réforme agraire visant la redistribution des terres non cultivées aux paysans non-proprétaires (*Ibid*, p. 79). Cette réforme concernait et s'appliquait absolument à toutes les exploitations, dont *la United Fruits Company*, qui possédait environ un tiers des terres arables du pays au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (Gerstle, 2009, p. 78). Ensuite, dans le contexte international complexe et tendu de la Guerre froide, on assista à une montée en puissance des Communistes au sein du gouvernement guatémaltèque (*Ibid*). Ainsi, ces deux éléments ont non seulement fragilisé l'oligarchie terrienne guatémaltèque, mais aussi les autorités nord-américaines, qui virent ici leurs intérêts menacés sur plusieurs plans. C'est pourquoi, soutenu par les États-Unis et par la CIA, Castillo Armas a pu déclencher son coup d'État avec l'appui tacite de ces derniers.

Dans le contexte de Guerre froide, toute l'Amérique centrale était « considérée d'un point de vue géostratégique comme une zone primordiale pour la sécurité nationale et internationale, comme un enjeu dans la lutte entre l'Est et l'Ouest » (Casaús Arzú, 2009). Dans une tentative de préserver cet équilibre géopolitique fragile en faveur de l'Ouest, plusieurs prises de pouvoir peu démocratiques s'ensuivront au Guatemala, à commencer par le renversement de l'élection de 1958, orchestrée par Miguel Ydígoras Fuentes, qui succéda ainsi à Carlos Castillo Armas suite à son assassinat. En résistance aux règles dictatoriales imposées par le régime, et compte tenu des protestations populaires à l'encontre du gouvernement, un mouvement de gauche tenta, sans succès, de prendre le pouvoir le 13 novembre 1960 : le « Mouvement Révolutionnaire du 13 novembre » (MR 13). Ce dernier rejoignit les « Forces armées rebelles » (FAR) en 1963.

C'est dans ce contexte que débuta l'une des guerres latino-américaines les plus longues du XX<sup>ème</sup> siècle : trente-six années de guerre civile, rythmées par des massacres et le génocide de certains groupes ethniques. Une violence historique, qui atteignit son apogée lors de l'enclenchement de la politique de la « terre brûlée » du Général José Efraín Ríos Montt en 1982-1983. La trajectoire de

ce dictateur fut « celle d'une ambition contrariée et tenace dans une société hiérarchique, discriminatoire et brutale » (Le Bot, 1992, p. 225). Sa politique perturba l'économie paysanne (*Ibid*), causa le génocide de peuples autochtones et entraîna des viols publics de masse (Falquet, 2018, p. 94). Ce sont notamment ces enchaînements de politiques de la terreur, exercées en toute impunité, que venaient clôturer les Accords de paix de 1996.

### 1.1.2 Une paix contrastée

Si les Accords de paix marquant la fin de la guerre civile furent conclus en 1996, il faut néanmoins distinguer la signature des Accords de paix de leur mise en application. En effet, cette dernière semble avoir été ralentie par divers éléments, notamment l'échec d'un appui populaire à leur mise en œuvre. Lorsque, le 16 mai 1999, l'approbation des réformes permettant de se conformer aux Accords conclus en 1996 fut demandée par voie de référendum, l'abstentionnisme des Guatémaltèques fut notable : sur 4,8 millions d'ayants droit de vote, seuls 757 940 passèrent aux urnes (Prensa Libre, 2018). C'est dire que seulement 18,5 % de la population participa au résultat suivant : 55,6% des votes s'exprimèrent en défaveur des ententes (Drouin, 2017, p. 2).

Pour expliquer l'échec de cette consultation, il convient de présenter brièvement les deux composantes principales de ces Accords (identifiées par François Audet, 2003). La première composante des Accords de paix concernait les droits humains et plus précisément le système de justice qui les encadre. Il s'agissait de mettre fin à l'impunité qui a traversé le conflit, une responsabilité dont s'est saisie la Mission des Nations unies au Guatemala (MINUGUA) ainsi que la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG). À ce propos, s'opéra un procès historique « où pour la première fois la violence sexuelle envers ces femmes a été reconnue comme un crime de lèse-humanité perpétré et orchestré par l'État » (Allard, Assemat et Dhaussy, 2017, p. 83) et condamna ainsi le Général Ríos Montt au mois de mai 2013. Le Guatemala devint alors le premier pays du continent à juger un ancien dictateur sur son propre sol (Falquet, 2018, p. 95). Cependant, la peine fut annulée quelques jours plus tard pour vice de procédure, ce qui sembla confirmer la fragilité des institutions étatiques dans un contexte post-conflit.

La deuxième composante des Accords portait sur l'identité et les droits des peuples autochtones. Il

s'agissait ici de reconnaître leurs langues, leurs coutumes et leurs croyances, tout en signifiant leur marginalisation. À cet effet, le Guatemala ratifia la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux. Or, parmi les votants opposés au projet de réformes, certains craignaient que la reconnaissance des peuples mayas divise le pays en accordant des « privilèges » à ceux-ci (Prensa Libre, 2016). Aussi, il ne faut pas oublier que la guerre et la répression qui l'accompagnait avaient entretenu un climat de méfiance, de violence et de peur constante par rapport aux groupes armés, mais aussi aux forces étatiques elles-mêmes, responsables d'une bonne partie de la violence nourrie pendant le conflit. Dans cet environnement, nombreuses sont les communautés autochtones qui prirent l'habitude de ne pas s'exprimer publiquement et de ne pas afficher leur désaccord, par peur de représailles de l'État. De plus, les années 1980 ont été marquées par la torture de certaines communautés par les forces étatiques, dans l'intention d'effacer leur culture, leur religion, leurs coutumes et leurs langages (Perez, 2003). Dans cette perspective, la violence étatique, plus que la bénévolence d'un État de droit, a été intériorisée par des populations autochtones systématiquement confrontées au racisme d'État (Casaús Arzú, 2009). Enfin, il ne faut pas négliger le fait que les campagnes pro Accords ne sont pas nécessairement parvenues à s'étendre jusqu'aux territoires ruraux excentrés (Lionet, 1999), ce qui a contribué à l'abstention massive des population autochtones. Au final, c'est donc avec beaucoup de méfiance que les Accords de paix furent reçus par la population, et en particulier les populations autochtones.

En définitive, la défaite référendaire a terni la portée des Accords de paix et n'a pas permis d'exercer une pression forte sur l'État pour la mise en place d'un programme véritablement transformateur. Marc Drouin associe « la complexité des quatre questions proposées à l'électorat portant sur 50 modifications constitutionnelles » à cette défaite référendaire et ajoute que cela « a eu comme effet immédiat de ne pas contraindre ni les élus ni l'État à mettre en œuvre les accords sur le modèle d'un seul programme transformateur » (Drouin, 2017, p. 2). Cette défaite a également révélé la polarisation sociale. Véritable mécanisme d'oppression et d'exploitation, le racisme envers les peuples autochtones a agi comme un fil conducteur tout au long de la guerre au Guatemala et la Commission pour l'éclaircissement historique a reconnu et a condamné ce fait (Hickey, 2013). Et malgré les Accords de paix officiels, les communautés autochtones sont demeurées les plus touchées par la pauvreté et l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale continue

de s'abattre sur leur quotidien (Drouin, 2017). En ce sens, les Accords de paix ont soulevé un certain nombre de questions quant à la nature de leurs intentions initiales : y avait-il un véritable intérêt à punir les violations des droits humains et remédier aux inégalités affectant les peuples autochtones ou bien ne s'agissait-il pas en premier lieu de redorer l'image du pays à l'international afin de lisser les effets néfastes des dictatures, des coups d'État et des massacres ? Dans la préface de *Mayas. Guatemala. Les oubliés de l'histoire* de Stéphane Ragot, Alain Breton explique que, bien que dans les textes de paix les intentions apparaissent favorables aux peuples autochtones, en réalité « on n'efface pas cinq siècles de mépris et de racisme par un décret, aussi bienvenu soit-il » (Ragot, 2002, p. 6). En effet, « le racisme joue un rôle primordial dans la structure sociale » (Casaús Arzú, 2009) et il a atteint son expression la plus aboutie entre les années 1970 et 1980, dans le contexte de guerre dépeint précédemment. Il faut ainsi comprendre la structure sociétale du pays afin de saisir l'ambivalence de la population face aux Accords de paix de 1996.

### 1.1.3 La structure sociale de la société

La société guatémaltèque comporte d'importantes disparités, présentes à plusieurs échelles structurelles. Politiquement, son histoire depuis la colonisation espagnole est imbibée de violence, d'impunité, de corruption et de privilèges pour certaines classes mieux nanties. Les premières victimes de cette société polarisée sont les peuples autochtones. Ces derniers représentent 10% de la population latino-américaine en générale (Whright, 2018, p. 94) et leur présence semble majoritaire au Guatemala : on estime à 60% la population autochtone guatémaltèque (Falquet, 2018, p. 92 et Audet, 2003, p. 2), répartie entre les 22 ethnies mayas, le peuple xinka et le peuple garifuna (Guénette, 2015, p. 90). Les données démographiques sont à prendre avec précaution, car nous pouvons observer des variations notables d'un rapport à un autre. En effet, en 2002 le recensement officiel établissait que 41% de la population guatémaltèque était autochtone, contre 66% deux années plus tard selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (Perfil de salud de los pueblos indígenas de Guatemala, 2016). En 2018, le recensement établissait que sur 14,9 millions d'habitants, 6,5 millions s'identifiaient autochtones, soit, 43,75% (IWGIA, 2020). Les précautions à prendre tiennent au fait que ces recensements reposent sur le principe d'auto-identification et qu'ils sont gérés par une politique « de déni et d'invisibilité » (*Ibid*). Discriminées, les populations autochtones font face à un profond racisme, enraciné dans la

structure même de l'État et du pouvoir.

Les communautés autochtones se retrouvent aussi les premières victimes de la répartition inégale des terres, et ce, depuis l'époque coloniale. La situation est vraie pour l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes, puisqu'il s'agit de la région la plus inégale du monde en termes de répartition des terres. Si on regarde la situation des femmes, à l'échelle mondiale, le rapport « *Ellas alimentan al mundo* » (LatFem et We Effect, 2021) révèle que sept femmes sur dix productrices de biens alimentaires ont accès à des terres pour produire, mais seulement trois possèdent un titre de propriété sur ces terres. Les femmes constituent la moitié de la main-d'œuvre dans la production alimentaire mondiale mais ce sont elles qui ont le moins de droits sur les terres. À l'échelle régionale et selon les données d'OXFAM, les 1% des plus grandes exploitations détiennent plus de la moitié des terres productives de la région (Latfem et We effect, 2021).

Au Guatemala, les terres sont concentrées entre les mains d'une petite minorité de la population (Hickey, 2013), donnant lieu à une structure agraire très polarisée, révélatrice des déséquilibres structurels du pays. De fait, les quelques propriétaires fonciers ainsi que les investisseurs étrangers se répartissent la quasi-entièreté des terres, qu'ils destinent à une agriculture d'exportation au détriment de l'agriculture vivrière (Audet, 2003). La possession de la terre au Guatemala a toujours constitué « un élément fondamental pour l'acquisition des richesses et pour l'obtention du pouvoir » (Hermesse, 2011). À ce propos, la situation de détention de la terre des individus permet de distinguer quatre principaux groupes sociaux (Hickey, 2013) : les grands propriétaires fonciers d'origine espagnole, les *criollos* (une bourgeoisie issue de la colonisation espagnole), les *Ladinos* (un groupe d'origine mixte) et les Mayas et autres peuples autochtones. Dépossédés de leurs terres, les peuples autochtones constituent la principale main-d'œuvre des grands propriétaires terriens.

De cette inégalité dans la répartition des terres découle une société aux fragilités accrues et aux indicateurs sociaux médiocres. En effet, plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et le PIB par habitant est faible : 4 575 USD en 2019<sup>2</sup> (ministère de l'Économie, des finances et de la relance, 2019). La majorité des personnes pauvres guatémaltèques sont des

---

<sup>2</sup> Précisons que cet indicateur est une moyenne ; il ne permet donc pas de rendre compte des inégalités de revenu et de richesse au sein de la population donnée.

autochtones (IFAD, 2018). Le rapport du Fond International pour l'Agriculture et le Développement (IFAD) de 2016 ajoute qu'entre 2000 et 2014, la pauvreté rurale au Guatemala est passée de 74,5% à 76,1% et que l'extrême pauvreté a atteint 35,3%. Le pays enregistre un des taux de malnutrition les plus élevés au monde et plus globalement un Indice de développement humain (IDH) de 0,65, le classant en 127<sup>ème</sup> position mondiale et en avant dernière position en Amérique centrale (ministère de l'Économie, des finances et de la relance, 2019). En effet, bien qu'en terme de PIB, le Guatemala soit une grande économie, il n'en reste pas moins que son indice de Gini<sup>3</sup> en 2014 (année qui correspond à l'année la plus récente disponible) s'élevait à 48,3 % (Banque mondiale), traduisant ainsi une répartition des richesses très inégale. Les inégalités sociales dépeintes se voient reflétées dans une organisation économique des plus inégalitaire, qui trouvera une forme aboutie sous la forme de l'extractivisme.

#### 1.1.4 L'économie du pays

D'un point de vue économique, le Guatemala est la plus grande économie d'Amérique centrale. En 2018, elle était composée d'un secteur primaire représentant 10,7% du PIB, d'un secteur secondaire représentant 23,9% du PIB et de services à hauteur de 61,8% du PIB (ministère de l'Économie, des finances et de la relance, 2019). L'économie est libéralisée et c'est le secteur privé qui la dynamise : en 2018, l'investissement privé représentait 10,8% du PIB contre un investissement public de 1,2% (*Ibid*). L'économie guatémaltèque est confrontée à de nombreux défis, à commencer par la faiblesse des recettes fiscales, l'absence d'une politique budgétaire redistributive ou encore la corruption. Ces enjeux économiques témoignent en fait de la faiblesse des institutions étatiques pour assurer une redistribution de la richesse et des programmes sociaux.

Au niveau de la coopération, le pays fait partie du Marché commun centraméricain (SICA), une organisation qui fait suite à l'ancien marché commun créé en 1960 (MCCA), et qui regroupe depuis 1993 le Costa Rica, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Belize, le Panama et le Guatemala. La mise en place de ce marché commun a marqué une nouvelle étape dans l'industrialisation du Guatemala (Buhner et Levenson, 1980, p. 176). Toujours dans un cadre régional, le Guatemala et

---

<sup>3</sup> L'indice de Gini (ou le coefficient de Gini) est un indicateur mesurant la répartition des revenus dans une population donnée. Plus cet indicateur est proche de 0 (ou 0%), plus la situation est égalitaire, plus l'indice de Gini tend vers 1 (ou 100%), plus la situation est inégalitaire.



le Honduras ont signé une entente d'union douanière, entrée en vigueur en 2017, et à laquelle le Salvador a adhéré en novembre 2018. Aussi, dans une dimension plus globale, le Guatemala a pris part aux Accords de libre-échange signés en 2004 entre l'Amérique centrale, les États-Unis et la République dominicaine (CAFTA-DR). Cet accord a permis à partir de 2007 d'augmenter les investissements directs étrangers (IDE), notamment dans les secteurs du pétrole et des mines (Wright, 2018). Précisons que l'économie guatémaltèque demeure largement soumise aux aléas de la conjoncture internationale, et plus précisément aux variations des prix des matières agricoles, car ces dernières représentent une forte part de ses exportations. Cela ne constitue pas une nouveauté pour le Guatemala, puisque « depuis l'époque coloniale, l'économie de l'Amérique centrale dépend de l'extérieur » (Medina et Rodríguez Echavarría, 2021, p. 75). Enfin, le Guatemala est concerné par le Plan Puebla Panama (2001), un plan aux huit grandes initiatives mésoaméricaines de développement, qui a donné lieu à un certain nombre de mobilisations à son encontre. À ce plan, est reproché, entre autres, ses intentions répondant de façon privilégiée aux intérêts nord-américains, ses impacts destructifs s'agissant des économies rurales et locales et son non-respect de la convention 169 de l'OIT (Collombon, 2008).

## 1.2 Les fondements de l'extractivisme

Le contexte post conflit guatémaltèque étant posé, nous en retenons que le climat de paix est contrasté, au sein d'une société polarisée, dans laquelle les disparités sociales et économiques affectent en premier lieu les communautés autochtones. C'est précisément dans ce contexte que s'insère l'extractivisme.

### 1.2.1 L'extractivisme comme modèle d'appropriation des ressources naturelles

L'extractivisme est devenu depuis les années 1990 un élément central dans les méthodes de « développement » promues par les gouvernements latino-américains, y compris celui du Guatemala, de sorte qu'il est souvent question « d'industrie extractiviste ». Il est toutefois essentiel de délimiter le terme d'extractivisme et ce qu'il sous-tend. À l'origine, dans les années 1980, les références à la notion d'extractivisme désignaient « une activité consistant à puiser dans le milieu naturel quelque chose qu'on ne contribue pas à (ré)générer » (Bednik, 2019, p. 30). Jusque-là, il n'était pas question d'une notion critique ; il s'agissait simplement de nommer un type d'activité

en particulier. Puis, dans les années 2000, le terme d'extractivisme a pris un sens plus précis en Amérique du Sud, soulignant la nature destructrice de ce type d'exploitation (*Ibid*). Dès lors, l'extractivisme peut se définir comme « un type d'appropriation des ressources naturelles de grand volume et/ou de haute intensité, où la moitié ou plus sont exportées comme matière première, sans transformation industrielle ou avec des transformations limitées » (Gudynas, 2018, p. 62, notre traduction). Cette délimitation du concept d'extractivisme, proposée par Eduardo Gudynas, est celle qui a été la plus reprise dans les publications académiques et dans le milieu militant latino-américain (Bednik, 2019).

La définition de Gudynas, qui insiste sur le caractère économique de l'exploitation des ressources, peut être complétée par celle mentionnée dans le rapport de *The Association for Women's Rights in Development (AWID)* et de *The Women Human Rights Defenders International Coalition (WHRDIC)*, et qui désigne l'extractivisme comme « un modèle économique et politique fondé sur la marchandisation et l'exploitation effrénées de la nature » (2017, p. 10, notre traduction). Enfin, Bran-Guzmán précise que dans les 81 cas de conflits sociaux environnementaux recensés en Amérique centrale, tous, présentent les trois mêmes caractéristiques liées au cadre institutionnel initié en faveur des projets extractivistes : la présence de capitaux étrangers et locaux dans des secteurs spécifiques, l'intervention des organisations internationales favorisant les investissements et les mégaprojets et la présence étatique qui crée les conditions pour attirer, encourager et protéger les investissements (Bran-Guzmán, 2017, pp. 47-48).

Le terme « extractivisme » implique à la fois une dimension nationale et une dimension internationale. En effet, d'une part les ressources sont extraites sur un territoire donné et cela impacte les populations locales : l'extractivisme est ancré dans un territoire spécifique (Gudynas, 2015) et il « tend à occuper des territoires marginaux » (Velut, 2021, p. 16). D'autre part, le processus est, par nature, orienté vers le commerce international, et l'organisation sociale et économique qui encadre l'extractivisme est affectée par des facteurs mondiaux, comme l'investissement, les prix ou la demande (Gudynas, 2015). Ainsi, là où d'autres formes d'extraction des ressources naturelles pourraient être traitées au niveau national et répondre aux besoins de la demande intérieure (Bednik, 2019), l'extractivisme constitue quant à lui, le premier maillon d'une chaîne de production et de commercialisation internationale (Gudynas, 2015). C'est dire que «

l'extractivisme est enclavé localement mais dépend de la mondialisation » (Gudynas, 2018, p. 63, notre traduction).

L'extractivisme est souvent présenté à tort comme un mode de développement.; Lorsque cela est fait, il s'agit de présenter ce qui est en réalité un « mode d'appropriation » – et non pas un « mode de production » – comme contribuant à la lutte contre la pauvreté, à la création d'emploi et à la croissance économique (Gudynas, 2015). En ce sens, Maristella Svampa évoque la narration de la « fable extractiviste », façonnée par les États latino-américains successifs (Svampa citée par Bednik, 2019). Or, quand on fait référence à l'extractivisme, il n'est pas question de transformation industrielle, mais bien d'extraction. Rien n'est produit - comme tentent parfois de le faire croire les économistes traditionnels ou les rapports gouvernementaux - tout est extrait (Gudynas, 2018, p. 63).

Bien que l'extraction puisse alimenter les processus industriels, elle ne constitue cependant pas à elle seule une industrie. Ce qui est exporté est constitué de matières premières, sans transformation, à la différence d'une industrie qui comprend des étapes de manufacture, créant de la valeur ajoutée aux biens initiaux (Gudynas, 2015, p. 20). Le terme « d'industrie extractive », au lieu d'extractivisme, n'est donc pas neutre et son emploi est stratégique : il permet de nourrir un imaginaire collectif de l'entreprise conséquente génératrice d'emplois, dans l'intention d'obtenir une adhésion citoyenne et le soutien de l'opinion (Gudynas, 2018).

### 1.2.2 L'extractivisme minier au Guatemala

L'extractivisme s'est fortement développé en Amérique latine. On dénombre ainsi qu'un quart du territoire de l'Amérique centrale a été concédé depuis 2000 à des entreprises extractivistes (Falquet, 2015, p 81 et *Cf : Annexe B : Forest loss in Guatemala : 2000 -2014*, pour rendre compte des concessions minières au Guatemala) intéressées par les richesses contenues dans les sous-sols de la zone géographique. Ces richesses comptent, entre autres, du pétrole, de l'or et de l'uranium. Au Guatemala, bien que l'extraction de pétrole dans le département du Péten (situé dans les « tierras bajas », au nord-est du pays) ait été une réalité dans les années 1980, l'extractivisme actuel concerne surtout les gisements d'or, d'argent et de nickel. Principalement utilisé pour créer de

l'acier inoxydable pour les appareils électroniques par exemple (*Forbidden Stories*, 2022), le nickel est le métal le plus exploité du pays. Ainsi, les paysages montagneux guatémaltèques se voient transformés par le nombre croissant de mines à ciel ouvert (voir *figure 1* ci-dessous), cherchant à extraire les métaux convoités par les industries des pays dits « développés ». À ce propos, les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Guatemala, mais les métaux s'exportent un peu partout dans le monde.

Figure 0.1 Mine Marlin, à San Miguel Ixtahuacan, dans le département San Marcos, au nord-ouest du Guatemala (« En regardant la mine Marlin », photo : Frauke Decoodt, Collectif Guatemala, 2022).



Certaines mines sont particulièrement emblématiques de l'extractivisme de ces trois matériaux que sont le nickel, l'or et l'argent. Les fondements de l'extractivisme guatémaltèque contemporain de grande envergure débutent dès les années 1960 avec le cas de la mine Fénix, situé à El Estor dans le département Izabal, au nord-est du Guatemala. Les principales particularités de cette région sont qu'elle abrite le lac le plus vaste du pays, le lac Izabal, et que ses terres fertiles regorgent de nickel.

Ainsi, en 1965, la société INCO a obtenu un permis d'extraction valable pendant 40 années, qu'elle a majoritairement destiné à l'extraction du nickel. Puis, suite à de multiples rachats successifs et stratégiques, la mine est passée entre les mains de plusieurs firmes, jusqu'à l'obtention d'un nouveau permis au début des années 2000. Nous pouvons lire sur le site internet de *Solway*, l'actuel détenteur de la mine de classe mondiale, qu'aujourd'hui, le projet produit plus de 1 000 tonnes métriques de nickel en ferronickel chaque mois (*Forbidden Stories et al., 2022*). Grignotant progressivement la montagne, la mine à ciel ouvert contamine le lac Izabal, une ressource dont dépend une large partie de la population locale, vivant majoritairement de l'agriculture et de la pêche<sup>4</sup>.

La mine Marlin, située à San Miguel Ixtahuacan dans le département San Marcos, au nord-ouest du pays, est un autre cas de figure d'exploitation d'or. Le département de San Marcos est celui où la majeure partie des licences d'extraction de métaux précieux a été délivrée (Impe, 2011). Initialement détenue par *Glamis Gold*, la mine d'or et d'argent entra en activité en 2005, pour ensuite connaître une suspension d'activité liée aux conflits avec la population locale. Elle fut rachetée par *Newmont* en avril 2019. La mine Marlin est aujourd'hui la plus grande mine d'or du Guatemala et elle combine l'extraction à ciel ouvert et l'extraction souterraine (*Ibid*, pp. 1-2).

Enfin, la mine Escobal, située dans le département de Santa Rosa, au sud du Guatemala. Détenue par *Pan American Silver* depuis le mois de novembre 2018, nous pouvons lire sur leur page internet que la mine Escobal est « l'une des mines d'argent les plus attrayantes au monde » et que les opérations d'exploitation du gisement emploient « des méthodes d'abattage souterrain par longs trous avec traitement par flottation différentielle pour produire des concentrés de plomb et de zinc riches en métaux précieux » (*Pan American Silver, 2022*). Cette mine souterraine profonde engendre des modifications environnementales massives.

Les différentes activités extractivistes minières guatémaltèque que nous venons de dépeindre sont globalement repérables chronologiquement et marquées par l'utilisation ascendante de nouvelles technologies, mais en réalité, elles traduisent surtout la détérioration de l'équilibre entre les énergies dépensées et l'extraction obtenue. En effet, génération après génération, les meilleurs

---

<sup>4</sup> Voir le reportage « Solway, un scandale écologique » par *Les Docus, 2022*.

gisements ont été épuisés, ils se raréfient, et leur qualité décroît. Les avancées technologiques interviennent alors pour lutter contre la rareté et pour masquer les rendements décroissants (Gudynas, 2015, p. 30).

Gudynas qualifie ainsi l'extractivisme minier guatémaltèque contemporain d'extractivisme de génération. En effet, situé fin XX<sup>ème</sup> et courant XXI<sup>ème</sup>, la troisième génération comprend les extractivismes les plus courants aujourd'hui (Gudynas, 2015, p. 24). Cette génération correspond à une extraction des plus volumineuse et au recours massif aux nouveautés technologiques pour l'extraction, la séparation des minerais ou les transports. Cette troisième génération implique par exemple les mines à ciel ouvert pour lesquelles sont utilisés des explosifs, d'imposantes machines ainsi que divers processus de séparation polluants et consommateurs intensifs d'eau, mais cette extraction intense est aussi valable pour le secteur agricole et les hydrocarbures. Ces projets miniers et l'ensemble du processus qu'ils impliquent, sont également responsables de la décharge de déchets et de réservoirs d'eau contaminés. Dominée par les firmes transnationales, la quatrième génération qui s'amorcerait présente des records en termes d'utilisation d'énergie pour extraire les ressources naturelles. Il s'agit de pallier l'épuisement des ressources en creusant toujours plus profond et en usant excessivement des technologies.

Mais au final, quelle que soit la génération d'extractivisme, le schéma d'extraction et de dépossession est nécessairement sous-tendu par une certaine éthique, qui présuppose que certains contrôlent et dominent tant l'environnement que la société. En effet, l'extractivisme répond à une logique anthropocentrique et utilitariste (Gudynas, 2015), en plaçant les besoins de quelques hommes au centre des préoccupations. C'est dire que la nature et les être-humains peuvent être exploités dans l'intention de générer du profit, de la croissance et du progrès. La nature est tarifée et possédée, afin que ses extractions permettent une insertion certaine des firmes en action, dans le commerce international, et cela, peu importe les conséquences environnementales et les impacts sur les communautés locales, qui se verront compensées financièrement. Il s'agit de célébrer les exportations et d'ignorer leurs impacts sociaux et environnementaux, afin de servir une certaine culture du « développement » (*Ibid*).

### 1.3 Le rôle de l'État dans l'implantation des activités extractives

Le développement économique et l'extractivisme comme mode de dépossession ne se faisant pas dans un vacuum, il convient de présenter le rôle de l'État dans la mise en place de l'extractivisme comme pratique économique et commerciale. Dans cette section, nous rendrons compte de trois dimensions interactives liant l'État à l'extractivisme : d'abord, la responsabilité de l'État dans l'accueil des activités extractives, ensuite la place de la corruption dans la machine étatique en matière d'extractivisme, et enfin, le rôle de l'État dans les conflits socio-politiques créés et nourris par les activités extractivistes.

#### 1.3.1 La responsabilité de l'État accueil

L'État est responsable de l'établissement des activités extractives sur son territoire. Pour attirer et faciliter les investissements privés dans les activités extractives, l'État dispose de plusieurs instruments : il peut orienter ses politiques publiques, il peut jouer avec ses réformes, jauger la fiscalité, conclure des traités bilatéraux d'investissement (TBI)<sup>5</sup> etc. (Le Quang, 2019). Tout peut être coordonné de sorte que le cadre institutionnel encourage et protège les investissements pour que les entreprises transnationales se sentent soutenues par l'État d'accueil (*Ibid*). Quelles que soient les orientations idéologiques des gouvernements, progressistes ou conservatrices, il semblerait que la position pro-extractivisme se soit majoritairement imposée au courant des années 2000 en Amérique Latine (Gudynas, 2018). L'extractivisme fut ainsi promu et défendu sous de multiples gouvernements, et ce, même en présence de gouvernement progressistes, car, pour l'État, conserver la mainmise sur ce type de secteur stratégique est fondamental (Le Quang, 2019) puisqu'il se retrouve en présence de « capitaux privés multinationaux, dont le poids dans les économies nationales ne cesse d'augmenter » (Svampa, 2011, p. 106).

Suite aux Accords de paix de 1996, le Guatemala proposa plusieurs mesures fiscales attractives et des avantages concurrentiels aux firmes multinationales. Plus précisément le gouvernement a modifié le Code minier en 1997 afin de simplifier les démarches administratives pour les compagnies minières, mais aussi pour réduire leur assiette fiscale ou encore pour offrir un accès

---

<sup>5</sup> Les TBI sont des instruments juridiques internationaux signés entre deux États et visant à protéger réciproquement des investissements au niveau international.

gratuit et illimité à l'eau (Guénette, 2015, p. 89). Tout fut coordonné et ajusté de sorte que les entreprises étrangères investissent massivement dans des activités fructueuses économiquement sur un territoire aux facteurs d'attractivité renforcés. Même avant les Accords de paix, des manipulations avaient d'ores et déjà eu lieu pour satisfaire les intérêts des minières. À titre d'exemple, la compagnie EXMIBAL s'était entourée d'experts pour se faire reconnaître en tant qu'« industrie de transformation » exonérée d'impôt (Fitzpatrick Behrens, 2009). Celle-ci fut également à l'origine de campagnes de lobbying auprès du gouvernement pour obtenir une loi minière favorable aux investisseurs privés :

« In 1960, the Hanna Company formed a joint enterprise with INCO, creating a subsidiary [Empresa Exploraciones y Explotaciones Mineras de Izabal] Exmibal, 80 percent owned by INCO. During the 1960-1966 period in which INCO was becoming established, the political elite of the military government was a complex coalition of military officers, business notables, and technocrats. A new mining code was drafted by INCO and the Guatemala government in 1973, which gave the company access to 150 square miles of potential mining land » (Bradbury, 1985, p.138, cité par Anzueto, 2016)

À cela, il faut ajouter que la compagnie minière allait également bénéficier « d'exemptions fiscales, de gratuités et des tarifs préférentiels sur la consommation d'eau du lac Izabal ainsi que l'utilisation d'un quai dans le port de Santo Tomás, d'où serait exporté le nickel une fois extrait » (Mailly, 2018, p. 68). Et finalement, dans un souci stratégique : « Inco fit du gouvernement militaire son actionnaire minoritaire pour s'assurer qu'il prenne à cœur le succès d'Exmibal » (McFarlane, 1989, cité par Mailly, 2018, p. 68).

Dans les croyances de l'État guatémaltèque, ce type « d'alliance » allait permettre de dynamiser la croissance du pays, en créant des emplois et en impulsant un climat prospère au développement. Précisément dans le cas d'INCO, l'oligarchie guatémaltèque souhaitait « voir les infrastructures de leur pays se développer grâce à des investissements étrangers » (Mailly, 2018, p. 65). Puis, dans bien des cas, il se trouve que des membres du gouvernement ont des intérêts dans certaines multinationales (Lutte, 2014), ils agissent alors de sorte à préserver leurs intérêts.

Outre le fait que ces décisions sont porteuses d'un certain sens et de certaines conceptions de l'économie, de la justice, de la démocratie et de la nature (Gudynas, 2018), elles ont également des conséquences autres que purement financières : c'est aussi et surtout toute la gestion environnementale qui se retrouve modifiée et impactée.



### 1.3.2 La corruption dans la machine étatique

« Au Guatemala, la corruption gouvernementale a littéralement pompé les ressources de l'État » (Herrera et al., p. 161, 2022).

Un État corrompu n'aura pas de mal à faire passer les intérêts privés de ses dirigeants au-dessus de l'intérêt national ou de celui de sa population. Le Guatemala demeure encore aujourd'hui victime de son intense corruption. En 2021, l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International était de 25, ce qui signifie que le pays fait partie des pays les plus corrompus au monde<sup>6</sup>. En témoigne les présidents guatémaltèques des quinze dernières années, tous concernés par des affaires de corruption : « Au cours de la dernière décennie, les anciens présidents du Nicaragua, du Guatemala et du Costa Rica ont été accusés de scandales de corruption de haut niveau impliquant des millions de dollars<sup>7</sup> » (Ruhl, 2011, p. 33 cité par Ángel, 2016, p. 133). D'abord, Álvaro Colom (2008-2012) impliqué dans une affaire de fraude (The New York Times, 2018), ensuite Otto Pérez Molina (2012-2015) dont le mandat pris prématurément fin en raison de son implication dans le scandale de corruption « la Línea » (BBC News, 2017, Torres Rivas, 2015 et Navia et al, 2020), puis Jimmy Morales (2016-2020) qui affichait le slogan « Ni corrompu, ni voleur » et fut pourtant accusé d'un financement illégal de campagne (Aljazeera, 2020), et enfin l'actuel président Alejandro Giammattei qui fait l'objet d'une enquête à propos de pot-de-vin perçus de la part d'hommes d'affaires russes (Aljazeera, 2021). Les preuves de corruption des membres des plus hauts niveaux de l'État témoignent de l'existence certaine de ce que l'on pourrait nommer un « pacte des corrompus » (Hauri et Langlois, 2019).

Il y a au Guatemala, une sorte de normalisation de la corruption, et de faibles programmes d'action menés contre ce phénomène (Ángel, 2016) qui s'apparente à un « cirque de la corruption » (Vela Castañeda, 2015) et qui peut être perçu sous trois angles : une fraude, une menace pour la démocratie et une stratégie interventionniste (Ángel, 2016). Entre 2013 et 2015, la corruption du régime fut particulièrement accrue, une période qui coïncide avec le mécontentement grandissant des manifestants contre les concessions minières accordées par le gouvernement

---

<sup>6</sup> L'indice de perception de la corruption est établi par l'ONG Transparency International à partir d'enquêtes ; il est compris entre 0 et 100 et plus un pays est proche de 0, plus son degré de corruption perçu est élevé.

<sup>7</sup> « Durante la última década los ex presidentes de Nicaragua, Guatemala y Costa Rica han sido acusados de escándalos de corrupción de alto nivel que involucran millones de dólares », notre traduction.

(Lopez-Cazar et al., 2021, dans son étude des effets de l'*Extractive Industries Transparency Iniciativ*). Dans cette perspective, la population a une profonde méfiance envers le gouvernement, mais également envers le secteur extractif (Lopez-Cazar et al., 2021). En effet, la fuite de données à laquelle a eu accès *Forbidden Stories* et ses 65 partenaires révèle le haut niveau de corruption de la mine Fénix, détenue par *Solway* à El Estor. Il est question de multiples paiements de « pot-de-vin » destinés à corrompre la police locale, des dirigeants autochtones, des juges et les plus hauts dirigeants de l'État. À titre d'exemple, en 2020, *Pronico*, une filiale de *Solway*, a réalisé des donations à hauteur de 45 000 dollars comme « soutien stratégique » à la police nationale du Guatemala (*Forbidden Stories*, 2022). Aussi, Enrique Xol, membre d'un conseil ancestral à El Estor, raconte avoir été approché par le président d'une filiale de *Solway*, mais affirme avoir décliné toute proposition. Enfin, des échanges de mails entre hauts responsables de la compagnie minière (voir *figure 2* ci-dessous) révèlent une des actions de « séduction » enclenchée par la minière auprès de membres clés, avec un document interne intitulé « Liste des acteurs envisagés à qui offrir des cadeaux de Noël Pronico/CGN 2016 ». Une liste dans laquelle figure sept maires, sept leaders communautaires, deux juges, deux prêtres, deux journalistes et un évêque (*Forbidden Stories*, 2022) :

Figure 0.2 Un email datant du mois de décembre 2016, envoyé au personnel d'une des filiales de Solway, avec pour objet « URGENT », réclamant des suggestions pour de « potentiels » destinataires de cadeaux de Noël offerts par l'entreprise (*Forbidden Stories*, 2022).

**De:** Mario Fernando Vega  
**Enviado el:** viernes, 02 de diciembre de 2016 02:21 p.m.  
**Para:** Alvaro E. Ramírez Telón <aRamirez@pronico.gt>; Luis Mollinedo <lmollinedo@cgn.com.gt>; Ivan Camey <icamey@pronico.gt>; Oscar Zacarias <oZacarias@pronico.gt>; Victor Castellanos <vcastellanos@pronico.gt>; Roberto Zapeta <rzapeta@pronico.gt>  
**Asunto:** URGENTE

NECESITO DE CADA UNO UNA LISTA DE ACTORES CLAVES, EXCLUSIVAMENTE EN SU AREA DE INTERES, PARA OTORGAR POSIBLES REGALOS DE NAVIDAD, COMO CORTESIAS, QUE CADA AÑO HACEMOS, URGENTE A MAS TARDAR EL LUNES.

SI NO LO RECIBO EL DIA LUNES, QUEDAN FUERA.

**Mario Fernando Vega**  
 Director Administrativo  
 Administración

Sitio Web: [www.pronico.gt](http://www.pronico.gt) • Correo: [mvega@pronico.gt](mailto:mvega@pronico.gt)  
 Línea de atención (Ciudad Capital): (+502)2419 0200 • Teléfono: (+502) 7720 1800 ext. 1754  
 Línea de atención (El Estor): (+502)7720 1800 • Móvil: (+502) 47682483  
 Km. 4.5 Carretera a Cobán, El Estor, Izabal

Evita imprimir este mensaje si no es estrictamente necesario. De esta manera ahorras agua, energía y recursos forestales.

S'agissant du président Alejandro Giammattei, la fuite de données questionne sérieusement ses liens avec les intérêts miniers, du fait notamment de l'affaire du « tapis volant » selon laquelle le

président a reçu des pots-de-vin sous forme de liasses de billets enroulées dans un tapis (*Ibid*).

Ainsi, d'une part, dans le cadre de l'extractivisme, l'État guatémaltèque va être capable de dépasser les lois pour laisser les multinationales extractives agir en toute impunité, afin d'obtenir des contreparties intéressantes, au détriment des populations locales. D'autre part, la matrice extractive et ses dérivés, s'implantent plus facilement auprès d'une classe dirigeante corrompue, séduite par les arrangements possibles et les traitements de faveur. Enfin, les minières n'hésitent pas à injecter d'importantes sommes d'argent et à monter des opérations de « séduction » auprès des acteurs décisifs.

### 1.3.3 Le rôle de l'État dans la cooptation de la résistance aux projets extractivistes

Outre l'offre d'un contexte de développement économique favorable aux entreprises, l'État est aussi responsable de s'assurer que les activités de l'entreprises ne soient pas menacées par des activités de résistance citoyenne. Sur la base des 81 cas conflictuels en Amérique centrale recensés dans l'article de Bran-Guzmán, l'État a eu recours à trois mécanismes d'appropriation ou trois stratégies répressives envers la résistance aux activités extractives dans l'intention d'assurer la pleine réalisation de ces activités (Bran-Guzmán, 2017, p. 48).

D'abord, la fragmentation par des actions de cooptation : il s'agit ici de faire des promesses, de tromper, et de manipuler, par exemple des leaders communautaires, afin de s'allier les opposants ou de diviser et de dénoncer les opposants aux projets extractivistes. La récente enquête de *Forbidden Stories* a notamment révélé que le groupe *Solway* (propriétaire de la mine Fénix) a effectué des dons réguliers aux leaders communautaires vivant dans la région d'El Estor où se situe la mine Fénix, afin d'obtenir leur soutien pour la réouverture du projet minier (suspendu depuis le mois de février 2021) (*Forbidden Stories*, 2022).

Ensuite, l'État peut privilégier la fragmentation par la coercition et la violence. Puisqu'il détient « le monopole de la violence 'légitime' » (Le Quang, 2019, p. 67), l'État peut ainsi criminaliser les opposants et militariser la zone des projets extractivistes, ce qui a été le cas autour des mines Fénix, Marlin et Escobal. Par exemple, dans le département de Santa Rosa, les opérations de la mine

Escobal commencèrent en septembre 2013 et les premières opérations commerciales se déroulèrent en janvier 2014. C'est au cours de cette même période, plus précisément le 27 avril 2013, que six manifestants, dont deux adolescents, furent sérieusement blessés par les tirs des agents de sécurité de l'entreprise. Le 2 mai 2013, le Président décréta l'état de siège dans les municipalités de Jalapa et Mataquesuintla (de Jalapa) et de Casillas et San Rafael las Flores (de Santa Rosa) et déploya pour l'occasion 8500 agents dont des militaires (Collectif Guatemala, section « autres mégaprojets »). Le président justifia cette déclaration par la mention d'actes mettant « en danger évident l'ordre constitutionnel, la gouvernabilité et la sécurité de l'État » (*Ibid*). Plus précisément le décret indiqua qu'« une série d'actes graves de sabotage ont eu lieu affectant l'activité productive des personnes physiques et morales, des explosifs à usage privé ont été violemment dépossédés, des attaques violentes ont été perpétrées contre les autorités militaires et civiles et la mobilité des civils a été réduite » (PzP, 2013).

Enfin, le troisième mécanisme employé par l'État concerne l'activation d'une opinion publique favorable, en misant sur l'idée du « développement », de la création d'emplois et en délégitimant les revendications de l'opposition. Ce fut le cas autour de la mine Escobal, où le ministère guatémaltèque de l'énergie a affirmé que le projet minier Escobal profitait à l'ensemble de la communauté « par le biais d'emplois et de redevances » et que l'exploitation minière était « cruciale pour le développement du pays » (BBC News, 2014). Par suite, comme discuté dans le paragraphe précédent, le président du pays : Otto Pérez Molina, a déclaré l'état de siège dans la région de la mine, dans l'intention de maintenir le statu quo et de criminaliser l'opposition (*Ibid*). Pour justifier cet état de siège, le président indiquait que son intention n'avait rien à voir avec le conflit minier et qu'il avait pris cette décision en raison d'une « série d'actes criminels qui se mêlent au crime organisé et à d'autres types d'intérêts, ce qui a même provoqué l'anarchie dans cette région » (PzP, 2013). Aussi, autour de la mine Fénix, à El Estor, une série d'actes de « séduction » visant à se rapprocher des communautés, pour obtenir leur soutien ou tout au moins leur non-résistance, a été menée : donations, organisation d'événements fédérateurs, cadeaux etc. (*Forbidden Stories*, 2022).

## 1.4 Portrait des dégâts environnementaux causés par l'extractivisme

Le modèle extractif que nous venons de dépeindre produit inévitablement de multiples effets néfastes pour les populations locales guatémaltèques, majoritairement autochtones. Parmi ceux-ci, les dégâts environnementaux importants affectent diverses facettes de la vie. Cette section traitera donc de la détérioration des lieux de vie de ces populations, causée par l'intensité des méthodes de dépossession extractives.

### 1.4.1 La détérioration des lieux de vie des populations locales

La détérioration environnementale et sociale des lieux de vies des populations locales est une conséquence directe des méga-mines guatémaltèques. En alimentant plusieurs continents, les projets extractivistes sont la première cause des désastres environnementaux en Amérique Latine (Gudynas, 2018, p. 63). En effet, ils portent atteinte à la biodiversité, polluent et contaminent le sol, l'air et l'eau (*Ibid*). Ils « transforment les paysages de façon rapide et radicale », entraînent des déplacements forcés (Gellert et Lynch, 2003, p. 17), bafouent les droits en détruisant l'environnement (Guénette, 2015), accentuent les inégalités locales (Gudynas, 2010) et génèrent de multiples conflits (Bran-Guzmán, 2017).

En s'implantant dans des zones reculées et souvent habitées par des populations autochtones, les projets extractivistes créent également des productions enclavées (Gudynas, 2010). Ils participent ainsi à une certaine fragmentation géographique du territoire (*Ibid*). De plus, les nombreux opérateurs présents sur place nécessitent la mise en place de réseaux de connexion pour recevoir certains équipements et infrastructures, mais aussi pour faire transiter les exportations. Cet aspect de la connectivité accentue les problèmes environnementaux, comme la pollution, et modifie profondément les paysages initiaux. Aussi, les projets extractivistes impactent les organisations préexistantes et ancrées localement, pour imposer leurs intérêts, leur configuration territoriale et leurs acteurs, un système semblable à une forme de colonialisme (Monange et Flipo, 2019). C'est ainsi que les communautés se désintègrent et se divisent (Bran-Guzmán, 2017) et que le tissu social s'endommage.

#### 1.4.2 L'eau : De sa contamination à sa raréfaction

Au Guatemala, la population autochtone ne cesse de subir les dégâts environnementaux engendrés par l'extractivisme. L'approvisionnement en eau potable est l'aspect le plus directement affecté par les activités minières. Ceci est la conséquence d'un processus extractif nécessitant des méthodes agressives envers l'environnement et envers les êtres-humains : d'abord des explosifs sont utilisés pour fragmenter les roches, puis des produits chimiques toxiques pour isoler les métaux et enfin une quantité abondante d'eau pour laver les métaux : ainsi, pour le seul cas de la mine Marlin, il est question d'un débit de 250 000 litres d'eau par heure pour son bon fonctionnement (Hurtao, 2007).

Cette utilisation et contamination de l'eau affecte également les territoires environnants de la mine Fénix située à El Estor, au nord-est du Guatemala, où l'eau s'est raréfiée. En effet, il semblerait que la mine pollue une source majeure d'approvisionnement en eau : le lac Izabal (Deonandan et al., 2017), sur lequel se dessine une large tâche rouge depuis le mois de mars 2017 (*Forbidden Stories* et al., 2022). Bien que la compagnie minière *Solway* nie toute responsabilité à cet égard, des prélèvements effectués révèlent la présence extrêmement forte de chrome dans le lac Izabal, ce qui peut s'avérer nocif pour la santé, ainsi qu'un taux inquiétant de nickel dans l'air (*Ibid*). Les femmes de la région témoignent également de la présence de maladies spécifiques entraînant la perte de cheveux, des éruptions cutanées et des problèmes gastro-intestinaux, surtout chez les enfants (Deonandan et al., 2017). Elles ajoutent également que les émissions atmosphériques générées par l'emploi abusif de produits chimiques sont en partie responsables de la baisse de productivité des terres et donc de la disponibilité alimentaire, car elles affecteraient les précipitations (*Ibid*). Progressivement, les populations perdent leurs moyens de subsistance, puisque la culture de terres arables se voit compromise par les infrastructures minières.

La situation est quasiment similaire dans le département de San Marcos où la mine Marlin raréfie une eau devenue source des mêmes maladies citées précédemment, auxquelles il faut ajouter des atteintes au système neurologique (Collectif Guatemala, 2022). En effet, des prélèvements d'eau ont été réalisés par des équipes techniques et leurs analyses font état d'une teneur en arsenic trop élevée, dépassant les limites de potabilité de l'eau fixées par l'Organisation Mondiale de la Santé (Collectif Guatemala, 2022). Il en est de même pour la présence excessive de plomb, de nitrogène

et de manganèse.


### 1.4.3 Les déplacements forcés de populations dépendantes de la nature

Le modèle extractiviste implique deux sortes de déplacements forcés ; d'abord des déplacements que l'on peut qualifier de résultante directe des activités minières extractives ; ensuite, des déplacements que l'on peut qualifier de résultante indirecte de ces mêmes activités.

En effet, dès lors qu'un projet minier extractif s'implante dans une zone, il donne lieu à des expulsions de populations initialement installées sur les futurs sites miniers, ou autour de ceux-ci. Ce type de déplacement forcé résulte directement de l'installation matérielle du projet minier. À El Estor, dans le cadre de la mine Fénix, 11 femmes Q'eqchi' ont témoigné d'une opération d'expulsion en 2007 (RCRCE, 2016), qu'elles ont vécu dans la plus extrême des violences. La violence de ce processus organisé est liée au fait que : « ces expulsions ont souvent lieu avec l'aide de la police et de l'armée envoyée par le gouvernement ; parfois les multinationales paient des bandes criminelles ou utilisent leur propre milice privée » (Lutte, 2014). Suite à la fuite de documents reçus par *Forbidden Stories* et ses partenaires, toujours au sujet d'El Estor, il apparaît qu'une autre opération d'expulsion a eu lieu en février 2018. Menée par la compagnie minière *Solway*, l'offensive avait pour but d'« expulser la population Q'eqchi' établie dans une communauté connue sous le nom de Setal, à proximité de la mine » (CDHAL, 2022). Pour ce faire, un plan de dépenses a été établi afin de « a budgétisé un paiement extraordinaire de « soutien » à la police d'El Estor et de la municipalité voisine de Río Dulce » (*Ibid*). Enfin, la fuite de données révèle que des injections d'argent ont été réalisées dans l'intention de dégager les zones d'extraction, des populations jugées problématiques (voir *figure 3* ci-dessous) :

« Mais d'après de nombreux rapports produits par CGN et Pronico entre 2016 et 2019, l'objectif de tels investissements est simple : 'Obtenir la relocalisation volontaire de la population en dehors de la zone d'intérêt minier dans les délais les plus courts possibles' » (*Forbidden stories*, 2022).

Figure 0.3 Plan de travail stratégique pour déplacer la communauté de Las Nubes (Forbidden stories, 2022).

	<b>PLAN DE TRABAJO PARA CONSEGUIR REASENTAMIENTO DE COMUNIDAD LAS NUBES</b>	Versión:	Páginas
		001	1 de 5
<b>RELACIONES COMUNITARIAS</b>		Código	PRO-RRCC-PLN-25-0006
		Fecha:	07.02.2020

**PLAN DE TRABAJO PARA CONSEGUIR  
REASENTAMIENTO DE COMUNIDAD LAS NUBES**

**1. OBJETIVO:**

Conseguir el reasentamiento voluntario de la comunidad fuera de área de interés minero en el plazo mínimo posible.

**2. CONTEXTO:**

2.1. La comunidad se encuentra asentada en área de alto interés minero.

Ensuite, un autre type de mouvement s’opère autour des projets miniers : les mouvements migratoires générés de force. On les qualifie ici de résultante indirecte, car ils ne sont pas directement liés à l’installation même de la mine, mais bien aux impacts socio- environnementaux causés par l’activité minière en termes de détérioration des lieux de vie des populations autochtones. En effet, le modèle extractiviste provoque : « une reconcentration territoriale en privant les communautés de leurs ressources, en aggravant la pauvreté et en expulsant des milliers de personnes et les familles via les migrations internes, régionales et internationales » (Monzón, 2015, p.22, notre traduction). En témoignent deux guides méthodologiques publiés par la « *Red Nacional de Mujeres en Defensa de la Madre Tierra* » : « *Mapeando el cuerpo-territorio* » du collectif « *Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo* » et « *Guía práctica para la identificación de la violencia medioambiental contra las mujeres* » du collectif CASA, les femmes sont parfois forcées de parcourir des kilomètres pour trouver cette ressource vitale qu’est l’eau et parfois elles finissent par migrer vers les villes, abandonnant leur vie et leurs terres, dans l’espoir de sauver leur famille. Ainsi, c’est dans ce contexte d’insécurité alimentaire et de précarité que se forge la nécessité de fuir son pays (Duterme, 2022).

Les lieux de vie des populations locales se voient affectés par l’extraction minière à laquelle il faut ajouter les effets globaux du réchauffement climatique. En effet, le Guatemala fait partie des dix



premiers pays touchés par les changements climatiques (Germanwatch, 2014), ce qui rend le pays plus vulnérable aux catastrophes naturelles fréquentes et intenses. Celles-ci se traduisent par exemple sous la forme d'ouragan, de longue période de sécheresse et d'inondations (Gouvernement du Canada, 2017) et donnent lieu à des migrations (Herrera et al., 2022). En définitive, les conséquences environnementales propres à l'extractivisme guatémaltèque, s'insèrent dans le panorama mondial des changements climatiques et de leurs répercussions environnementales.

Enfin, au-delà des principaux impacts locaux que nous venons de décrire, l'extractivisme comprend également une dimension entraînant des réactions en chaîne dans d'autres domaines. Il n'est pas question ici des effets de l'extractivisme sur l'environnement et donc sur les êtres humains vivants dans cet espace, mais plutôt des effets plus diffus et engendrés par le phénomène multidimensionnel qu'est le modèle extractiviste (*Cf : Annexe C : Les effets de contagion*). Il s'agit par exemple du changement des politiques publiques pouvant donner lieu à certains ajustements en matière de justice et de droit (Gudynas, 2018, p. 66). En effet, lorsque le 2 mai 2013, l'exécutif guatémaltèque déclencha l'état de siège autour de la mine d'Escobal, dans les municipalités de Jalapa et Mataquesuintla de Jalapa, et Casillas et San Rafael las Flores, de Santa Rosa, il aurait instrumentalisé la situation pour criminaliser le mouvement anti-mine (PzP, 2013). Les politiques relatives à l'environnement, au travail ou à la santé par exemple, peuvent être modifiées dans l'intention de permettre au schéma extractiviste de s'implanter dans les régions concernées. Par suite, cela se répercute sur l'ensemble des politiques et dans l'entièreté du pays (Gudynas, 2018).

### 1.5 Les instruments de justice pour limiter les violations quotidiennes de droits et l'impunité

Face à ce pronostic sombre et à la détérioration des lieux de vie des populations guatémaltèques présentes sur et autour des projets miniers extractifs, il existe des instruments juridiques nationaux et internationaux à la portée limitatrice des impacts sociaux et environnementaux.

#### 1.5.1 La « Ley de minería » de 1997

La loi la plus importante du pays encadrant les projets extractivistes est la loi sur l'Exploitation minière, la « *Ley de minería* » (décret 48-97), adoptée en 1997. Cette dernière impose notamment la présentation d'une étude des potentiels impacts environnementaux (EIE) du projet minier auprès

de la Commission nationale de l'environnement, afin d'obtenir un permis d'extraction (Alemancia et al, 2015). Toutefois, en réalité, cette loi n'a que peu d'impact sur les activités minières. En effet, l'étude doit être fournie avant le début des opérations et une décision doit être rendue dans les 30 jours suivants son dépôt. En cas d'absence de prise de décision dans ce délai prescrit, l'étude est réputée acceptée (article 20 de la « *Ley de minería* », 1997). Les institutions étatiques faibles et le haut niveau de degré de corruption décrit précédemment font en sorte qu'en pratique, il est difficile de respecter ce délai, ce qui fait que l'EIE possède un caractère contraignant très limité.

Si toutefois elle avait lieu, cette étude des impacts environnementaux d'un projet comporte plusieurs étapes permettant d'identifier les répercussions environnementales, à commencer par l'identification et la définition du projet d'exploitation minière, suivi d'un tri préliminaire permettant de déterminer quels projets nécessitent une EIE. La détermination des enjeux environnementaux clés est effectuée par la suite, avant la rédaction finale de l'EIE avec ou sans participation du public<sup>8</sup> (Vincent, 2010). Ce processus doit permettre de soulever des solutions de rechange pouvant atténuer les dommages environnementaux.

Le problème c'est que même en connaissance de cause, il n'existe aucune obligation légale à considérer les alternatives existantes et à modifier le projet en question. Le processus garantit une décision éclairée, puisqu'il force la pleine conscience des impacts environnementaux auxquels il faut s'attendre, mais il n'assure pas nécessairement l'option de la solution la plus écologique. Ainsi, en pratique, l'EIE, ne protège pas automatiquement les intérêts des populations locales menacées par les effets néfastes des activités extractives.

La « *Ley de minería* » prévoit également que la population soit impliquée dans le processus de diagnostic environnemental et que le titulaire de la licence compense la totalité des dommages causés aux tiers, dans le cadre de ses activités (article 26, paragraphe d) de la « *Ley de minería* », 1997). De plus, dès lors qu'un risque se présente s'agissant de la vie des personnes ou de leurs biens, l'opération doit être suspendue (article 51, paragraphe a) de la « *Ley de minería* », 1997). Or, en pratique, cette loi est peu respectée, du fait de la faiblesse des institutions. Ainsi, en 2014, 345 permis d'exploitation s'activaient et se chevauchaient sur l'ensemble du pays, pendant que 592

---

<sup>8</sup> Celle-ci n'est pas une obligation.

étaient en cours de demande (Guénette, 2015, pp. 89-90).

### 1.5.2 La convention n°169 de l'OIT

Puisque la « *Ley de minería* » guatémaltèque présente des limites considérables en matière de barrière à l'entrée des projets extractifs, il est pertinent d'examiner le potentiel d'autres outils juridiques internationaux permettant de palier les limites du droit national.

Un des instruments internationaux mobilisés pour limiter les impacts environnementaux des activités extractivistes sur les populations autochtones au Guatemala est la convention n°169 de l'OIT, relative aux peuples autochtones et tribaux<sup>9</sup>, adoptée par la Conférence internationale du Travail en 1989. Ce traité international impose ses restrictions et ses contraintes à l'égard des États l'ayant ratifié, comme le Guatemala en 1996. Cette convention est aussi une « référence internationale invoquée et utilisée par les organes des Nations unies, les instances régionales des droits de l'homme et les juridictions nationales » (Bureau International du Travail Genève, 2013, p. 5). Les principes généraux de la convention n°169 de l'OIT sont basés sur le respect et la reconnaissance des peuples autochtones et tribaux, de leurs cultures, leurs modes de vie et leurs droits. Historiquement discriminés, marginalisés, violentés et même assassinés, ces peuples se voient réaffirmer par cette convention leurs droits et leurs libertés fondamentales, au même titre que les autres êtres humains, et ce, à travers les 44 articles de la convention n°169. En pratique, les États engagés dans ce traité international s'engagent à remettre de façon régulière à l'OIT des rapports quant à la mise en œuvre en bonne et due forme des mesures de la convention.

Compte tenu du contexte extractiviste étudié dans ce mémoire, ce qui est particulièrement intéressant dans cette convention, c'est la stipulation de deux principes fondamentaux : la consultation et la participation des peuples autochtones<sup>10</sup>. En effet, les États signataires de la convention n°169 de l'OIT ont pour obligation de « consulter les peuples intéressés, par des procédures appropriées et notamment par l'intermédiaire de leurs institutions représentatives,

---

<sup>9</sup> « Compte tenu de la diversité des peuples qu'elle vise à protéger, la convention utilise une terminologie inclusive peuples « autochtones et tribaux », reconnaissant le même ensemble de droits à l'un et l'autre groupe » (Bureau International du Travail Genève, 2013, p. 2).

<sup>10</sup> Notons que la consultation et la participation ne sont pas réservées aux peuples autochtones. On retrouve d'ailleurs la consultation comme principe fondamental dans toutes les conventions de l'OIT.

chaque fois qu'il est envisagé de prendre des mesures législatives ou administratives susceptibles de les affecter directement » (article 6 de la convention n°169 de l'OIT). Pour ce faire, l'État doit entamer un dialogue de bonne foi avec les institutions représentatives <sup>11</sup>des peuples concernés. Les consultations doivent s'opérer « sous une forme appropriée aux circonstances » (article 6 de la convention n°169 de l'OIT) ce qui implique un climat de confiance réciproque permettant la création de « conditions favorables à la recherche d'un accord ou d'un consensus sur les mesures proposées » (Bureau International du Travail Genève, 2013, p. 18). Ces consultations sont essentielles, notamment en présence d'exploration ou d'exploitation des ressources naturelles des terres peuplées par les populations autochtones ; elles sont l'essence d'une gouvernance démocratique et inclusive.

De même, « dans les cas où l'État conserve la propriété des ressources minérales ou souterraines ou des droits sur d'autres ressources appartenant aux terres, les gouvernements doivent établir ou maintenir des procédures par lesquelles ils consultent ces peuples » et ce « avant d'entreprendre ou de permettre tout programme d'exploration ou d'exploitation » (article 15 de la convention n°169 de l'OIT). Notons que la convention prévoit en tout temps le respect des droits des peuples autochtones sur les terres qu'ils occupent traditionnellement et des droits de propriété, même si les consultations n'aboutissent pas à une entente commune. La participation s'ajoute au processus de consultation : les deux notions sont imbriquées et interconnectées dans leur mise en pratique. En effet, les peuples concernés doivent pouvoir participer à tous les niveaux de la prise de décision, et il incombe au gouvernement de s'assurer du respect de cette directive. Il est chargé d'« établir des moyens par lesquels ces peuples peuvent participer librement, au moins dans la même mesure que les autres secteurs de la population, à tous les niveaux de prise de décision » (article 6 de la convention n°169 de l'OIT).

Ainsi, théoriquement, la communauté peut influencer et proposer des mesures au sein de l'espace décisionnel à travers le processus de participation. Loin d'être simple spectatrice, la communauté est censée avoir un pouvoir d'action et de conciliation dans une démocratie qui se voudrait inclusive. En réalité, les populations autochtones ne sont presque jamais consultées sur leur

---

<sup>11</sup> Le critère déterminant de la représentativité c'est que cette dernière soit établie à travers un processus qui émane des peuples autochtones eux-mêmes (Bureau International du Travail Genève, 2013).

territoire de vie (Falquet, 2018) et elles sont exclues de l'espace décisionnel (voir Wotherspoon, 2003, sur la reproduction et la production d'inégalités au sein des mécanismes de consultation ; Bellier, 2018, sur les conditions de la représentation et de la participation des peuples autochtones). Ce non-respect de la convention n°169 de l'OIT tient au fait que l'État préfère favoriser les minières au détriment des populations autochtones et n'hésite pas à réprimer les opposants aux projets. La relation entre d'un côté l'État et les minières et de l'autre les populations locales est très conflictuelle. Les compagnies extractives promettent régulièrement aux populations autochtones la construction d'école et de centres communautaires, par exemple, et tentent de corrompre les leaders communautaires afin de dépasser l'obligation de consultation.

Cette situation témoigne du manque de ressources et d'autorité internationale qui permettraient de documenter et de punir les violations de la convention n°169 de l'OIT. Ainsi, par exemple, au mois de novembre 2018, la compagnie *Tahoe Resources* publiait son rapport de troisième trimestre aux actionnaires, dans lequel la compagnie minière faisait état des avancées de la première étape du processus de consultation, dans le cadre de la mine Escobal (Moore, 2018), dont l'activité était en suspens depuis 2017. Or, la communauté Xinka affirmait ne pas avoir été conviée à participer au démarrage du processus de consultation et a déposé une plainte à cet égard auprès de la Cour suprême du Guatemala. Devant la Cour suprême, les dirigeants Xinka ont qualifié ce processus de consultation de « moquerie » et ont alerté sur la campagne de désinformation menée par une minière cherchant à faire imposer ses intérêts (*Ibid*). Résultat, au mois de septembre 2018, la Cour constitutionnelle a conclu que le peuple Xinka avait été victime de discrimination et que son droit à la consultation avait été violé, mais n'a pas annulé le projet minier ; elle a ordonné un processus de consultation mené en bonne et due forme, afin que l'activité minière suspendue puisse reprendre (Nacla, 2019).

### 1.5.3 En présence de compagnies transnationales, l'espoir d'une justice transnationale

Afin de parvenir à stopper la destruction de leurs lieux de vie, les populations autochtones sont ainsi confrontées à de nombreux obstacles. Mais en présence de compagnies transnationales qui s'imposent dans un pays aux institutions faibles qui ne protègent pas adéquatement ses populations autochtones, il est intéressant de se demander si un recours à la justice transnationale serait

envisageable pour celles-ci.

Considérant que les compagnies transnationales agissent au Guatemala via leurs filiales, on pourrait envisager de se retourner contre la société-mère et donc d'user d'un système juridique extra territorial. Le problème, c'est que si des personnes victimes de violation des droits humains ont du mal à obtenir justice dans leur pays du fait d'un système judiciaire très fragile, elles n'ont pas non plus d'accès privilégié aux tribunaux du pays où siège la société mère de la compagnie minière. En effet, au Canada par exemple, lieu de nombreux siège social d'entreprises extractives, on invoque couramment les motifs suivants : « la maison mère et la filiale sont des entités juridiques distinctes » ou « l'absence de compétence » (ASF, 2013). De plus, comme « il n'existe toujours pas de normes internationales forçant les États à octroyer la compétence extraterritoriale ou universelle à leurs tribunaux afin qu'ils puissent entendre des requêtes concernant des entreprises transnationales ayant supposément été complices de violations graves des droits de l'Homme à l'extérieur du pays d'origine », la recherche d'une justice auprès de la société mère, paraît tout autant complexe (ASF, 2013).

Prenons l'exemple de la mine Fénix, rachetée par *Sky Resources* puis par *Hudbay* en 2008, et opérant via sa filiale *Compañía Guatemalteca de Níquel S.A (CGN)*. Dans le cadre de cette activité minière, entre 2007 et 2009, les populations autochtones ont été violemment expulsées de chez elles par des membres du personnel de la mine, des policiers et des militaires. Ces derniers sont aussi rentrés en confrontation avec les manifestants opposés au projet minier. Lors de cette expulsion, onze femmes mayas Q'eqchi' affirment avoir été violées collectivement dans leur village, situé sur le site du projet Fénix, par des membres du personnel de sécurité de la filiale CGN, ainsi que par des policiers et des militaires (ASF, 2013). Aussi, deux ans plus tard, un leader communautaire aurait été assassiné par des membres de la sécurité privée de la minière, et le même jour, un autre homme aurait reçu une balle, le laissant paralysé (*Ibid*).

Dans cette affaire de viol autour de la mine Fénix, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a finalement été saisie, et la responsabilité civile de la maison mère située à Toronto a été invoquée. Les plaignantes ont été entendues sur place, dans le cadre de l'enquête préliminaire et l'affaire demeure toujours en cours. Mais pendant ce temps, Padilla, l'ancien chef de la sécurité de la compagnie minière a plaidé coupable au Guatemala, pour un certain nombre de faits de violence

lors des événements ayant eu lieu entre 2007 et 2009 (Friedmann, 2021). Cela pourra potentiellement faire pression pour un règlement accéléré de l'affaire en cours. Quoi qu'il en soit, pour les populations autochtones victimes des abus des compagnies minières, l'obtention d'une justice est longue et périlleuse, dans un pays où s'exercent quotidiennement des violations de droits, en toute impunité (Falquet, 2015 et Bastos, 2009).

## Conclusion

Ce chapitre visait deux objectifs : présenter le contexte du développement de l'extractivisme au Guatemala dans le contexte suivant les Accords de paix de 1996 et décrire la destruction des lieux de vie des populations que le modèle extractif implique. Tout au long du chapitre, nous avons soutenu que l'extractivisme minier constitue un modèle violent d'appropriation des ressources, qui s'exerce au détriment des populations autochtones vivant autour des sites d'extraction. Pour ce faire, il a été nécessaire d'établir le contexte guatémaltèque post-conflit, c'est-à-dire après la signature des Accords de paix de 1996. Bien que ces derniers aient envoyé un signal positif à la communauté internationale, il n'en reste pas moins que le panorama de la société guatémaltèque demeure très inégalitaire et marqué de fragilités sociales et économiques accrues. Dans cette perspective, l'extractivisme minier comme modèle d'appropriation des ressources naturelles, usant de procédés chimiques et polluants, s'est développé au Guatemala au détriment des populations autochtones vivant autour des sites d'extraction. L'État fait cependant partie des acteurs responsables de ces systèmes de dépossession, puisqu'il entend mener une politique de « développement » fondée sur le modèle extractif. Les conséquences environnementales peuvent s'avérer extrêmes pour les populations locales affectées par les contaminations, la pollution, la raréfaction de l'eau, les maladies etc. Bien qu'il existe des instruments juridiques nationaux (La « *ley de minería* ») et internationaux (la convention n°169 de l'OIT) qui devraient protéger les populations victimes des firmes transnationales extractives, la faiblesse des institutions limite largement la portée de ces instruments pour assurer justice aux populations autochtones victimes des activités extractivistes.

Le chapitre suivant sera consacré au cadre théorique et méthodologique. Nous avons choisi d'analyser l'extractivisme au Guatemala à travers une approche féministe, en partant du concept d'intersectionnalité pour expliciter l'approche consubstantielle des rapports sociaux. Du point de

vue méthodologique, afin d'accéder aux voix des femmes autochtones guatémaltèques, nous souhaitons dresser une revue de la littérature grise permettant de rendre compte de l'agentivité de ces femmes dans le contexte extractiviste guatémaltèque.



## CHAPITRE 2

### CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE : UNE APPROCHE FÉMINISTE POUR ANALYSER L'EXTRACTIVISME AU GUATEMALA

Ce chapitre est destiné à la présentation des éléments d'ordre théorique et méthodologique dont le déploiement sera observable au cours du chapitre trois. Notre objectif est donc de poser les jalons théoriques et méthodologiques nécessaires à notre analyse de l'extractivisme au Guatemala. *Nous avancerons ici qu'une approche intersectionnelle et une démarche sociologique attentive à la consubstantialité des rapports sociaux semblent les mieux à même de nous accompagner dans la compréhension de l'articulation et de l'imbrication des rapports de genre, de classe, et de « race », dans le contexte extractiviste au Guatemala.* Nous n'avons pas choisi l'approche féministe décoloniale - malgré le fait qu'elle semblait s'imposer à nous de façon intuitive - car nous ne nous sentions pas légitime d'adopter une telle approche, considérant notre position située de chercheure non issue de la communauté autochtone. Dans cette perspective, il aurait fallu mener un travail de terrain empirique, mais nous ne disposions ni des moyens ni du temps nécessaire pour mener à bien cette tâche. Nous avons donc décidé de mobiliser une approche intersectionnelle ainsi qu'une démarche sociologique de la consubstantialité des rapports sociaux pour ce qu'elles ont à nous apprendre de la transversalité des questions posées par l'extractivisme au Guatemala.

Les analyses intersectionnelles nous rappellent que les femmes ne constituent pas une catégorie lisse et homogène et que les réalités des femmes varient selon différentes catégories. Encore plus, les analyses de consubstantialité précisent que ces catégories ne sont pas autonomes, mais témoignent de rapports sociaux structurants plus profonds, dont le colonialisme. Au Guatemala, les rapports sociaux sont très inégalitaires et affectent en premier lieu les femmes, mais surtout les femmes autochtones. En effet, les populations autochtones guatémaltèques ont historiquement été exclues et invisibilisées, victimes d'un racisme enraciné dans la structure même de l'État. Elles sont également les populations les plus pauvres du pays, résultat d'une structure agraire extrêmement polarisée. Et quand on ajoute à cette réalité le poids des dynamiques patriarcales, on comprend aisément que les femmes autochtones guatémaltèques souffrent d'une vulnérabilité accrue. Ainsi, au prisme de l'intersectionnalité et des rapports de consubstantialité, il nous paraît cohérent de nous intéresser aux femmes autochtones guatémaltèques dans le contexte extractiviste qui sévit dans le pays.

Nous débuterons par l'exposition de notre cadre théorique, en partant de l'intersectionnalité comme concept féministe avant d'élaborer sur l'approche consubstantielle des rapports sociaux. L'intersectionnalité nous invite à prendre en compte les multiples sources de l'identité. Lorsqu'une analyse est dite intersectionnelle, elle porte une attention particulière « aux dominations multiples et à leurs agencements particuliers » (Perreault 2015, p. 36). La consubstantialité des rapports sociaux développée par Danièle Kergoat, par sa perspective matérialiste, nous apporte la précision nécessaire à la compréhension des rapports sociaux de genre, de classe et de « race », dont l'imbrication génère des groupes sociaux et donc des systèmes d'oppression. Puis, nous terminerons en clarifiant notre démarche méthodologique de recherche, qui consistera en une revue de littérature des travaux réalisés par les femmes autochtones guatémaltèques et leurs réseaux. À défaut de pouvoir leur parler directement via des entretiens, puiser à même leurs écrits reste, selon nous, la manière la plus efficace pour rendre compte de l'agentivité de ces femmes. Les sources retenues offrent l'avantage de laisser les protagonistes raconter à la fois leur réalité dans le contexte extractiviste, mais aussi leur mobilisation, selon leurs propres termes.

## 2.1 L'approche féministe intersectionnelle

Dans le contexte extractivisme guatémaltèque, nous avons d'abord choisi de mobiliser une approche féministe intersectionnelle pour témoigner de l'articulation et de l'imbrication du genre, de la classe, et de la « race ». En guise d'introduction, cette section explicitera donc la notion d'intersectionnalité, ses fondements, ses apports ainsi que ses limites, pour qu'ensuite, compte tenu des débats et des limites tangibles entourant l'intersectionnalité, la deuxième partie de cette section soit consacrée à notre cadre analytique : le concept de consubstantialité des rapports sociaux. Nous considérons qu'en partant de l'approche intersectionnelle, nous rendons notre cadre analytique plus aisément compréhensible tout en en soulignant également ses spécificités.

### 2.1.1 Théoriser le concept d'intersectionnalité aux vues des identités plurielles des femmes

La notion d'intersectionnalité n'est pas nouvelle, elle a simplement endossé plusieurs appellations au fil du temps (Harper et Kurtzman, 2014). Cependant le terme « intersectionnel » tel quel, lui, a été formulé par la juriste Kimberlé Crenshaw en 1989, en tant qu'outil. Cette formulation fait suite

à l'action en justice intentée en 1976 par Emma DeGraffenreid et quatre autres femmes noires, contre leur ancien employeur General Motors, pour cause de discrimination à la fois raciale et sexuelle à leur égard. Cette affaire a soulevé la défaillance du système juridique américain ne considérant pas les points d'intersection et de croisement entre le sexisme et le racisme pouvant s'opérer dans le fonctionnement d'une compagnie :

« Du fait de leur identité *intersectionnelle* en tant que femmes et personnes de couleur, ces dernières ne peuvent généralement que constater la marginalisation de leurs intérêts et de leurs expériences dans les discours forgés pour répondre à l'une ou l'autre de ces dimensions (celle du genre et celle de la race) » (Crenshaw et Bonis, 2005, p. 54).

Alors si jusque-là le discours féministe et antiraciste séparait le patriarcat du racisme, Kimberlé Crenshaw entendait révéler des identités intersectionnelles.

Par suite, la notion d'intersectionnalité sera théorisée par des féministes noires américaines, des pionnières en la matière : Patricia Hill Collins, bell hooks et à nouveau Kimberlé Crenshaw. Reprochant au féminisme blanc dominant sa portée soi-disant universelle, ces auteures soulignèrent la négligence portée aux expériences, aux réalités et aux besoins des femmes racisées. Il s'agissait alors de produire un savoir fondé sur l'imbrication des rapports de pouvoir. L'approche intersectionnelle s'articule autour d'une critique de la politique d'identité (Perreault, 2015), elle en repense « les limites et les difficultés » (Le Dem, 2017, p. 72) puisque celle-ci « amalgame ou ignore les différences internes à tel ou tel groupe » (Crenshaw et Bonis, 2005, p. 53). En ce sens, il convient de considérer les identités plurielles et complexes des femmes, articulées par de multiples systèmes de domination liés, entre autres, au genre, à la « race » et à la classe (Harper et Kurtzman, 2014, p. 16) afin de mieux répondre à leurs problématiques (Perreault, 2015, p. 37). Par suite, les approches intersectionnelles présentent les axes de différenciation sociale tels que le sexe/ le genre, la classe, la race, l'ethnicité, l'âge, le handicap et l'orientation sexuelle, sans aucune hiérarchie ni aucun cloisonnement, afin de reconnaître les interactions de ces multiples systèmes d'oppression, productrices et reproductrices d'inégalités (Bilge, 2009, p. 70).

Il existe un certain débat sur les catégories de différence que nous venons d'évoquer, pas tant sur leur existence, mais plutôt sur leur aspect « mutuellement constitutif ». En effet, il demeure certaines interrogations d'ordre ontologique et épistémologique, à savoir, par exemple, de quoi

parle-t-on lorsque l'on évoque l'aspect « mutuellement constitutif ? S'il s'agit des catégories de différence, cela signifie-t-il que ces dernières sont imbriquées les unes aux autres et sont alors dépourvues de toute indépendance ? (*Ibid*). Dans cette perspective, si Crenshaw aborde les rapports sociaux de domination à travers l'intersectionnalité, Paola Bacchetta parle quant à elle de co-formations (Bacchetta, 2009). Que l'intersectionnalité soit structurelle ou politique, il s'agit de considérer les multiples sources des identités, par exemple : être une femme et une personne de couleur. Porter attention à cette double dimension, c'est en révéler les conséquences en termes de marginalisation. Pour sa part, Bacchetta préfère le terme de co-formations, qu'elle définit comme : « la dynamique par laquelle des pouvoirs (qui peuvent être visibles ou non, comme le genre, la sexualité, le racisme, les rapports sociaux de classe, la colonialité, etc.), effectuant des microcirculations, se forment de manière indissociable, se transforment syncrétiquement et opèrent de concert pour produire tous les sujets, les conditions matérielles, les conduites et les objets existants » (Bacchetta, 2009, p. 5) C'est dire qu'elle insiste sur un pouvoir qui est toujours multiple et donc sur l'inséparabilité « du genre, de la sexualité, du racisme, des classes, de l'esclavage et de ses conséquences, du colonialisme et du post-colonialisme » (*Ibid*). Ce type de débat s'inscrit dans le cadre plus large des critiques et des limites du concept de l'intersectionnalité (Nash, 2001, Nash 2011, Puar, 2013, Chauvin et Jaunait, 2015, Kergoat, 2021).

### 2.1.2 La consubstantialité des rapports sociaux, ou comment penser les rapports de pouvoir et leur imbrication

Les critiques adressées au concept d'intersectionnalité ont permis de faire émerger un concept proche mais alternatif à l'intersectionnalité, et qui a retenu notre attention en tant que cadre analytique : c'est celui de la consubstantialité des rapports sociaux ou des logiques de domination. La force de cette approche consiste à rendre compte d'un processus dynamique, non figé dans le temps et dans l'espace, qui, dans une perspective matérialiste, rechercherait les racines historiques et situées des rapports de pouvoir et de leur imbrication. Là où l'intersectionnalité propose une « photographie » de la réalité (Kergoat, 2021), la consubstantialité remonte « aux processus de production des groupes et des appartenances objectives et subjectives » (Galerand et Kergoat, 2014, p. 51). Ce qui veut aussi dire que, selon où l'on se situe dans l'espace et dans le temps, les termes « classe », « genre » et « race » – appréhendés comme des rapports sociaux – produisent des catégories et renvoient à « des configurations de l'oppression et des luttes pour l'émancipation »

différentes, du fait de leur évolution constante (*Ibid*, p. 50). Il n'est pas question de croisement des catégories, « mais bien de partir des rapports sociaux qui en sont constitutifs, de voir comment leurs multiples imbrications produisent effectivement les groupes sociaux et les recomposent et en quoi elles reconfigurent incessamment les systèmes de domination et les rapports de force » (*Ibid*, p. 51).

La consubstantialité suppose donc qu'il est important d'approfondir comment se crée la domination et comment fonctionnent les mécanismes d'oppression. L'objectif n'est également pas que purement descriptif : il est fondamental de parvenir à en sortir par l'émancipation (Kergoat 2021, et Galerand et Kergoat, 2014). Développé à la fin des années 1970 par Danièle Kergoat dans le contexte du travail des ouvrières, ce concept nous invite ainsi à penser la classe, le genre et la « race », en tant que *rapports* sociaux plutôt qu'en tant que *catégories* sociales (Kergoat, 2021) :

Pour moi, « race », « genre », « classe » renvoient à des rapports sociaux : rapports sociaux de classe, rapports sociaux de sexe, rapports sociaux de race. Ce sont eux qui produisent les catégories et c'est en ces termes que j'appréhende les rapports de pouvoir et leur imbrication (Kergoat, 2021, p. 127).

Ainsi, si l'intersectionnalité « se focalise sur les catégories qui subissent l'oppression », la consubstantialité des rapports sociaux, elle, s'intéresse aux « structures qui les oppriment » (*Ibid*, p. 137). En considérant les « contextes qui produisent les groupes » (Chauvin et Jaunait, 2015, p. 62) il est sous-entendu qu'il n'existe pas de catégories préexistantes et que *c'est le rapport social en lui-même qui générerait ces catégories*. Dans la logique de Kergoat, un rapport social « peut être assimilé à une 'tension' qui traverse la société » qui devient ensuite un « enjeux » (Kergoat, 2010, p.62). Un rapport social se reconnaîtrait dès lors que nous serions en présence simultanée de trois caractéristiques : l'exploitation, la domination et l'oppression (Kergoat, 2021, p. 131).

## 2.2 Méthodologie : revue de la littérature grise permettant de rendre compte de l'agentivité des femmes autochtones, qui identifient et politisent des enjeux précis

Cette section présentera les éléments d'ordre méthodologique employés dans le cadre de notre étude des impacts des projets miniers guatémaltèques sur les femmes autochtones du pays et sur les moyens mobilisés par ces dernières pour leur résister. Idéalement, pour recueillir les voix des femmes autochtones guatémaltèques, il aurait fallu aller sur le terrain. Cependant, après avoir

évalué les moyens dont nous disposions dans le cadre de ce mémoire de maîtrise et après avoir établi les délais à respecter, tout cela en tenant compte du contexte variable et incertain imposé par la pandémie de la Covid-19, nous avons décidé de ne pas réaliser de terrain. L'autre façon d'avoir accès aux voix de ces femmes s'effectue via leurs écrits et via leurs prises de parole, sous de multiples formes. La sélection de notre contenu s'est opérée sur la base de trois critères : la nature des informations publiées, le niveau d'agentivité des femmes autochtones guatémaltèques et l'accessibilité. Ainsi, dans un premier temps, nous avons retenu les sources nous offrant une variété d'informations et de données produites par les femmes autochtones guatémaltèques elles-mêmes ou en collaboration avec celles-ci, et accessibles en ligne, en anglais et/ou en espagnol. Puis, dans un second temps, nous avons classé les sources et nous avons constitué trois catégories larges : le contenu internationalisé produit par les partenariats de plusieurs pays et de plusieurs organisations, le contenu propre aux réseaux féministes autochtones et le contenu plus individuel mettant en lumière des personnalités protagonistes et/ou engagées dans la lutte contre l'extractivisme minier au Guatemala. Ensuite, nous avons procédé à une analyse de contenu en distinguant les informations d'ordre général (à propos de l'extractivisme au Guatemala et de son impact sur les femmes autochtones du pays) des données plus spécifiques et plus précises dans les cas de trois sites miniers : Escobal, Marlin et Fénix.

Le premier contenu que nous avons mobilisé est issu des réseaux nationaux et internationaux de femmes défenseuses des droits humains et de l'environnement. Ces derniers sont des véhicules importants pour faire entendre les voix des femmes autochtones guatémaltèques de manière coordonnée. En effet, l'avantage de ces réseaux c'est qu'ils regroupent plusieurs pays et comptent diverses alliances, donc ils disposent de moyens plus importants pour diffuser l'information. Ils représentent pour nous de véritables sources d'informations accessibles, car le contenu est généralement présenté en espagnol et en anglais, ce qui facilite notre compréhension. Nous aurions inévitablement eu plus de difficulté face à un contenu présenté en langue autochtone seulement.

Aussi, dès lors que l'on exploite l'information d'un réseau, de fil en aiguille et via de multiples renvois, nous sommes capables de faire des liens avec les contenus proposés par les divers partenaires du réseau en question. Ainsi, s'il était initialement assez complexe de trouver les organisations et associations des femmes autochtones guatémaltèques, c'est en partant d'un réseau

plus large, la « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* » (Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales, 2021), que nous avons été capable de retracer les multiples formes d’agentivité de ces femmes. Cependant, compte tenu du fait que notre recherche soit spécifique au Guatemala, la principale limite de ces réseaux consiste en leur tendance à présenter de l’information généralisée, et moins caractéristique d’un pays en particulier. Et puisqu’ils ont vocation à diffuser l’information en espagnol (ou en anglais), la voix des femmes autochtones ne parlant pas l’espagnol risque d’être occultée, en l’absence de traducteur. Il découle de ces organisations, des conférences, des webinaires et des rencontres internationales dans lesquels s’insèrent les femmes activistes guatémaltèques. C’est aussi un matériel que nous avons choisi d’utiliser, car il témoigne de l’internationalisation du sujet, et de la place des femmes autochtones guatémaltèques dans cette internationalisation. Puis, à un niveau plus individuel, il existe des témoignages directs de femmes autochtones guatémaltèques, dans des articles d’auteurs et d’autrices et dans des rapports officiels d’ONG, ce qui constitue une source supplémentaire de contenu que nous avons choisi d’exploiter.

2.2.1 La « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* » : une alliance latino-américaine au sein de laquelle les femmes autochtones guatémaltèques racontent leurs expériences de violences socio-environnementales causées par l’extractivisme, identifient et partagent leur réalité

Au niveau régional, certaines femmes guatémaltèques de communauté autochtone appartiennent à la « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* », une alliance latino-américaine de femmes activistes défenseuses des droits humains et des droits de l’environnement, engagée contre les projets miniers extractifs.

La « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* » est présent dans 11 pays latino-américains, dont le Guatemala (Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales, 2021). Cet espace de partage d’expériences encourage les dialogues entre les femmes autochtones affectées par les projets extractifs. Dans un contexte d’extractivisme minier, c’est sous forme de réseau que les défenseuses entendent ensuite influencer les politiques et initier des actions en faveur de la protection des droits des peuples autochtones et des droits de l’environnement. C’est pourquoi nous avons choisi d’utiliser le contenu

de ce vaste réseau, d'autant plus que l'accès à l'information y est facilité par un site internet très intuitif. En effet, sur la page internet de la « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* », les enjeux défendus par l'organisation sont articulés de façon très claire et efficace en plusieurs onglets distincts : « Nous dénonçons ; Nous promouvons ; Nous documentons et informons ; Nous affectons ; Nous articulons ». De cette articulation, nous retenons que la ligne directrice du réseau repose sur la dénonciation des violences socio-environnementales faites aux femmes dans le cadre des projets miniers extractifs et sur la résistance qui en découle. Le groupe opère également un travail de documentation, nécessaire à la génération de données en termes d'impacts des activités minières extractives de la région et s'agissant de leurs effets sur les femmes. Finalement, les notions de territoire-corps et de territoire-terre sont extrêmement présentes dans la réflexion féministe des activistes, qui ouvrent le dialogue avec des environnementalistes, dans l'intérêt de trouver des alternatives au modèle extractiviste.

Historiquement, le réseau est né en 2005, dans un contexte d'expansion de l'extractivisme sur l'ensemble de la région et de hausse des prix des minéraux et des métaux dans le monde. Il organisa sa première rencontre au Pérou. Celle-ci a réuni des femmes défenseuses de 8 pays : l'Équateur, le Venezuela, la Colombie, le Costa Rica, la Bolivie, le Chili, le Pérou et le Guatemala. Les années suivantes, le réseau se solidifia progressivement et se structura. Il réalisa en 2006 une réunion au Guatemala pour sa planification stratégique, et organisa une nouvelle rencontre au Costa Rica cette même année. En 2008, l'organisation afficha et affirma son identité avec une approche basée sur l'écoféminisme. Année après année, le réseau poursuivit sa dynamique de consolidation, pour devenir autonome en 2016 et recevoir du financement (Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales, 2021). Nous avons porté une attention particulière à la fréquence régulière des événements organisés par le réseau, qui témoigne selon nous de l'engagement et de la volonté des activistes membres du réseau.

La présence de la « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* » au Guatemala se traduit par quatre alliances stratégiques. À travers celles-ci, l'organisation ouvre des espaces de réflexion et agit spécifiquement au Guatemala. D'abord, le « Bufete Indígenas », un cabinet d'avocats pour les peuples autochtones. Fondé en 2017, ce cabinet travaille avec 32 communautés autochtones pour la défense et la récupération de leur terre et de



leurs modes de vie et contre les violences auxquelles elles peuvent être confrontées (Thousand Currents, 2022). La seconde alliance stratégique s'opère avec le « *Parlamento Xinka* », l'institution la plus haute représentant le peuple Xinka. Située dans le sud-est du Guatemala, l'instance de coordination régionale est chargée de renforcer la participation des peuples Xinka dans les décisions politiques et de promouvoir leur développement. Puis, la « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* » est également alliée avec la « *Resistencia Pacífica de la Puya* ». Cette organisation, menée par des femmes autochtones, a entamé son activisme en 2010 pour exprimer son désaccord avec le projet minier à ciel ouvert « Progreso VII derivada » (PBI Guatemala, 2020). Enfin, l'association pour le développement communautaire « Serjus » est la quatrième alliance stratégique. Elle milite pour éradiquer les inégalités, la pauvreté et les oppressions au Guatemala. Elle effectue un travail d'accompagnement des communautés via des partenariats et elle mène un ensemble d'actions pour renforcer les communautés (Serjus : Asociación Comunitaria para el Desarrollo, 2022). Relever et décrire ces alliances nous semble essentiel à la compréhension du dynamisme des relations entretenues entre les Guatémaltèques et la « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* ». En effet, le pays pourrait complètement faire partie d'une organisation en tant que membre inactif et demeurer en périphérie. Ce n'est pas le cas des femmes autochtones guatémaltèques, ce qui a d'autant plus participé à notre choix d'employer le contenu du Red.

Concernant son activité à proprement parler, la « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* » produit des guides et des livrets thématiques ou alors il diffuse ce type de publication réalisé par des groupes partenaires. Parmi les documents disponibles sur la page internet du réseau de femmes défenseuses reviennent les réflexions autour des notions de territoire, de corps, de violence et de femmes. Ces travaux sont imprégnés d'une forte portée pédagogique et traitent de nombreux sujets à travers une lecture féministe. Il s'agit de guides et de livrets créés par et pour les femmes concernées par des réalités similaires, et nombreux sont ceux qui se positionnent directement face à l'enjeu de l'extractivisme. Nous pouvons citer : « *Minería con «M» de machismo Madre Tierra con «M» de mujer* (2013) », « *Los territorios, la minería y nosotras: Las mujeres nos preguntamos* (2014) », « *Violencia medioambiental contra las mujeres* (2015) », ou encore « *Mapeando el cuerpo territorio* (2017) ».

À titre d'exemple, les deux dernières publications que nous venons de citer identifient et politisent des enjeux précis. En effet le livret « *Violencia medioambiental contra las mujeres (2015)* » proposé par la « *Red Nacional de Mujeres en Defensa de la Madre Tierra* » pose des définitions et des questions fondamentales sur la violence environnementale et des impacts sur le quotidien des femmes. Le livret agit comme une forme de partage de réalité des femmes, dans un premier temps pour informer, et dans un second temps pour encourager l'union et la solidarité. Ainsi, pour reconnaître la présence de violences environnementales exercées contre les femmes, il s'agirait de considérer 7 éléments, dont l'exercice d'expulsion des territoires de vie des populations autochtones, les contaminations de l'eau, ou encore la génération de maladies (« *Violencia medioambiental contra las mujeres (2015)* »).

Ensuite, le document « *Mapeando el cuerpo territorio (2017)* » du « *Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo* » est une explication de la lutte féministe partant du corps comme élément central de la réflexion pour défendre le territoire et les femmes. Le livret explicatif témoigne des lieux de réflexion et d'actions un peu partout dans la région, et notamment au Guatemala avec le groupe de travail universitaire « *Cuerpos, Territorios y Feminismos* » du « CLACSO » (Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales), qui réfléchit à la perception du territoire et du corps, dans une perspective féministe. Pour nous, la création de ce type de contenu permet à la fois de recueillir des témoignages de femmes autochtones guatémaltèques ainsi que des données que l'on peut ensuite confronter avec celles des rapports officiels des compagnies minières, et celles des rapports des ONG.

Aussi, la « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* » propose des vidéos que l'on peut classer en deux catégories. En effet, les premières sont de courtes vidéos témoignant de l'agentivité des femmes autochtones de différents pays du réseau. Réalisées à l'occasion de la journée internationale des femmes le 8 mars 2022 via le réseau social TikTok, chacune leur tour, les femmes se présentent et expriment la réalité de leur pays en termes de violence extractiviste. Elles affichent ensuite leur engagement et leur solidarité dans la résistance aux projets miniers extractifs. Lorsque l'on fait défiler les vidéos une à une, on a la sensation d'assister à un dialogue qui bat à l'unisson. En effet, c'est comme si chaque défenseure, de son lieu géographique respectif, s'unissait avec les autres dans un même combat. Puis, la deuxième catégorie de vidéos comprend de courts reportages (5 à 6 minutes) intitulés « *Resistir : Tejiendo,*

*Cuerpos, Territorios* » et qui donnent la parole aux communautés selon le sujet traité. Ces vidéos, nous permettent d'entendre de vive voix les réalités de ces activistes et cela nous procure une sensation de proximité avec ces dernières. Elles nous permettent aussi de mettre des visages sur cet engagement à l'unisson contre les projets miniers extractifs. Nous avons choisi de considérer ce type de matériel, car il nous semble essentiel, surtout dans une perspective plus globale. Bien que nous ne citions pas directement ces sources dans notre chapitre analytique - car leur format court et succinct ne constitue pas une source d'informations supplémentaires pour notre sujet - les consulter nous a permis de nous familiariser avec le vocabulaire employé et de nous imprégner des émotions que les luttes suscitent. À défaut de n'avoir pu réaliser un terrain, le format vidéo offre une forme de rencontre nécessaire avec des réalités. En fait, nous assimilons ce matériel à la partie de nature plus informelle que l'on peut rencontrer sur un terrain.

Enfin, la « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* », a soutenu et partagé le projet de la « caravana centroamericana ». Du 7 au 17 janvier 2018, impulsée par plusieurs groupes dont le collectif de femmes « *Resistencia Pacífica La Puya* », la caravane s'est rendue au Guatemala, au Honduras et au Salvador pour diffuser un message d'opposition à l'extractivisme clair : « Nous nous opposons à ces projets parce qu'ils sont meurtriers, parce qu'ils endommagent nos ressources naturelles, épuisent l'eau, déplacent et divisent nos communautés et menacent la sécurité alimentaire de nos peuples » (Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales, 2018). La caravane a rendu visite aux communautés situées sur des territoires touchés par l'extractivisme et elle a également organisé des rencontres entre les organisations de femmes afin d'établir des dialogues. Consulter cette source nous a permis de prendre la mesure de l'importance des échanges et du partage de connaissances pour ces femmes défenseuses des droits humains et de l'environnement.

Pour les femmes autochtones guatémaltèques, l'identification et le partage des violences socio-environnementales causées par l'imposition du modèle extractiviste sur leur territoire, passe par la création de guides méthodologiques et de livrets explicatifs, par la planification de rencontres locales et régionales et par l'utilisation des médias sociaux. Ce partage d'expérience entre communautés et avec les femmes des pays voisins affectées par les projets extractifs, permet d'ouvrir des espaces de réflexion et de protestation. L'étude de ces espaces est fondamentale pour

notre compréhension des enjeux soulevés par ces femmes dans un contexte extractiviste.

### 2.2.2 La participation des femmes autochtones guatémaltèques aux conférences, aux webinaires et aux rencontres internationales

À travers les espaces universitaires et les espaces militants ont lieu des conférences, des webinaires et des rencontres. La figure emblématique, invitée dans de nombreuses conférences est la Guatémaltèque Lorena Cabnal. Ces conférences et ces diffusions sont tout autant d'occasion d'investir les discussions à l'international à propos de l'extractivisme et de ses conséquences pour les femmes.

À Montréal, au mois d'avril 2018, une quarantaine de femmes venues de 13 pays différents – dont le Guatemala - se sont réunies à l'occasion de la rencontre internationale : « Femmes en résistance face à l'extractivisme ». Cette rencontre féministe a permis d'ouvrir un dialogue internationalisé sur les enjeux entourant l'extractivisme et ses conséquences (Jardon, 2018). Partageant des réalités communes, ces femmes ont notamment échangé sur les impacts de l'extractivisme sur leur vie, sur leur corps et sur leur communauté. Ce type de rencontre à dimension internationale est à la fois une opportunité pour les femmes autochtones guatémaltèques de visibiliser leur situation dans un contexte extractiviste, et un moyen de trouver un appui collectif. Nous avons donc mobilisé le contenu offert par ces rencontres internationales, soit en les visionnant directement, soit en se référant au bilan rédigé à la suite de l'événement.

Au-delà du contenu de type informationnel, ce qui nous a motivé à employer ce type de matériel, c'est qu'il nous permet de recueillir des témoignages en assistant à des discussions structurées. Aussi, un autre format de rencontre permet également aux communautés autochtones d'ouvrir un échange internationalisé : les webinaires. Ce format de discussion en ligne permet de réunir des intervenantes du monde entier sans engendrer aucun déplacement physique. C'est ainsi qu'Ana Lucia Ixchiú Hernández (une femme autochtone K'iche guatémaltèque), défenseure des droits humains, a participé au webinaire « Intervention · Extractivisme et luttes féministes : les cas du Honduras et du Guatemala » au mois de novembre 2021 (SystExt, 2021), un événement auquel nous avons pu assister en ligne. Organisé dans le cadre du Festival des Solidarités, ce webinaire a permis d'aborder de multiples enjeux communs au Honduras et au Guatemala, en termes

d'extractivisme et de luttes féministes. En participant à cet événement, Ana Lucia Ixchú Hernández a investi un espace de discussion visible et accessible à l'international. Nous avons pu échanger indirectement avec celle-ci, via un formulaire disponible en ligne, destiné aux questions de l'auditoire. Ana Lucia Ixchú Hernández a principalement répondu à l'une de nos questions, de l'ordre contextuel et faisant appel à sa perception du processus de paix de 1996.

Ainsi, ces espaces de rencontres, nous permettent de recueillir les voix femmes autochtones guatémaltèques, insérées dans un dialogue international.

### 2.2.3 Les témoignages et les actions plus individuelles de femmes autochtones guatémaltèques, représentantes de leur communauté

À titre plus individuel, les femmes autochtones guatémaltèques sont les autrices d'écrits portant sur l'extractivisme, un contenu qu'il était nécessaire de mobiliser. Par exemple, Gladys Elizabeth Tzul Tzul, activiste Maya K'iche, témoigne du rôle déterminant des femmes dans la défense des territoires face aux activités extractives dans son article : « *Mujeres indígenas : historias de la reproducción de la vida en Guatemala. Una reflexión a partir de la visita de Silvia Federici* ». L'activiste rejoint Lorena Cabnal, qui, lors de son entretien avec Jules Falquet, évoque l'importance de « défendre le territoire-corps, face à différentes violences spécifiques que nous vivons en tant que femmes : les violences sexuelles et les féminicides » (Falquet, 2015, p. 80). Nous avons estimé que les témoignages des femmes autochtones guatémaltèques recueillis lors d'entretiens devaient être autant valorisés que les articles de ces femmes, car comme il est très justement précisé dans l'article de Jules Falquet « dans une perspective décoloniale de remise en cause des canons occidentaux de la connaissance, de l'expression et de la science, Lorena Cabnal estime actuellement important de revaloriser l'oralité, indienne notamment » (*Ibid*, p. 73).

Dans cette lignée, nous avons également mobilisé le rapport « *Women Human Rights Defenders Confronting Extractive Industries* » rédigé par l'ONG *The Association for Women's Rights in Development* (AWID), une association qui milite pour les droits des femmes dans le monde et pour la justice de genre depuis 1982. En effet, bien que ce rapport soit d'ordre général, il est construit sur la base de multiples témoignages, dont ceux de femmes autochtones guatémaltèques comme Lolita Chavez. Aussi, nous avons porté une attention particulière aux témoignages recueillis par

Deonandan et al. lors de leur enquête à El Estor autour de la mine Fénix (en 2017), ainsi qu'aux témoignages publiés par *Forbidden Stories* à ce même sujet lors de leur récente enquête basée sur une fuite de données (en 2022).

Toujours dans l'optique de rassembler des témoignages, nous nous sommes intéressés à la campagne « *Women Human Rights DefendHer : Standing Together for Justice* » regroupée sous le hashtag « DefendHer ». Cette dernière a invité à la solidarité internationale en mettant en lumière 14 biographies et témoignages de femmes défenseuses des droits humains, dont la guatémaltèque Ana Sandoval, la cofondatrice de la Communauté en résistance pacifique « La Puya ». Son engagement dans cette campagne internationale a favorisé la visibilité de sa communauté autochtone et de ses problématiques liées à l'extractivisme. Et puis, finalement, Yolanda Oquelí, propose une autre façon de livrer son témoignage. Aussi initiatrice du mouvement « *Resistencia Pacífica La Puya* », contre le projet minier Progreso VII Derivada, qui concerne les municipalités de San José del Golfo et San Pedro Ayampuc, la militante Yolanda Oquelí est notamment à l'initiative des réunions qui ont permis d'échanger sur les problèmes causés par la mine et sur le rôle central que les femmes devaient jouer dans la résistante (Ciutats Defensores dels Drets Humans, 2022). Elle a décidé de raconter son histoire à la presse internationale, depuis sa terre d'exil. C'est une façon de mettre en lumière la situation des femmes autochtones guatémaltèques dans le contexte extractiviste. En effet, l'activisme de Yolanda l'a forcée à fuir son pays et à s'exiler en Espagne pour cause de tentative d'assassinat et de mise en danger de sa famille. En livrant son témoignage auprès d'El Periódico, celle-ci introduit une nouvelle dimension à sa réalité, d'autant plus que la militante explique que son combat se poursuit, depuis l'Espagne (Diaz, 2018). Quant à Crisanta Pérez, engagée contre la mine Marlin, elle a décidé de se rendre dans le pays du siège de la minière : au Canada. En effet, étant victime d'une campagne de répression depuis 2008, à la suite de son action de sabotage sur le site de l'activité minière, elle a décidé de se déplacer au Canada pour sensibiliser les gens à sa situation, diffuser sa vérité et renforcer ses alliances (Filah, 2015).

S'agissant des actions plus individuelles, certaines femmes autochtones guatémaltèques se démarquent par leur leadership. C'est le cas de Lorena Cabnal, dont l'association (l'association de femmes Amixmasaj de la montagne de Xalapán), créée en 2004, témoigne de l'autonomisation des

femmes autochtones guatémaltèques en lutte et qui plus est de la reconnaissance et de la valorisation de leur savoir, puisqu'à partir de 2010 elles ont créé leur « propre communauté épistémique dans le mouvement féministe » (Falquet, 2015, p. 86). C'est également le cas dans la région d'El Quiché, au sein du « *Consejo de Pueblos K'iche's* », un mouvement créé en 2008, animé par la participation et le leadership des femmes (JASS, 2017) dont Aura Lolita Chávez Ixcaquic. Membre dirigeante du « Consejo de Pueblos K'iche's » (Morand, 2021), Aura Lolita Chávez Ixcaquic témoigne de ce type d'espace d'échange actif, à propos, entre autres, du « droit à la vie, à l'eau, à la terre » face aux mégaprojets (PBI Guatemala, 2022).

## Conclusion

La première partie de ce chapitre, de nature théorique, nous a permis de présenter l'intersectionnalité comme témoin de l'articulation et de l'imbrication du genre, de la classe, et de la « race », des rapports de pouvoir donnant lieu à des identités plurielles. Il s'agit d'une réalité que les femmes autochtones guatémaltèques connaissent bien, surtout dans le schéma extractiviste, au sein duquel elles subissent une double oppression : celle d'être une femme et celle d'être une personne autochtone. Sur la nature de ces rapports de pouvoir imbriqués, l'approche consubstantielle des rapports sociaux nous a permis de témoigner de rapports sociaux structurants profonds, dont le dynamisme explique les « processus de production des groupes et des appartenances objectives et subjectives » (Galerand et Kergoat, 2014, p. 51).

Dans la seconde partie de ce chapitre, de nature méthodologique, nous avons justifié notre choix d'établir une revue littérature grise afin d'entendre les voix des femmes autochtones guatémaltèques de manière coordonnée. Pour cela nous avons identifié un ensemble de sources témoin de cette agentivité. D'abord, le contenu (textuel et audio-visuel) proposé par la « *Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales* », ce réseau latino-américain au sein duquel les femmes autochtones guatémaltèques racontent leurs expériences de violences socio-environnementales causées par l'extractivisme, identifient et partagent leur réalité. Ensuite, la visualisation de conférences, de webinaires et de rencontres internationales, ou la lecture de leur bilan, tout autant d'espaces d'échange structuré internationalisé. Enfin, nous avons rassemblé divers témoignages, dans des articles d'auteurs et d'autrices, dans des rapports d'ONG et dans une campagne de protection des défenseuses des droits humains.

Le cadre théorique et la méthodologie étant posé, le chapitre suivant sera consacré à l'analyse des impacts des projets miniers guatémaltèques sur les femmes autochtones guatémaltèques.



### CHAPITRE 3

## UN CORPS-TERRITOIRE À PROTÉGER : IMPACTS DES PROJETS MINIERS GUATÉMALTÈQUES SUR LES FEMMES AUTOCHTONES

Les projets miniers guatémaltèques se sont implantés dans le pays en impactant simultanément les lieux de vie et les corps des femmes autochtones, tous deux étant des territoires sacrifiés : « Aujourd’hui, les femmes s’engagent pour la récupération et la défense simultanée du territoire-corps et du territoire-Terre » (Lorena Cabnal interrogée par Jules Falquet, 2015, p. 81). La notion de corps-territoire, qui est essentielle dans la pensée du féminisme communautaire (Falquet, 2015) implique une perception particulière du corps, en tant que territoire délimité par la frontière de la peau. Le corps, c’est ce premier territoire que nous habitons, sur lequel s’exercent diverses formes de pouvoir, et à partir duquel s’enclenchent les luttes. Profondément ancré dans un second territoire qu’est le lieu de vie, le corps-territoire est lié par une situation de dépendance au territoire-Terre. Depuis la colonisation, une certaine violence historique touche ces deux entités que sont le corps-territoire et le territoire-Terre, et les procédés extractivistes sont la poursuite de cette violence. S’ensuit que la défense du territoire-terre doit aller de pair avec la récupération du territoire-corps. Ainsi, comme l’avance le *Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo*, dans un contexte d’extractivisme, si les luttes partent du corps, c’est parce que le modèle d’extraction altère spécialement le corps des femmes et ce, de plusieurs façons (2017). En partant de cette perspective du Collectif, nous soutiendrons dans ce chapitre que l’extractivisme sacrifie le territoire-corps des femmes autochtones guatémaltèques, tout comme le corps-territoire, au profit de la productivité des multinationales.

Alors que nous avons indiqué dans le chapitre précédent la méthodologie employée pour rendre compte de l’agentivité des femmes autochtones guatémaltèques dans leurs luttes contre l’extractivisme, nous voulons ici exposer l’expression de cette agentivité à partir des sources identifiées. En effet, les voix de ces femmes sont « importantes, puisqu’il est différent de remettre en question le pouvoir à partir d’une position de domination et de lutte, plutôt qu’à partir de positions multiples » (Cumes, 2017, p. 58). Ainsi, « [l]es voix des femmes autochtones offrent des contributions essentielles pour comprendre le pouvoir dans toute sa complexité » (*Ibid*).

Notre première section présentera les grandes lignes du féminisme communautaire, qui permet de mieux situer la relation entre le corps et le territoire qui semble animer les pratiques de résistance. Ensuite, nous exposerons les effets de l'extractivisme, qui exacerbe des relations de pouvoir initialement très inégalitaires dans la société guatémaltèque. À cet effet, nous soulignerons que les femmes autochtones guatémaltèques sont « les grandes perdantes » du modèle extractiviste. Ensuite, notre seconde section fera état du quotidien de ces femmes, bouleversé par les changements socioéconomiques et environnementaux générés par les projets miniers extractivistes. Puis, dans notre troisième section, nous aborderons la conception d'une économie masculinisée induisant une perte d'autonomie pour les femmes.

Dans un tel contexte, les femmes autochtones guatémaltèques défenseuses des droits humains et des droits de l'environnement s'engagent formellement en résistance aux projets miniers, mais font les frais d'une criminalisation sexospécifique, c'est ce dont nous discuterons dans notre quatrième section. Enfin, nous décrirons les acquis et les constructions du féminisme communautaire guatémaltèque, un positionnement qui traverse la lutte conjointe des femmes autochtones guatémaltèques, défenseuses des droits humains et des droits de l'environnement.

### 3.1 Résister à partir du corps-territoire : la résistance des femmes autochtones guatémaltèques ou la lutte conjointe pour les droits humains et du territoire, via le féminisme communautaire

Sans nécessairement se revendiquer comme féministe communautaire, les raisonnements et les concepts mobilisés dans les luttes des femmes autochtones guatémaltèques, sont traversés par le féminisme communautaire. Avant de nous tourner vers différentes formes de résistances des femmes guatémaltèques face aux impacts provoqués par les projets extractivistes, il convient de situer ce type de féminisme. D'abord parce que l'interrelation entre les êtres humains et la nature est extrêmement présente, ensuite parce qu'il est question de replacer la vie au centre des priorités et enfin parce qu'il s'agit de dépasser la conception d'une nature marchandise.

#### 3.1.1 Le féminisme communautaire, un féminisme décolonial et local qui place la notion de corps-territoire au centre de sa réflexion

Au début des années 1990 apparaît le courant du féminisme latino-américain et des Caraïbes qui

se baptise lui-même comme « autonome » (Falquet, 2011, p. 39). Courant non unifié, son histoire et la construction de sa réflexion sont conduites par la remise en cause de la doxa hégémonique notamment au niveau de la question du développement et du concept de genre (*Ibid*, p. 40). Les autonomes sont une voix contre- hégémonique qui invite à rompre avec la pensée dominante (*Ibid*). Il s'agit là d'« un féminisme qui ne se pense pas dans les universités mais qui se construit en partant du corps et dans la rue » (Guzmán, 2013).

Parmi ces féministes autonomes, certaines revendiquent des bases communautaires. La Bolivienne et créatrice du mouvement « Mujeres creando », Julieta Paredes, agit en tant que précurseuse des idées du féminisme communautaire avec la publication de son ouvrage *Hilando fino : desde el feminismo comunitario* (2010). Dans celui-ci, Paredes propose un « cadre conceptuel dynamique et interactif, car les femmes pourront constamment l'enrichir » (Paredes, 2010, p. 93). Elle explique qu'en Occident, le féminisme répond aux besoins des femmes qui sont les leurs, et ce, selon certaines conceptions qui sont propres à leur réalité. À travers le féminisme communautaire, Paredes entend ainsi proposer un féminisme qui fait du sens au vu des expériences vécues dans son pays. Elle précise à cet égard que le féminisme est « la lutte et la proposition politique de vie de n'importe quelle femme, en n'importe quel lieu du monde, à n'importe quelle étape de l'histoire, qui s'est rebellée contre le patriarcat qui l'opprime » (*Ibid*, p. 76).

Dans sa conception communautaire, Paredes indique qu'il s'agit de partir de « la communauté comme principe inclusif qui protège la vie » et de démythifier le *chacha-warmi* (homme-femme), pour penser les hommes et les femmes en relation avec la communauté et non en tant qu'entités adverses (*Ibid*, p. 78). La communauté s'entend ici comme « une autre façon de concevoir et d'organiser la société et de vivre la vie » (*Ibid*, p. 86).

Il en découle différents champs d'action et de lutte des femmes qui se pensent à partir du concept de corps. Au Guatemala, Lorena Cabnal est une figure emblématique de ce même féminisme communautaire. C'est en discutant, en partageant et en se retrouvant dans le contenu proposé par les féministes communautaires boliviennes que Lorena Cabnal s'est ensuite identifiée comme féministe communautaire. Bien que celle-ci partage des conceptions avec Paredes, elle propose aussi différentes alternatives. Cabnal est une Maya Kekchi et Xinca, et elle se définit entre autres

comme une féministe communautaire et justifie à ce propos qu'elle établit le lien entre le corps, le territoire et la Terre. Engagée au sein de l'association de femmes Amixmasaj de la montagne de Xalapán, Cabnal reprend d'ailleurs le mot d'ordre de l'organisation : « Défense du corps-territoire et du territoire-Terre » (Falquet, 2015). Il s'agit de défendre simultanément la Terre et les femmes, sans qu'un combat n'invisibilise l'autre : « En tant que femmes en lutte, nous faisons corps avec les luttes territoriales » (*Ibid*, p. 82). La féministe communautaire guatémaltèque précise que le mouvement dans le pays avance à son propre rythme. C'est une invitation au dialogue sans jamais imposer (Falquet, 2015). Quoi qu'il en soit, il s'agit de partir des réalités du terrain et du positionnement qu'elles impliquent en employant des concepts qui font du sens selon la réalité donnée. Historiquement, Cabnal raconte que le mouvement féministe communautaire est né dans sa maison, mais aussi un peu partout de façon itinérante et avec des rencontres « clandestines » dans des lieux extérieurs (*Ibid*). En 2010 a eu lieu la première rencontre nationale d'alliance féministe et le 9 juin 2010 des féministes se sont définitivement qualifiées de communautaires.

Au cœur des conceptualisations du féminisme communautaire réside la perception du corps, ce territoire politique délimité par la peau et ce lieu d'exercice de relations de pouvoir, de liberté ou de résistance (Paredes, 2010, Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo, 2017). Le collectif « *Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo* » souligne également la dépendance du corps au territoire- terre au sein duquel celui-ci s'inscrit. Le corps est un territoire d'émotions et de sensations mais aussi un lieu de lutte et de résistance (Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo, 2017).

Dans son guide méthodologique « *Mapeando el cuerpo-territorio* », le collectif « *Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo* » propose de cartographier le corps. Celui-ci y est présenté comme notre premier territoire, subordonné au lieu de vie dans lequel il évolue. C'est dire que lorsque les lieux de vies sont violentés, les corps le sont aussi, et a contrario, lorsque les corps sont affectés, les lieux de vie sont également violentés. Il existe un lien indéfectible entre le corps-territoire et le territoire-Terre. Certes, il s'agit de deux lieux distincts, deux territoires à protéger de la machine extractiviste, mais la défense de l'un rime avec la défense de l'autre : « les luttes pour la récupération et la défense de leurs territoires et de leurs terres doivent aller de pair avec la lutte

pour la récupération de leur corps-territoire<sup>12</sup> » (Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo, 2017, p. 16). Parce que « défendre la Terre, si sur cette terre on trouve des enfants et des femmes violenté·e·s, serait une incohérence cosmogonique » (Cabnal dans Falquet, 2015 p. 80). Ainsi, corps et territoire sont liés par une situation de dépendance et ces deux entités s'influencent et se définissent mutuellement (Delebene Lezama, 2019, p. 2).

Par la suite, le guide *Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo* présente plusieurs variantes du féminisme, qui ont toutes en communs un militantisme pensé à partir du corps. Parmi les propositions, on retrouve le féminisme dont il est question dans cette section, sous l'appellation des « *Feminismos Latinoamericanos Comunitarios* ». C'est de ce féminisme en particulier que vient la notion de corps-territoire. Les féministes communautaires constatent qu'il existait déjà une exploitation et une utilisation du corps des femmes bien avant la colonisation. Cela se traduisait par des violences et par l'assujettissement des corps des femmes et ceci, par ricochet, impactait nécessairement le territoire de vie car les femmes en étaient les gardiennes. Conséquemment, elles parlent d'une violence historique qui touche à la fois le corps-territoire et le territoire-terre. S'ensuit que la défense du territoire-terre doit aller de pair avec la récupération du territoire-corps.

Paredes part du constat que nos corps nous permettent de nous situer dans le monde et d'interagir dans diverses relations sociales (Paredes, 2010, p. 99). Le corps est donc en premier lieu cet espace que l'on habite, qui est délimité par une frontière et qui nous appartient. Cependant, Julieta Paredes signale que les corps sont d'abord sexués avant d'être différents à travers leur corpulence, leur couleur, leur taille etc (*Ibid*). Par la suite, la violence, le racisme et les discriminations tentent constamment de franchir les frontières individuelles sans aucune approbation, pour établir des relations de pouvoir sur les corps de sexe féminin. Le corps devient ainsi un territoire à protéger et à défendre des oppressions capitalistes, patriarcales et racistes. Sur ce point, Paredes s'accorde avec Cabnal, selon qui « c'est sur le corps des femmes que toutes les oppressions sont construites. Il existe une dispute territoriale autour du corps des femmes, et les femmes indiennes ont été expropriées de leurs corps » (Falquet, 2015, p. 80).

---

<sup>12</sup> « Las luchas para la recuperación y defensa de sus territorios y sus tierras deben ir de la mano de la lucha por la recuperación de su territorio-cuerpo », notre traduction.

Cette réflexion et ces conceptualisations traversent les luttes de femmes autochtones guatémaltèques défenseuses des droits humains lorsqu'elles se dressent contre les projets miniers extractivistes de leur région. Bien que les défenseuses ne se définissent pas systématiquement comme féministe communautaire, dans un contexte extractiviste, elles s'accordent sur la nécessaire récupération et défense simultanée du territoire-corps et du territoire-Terre.

### 3.1.2 L'exacerbation des relations de pouvoir et des violences basées sur le genre : la société guatémaltèque est initialement patriarcale ; de la violence aux assassinats, les femmes sont peu protégées

Les relations inégalitaires de pouvoir subordonnant et excluant les femmes autochtones guatémaltèques sont entretenues et exacerbées par le modèle extractiviste. En effet, ce dernier repose sur le contrôle et l'appropriation du territoire-Terre et du territoire-corps, tout en imposant une division sexuelle du travail.

La violence exercée sous toutes ses formes (agression, viol, torture, assassinat etc.) contre les femmes autochtones est un véritable fléau au Guatemala. Selon le rapport de *Human Rights Watch*, « *Violence against women is a chronic problem in Guatemala, and most perpetrators are never brought to trial* » (Human Rights Watch, 2011). Ce fut le cas de manière exacerbée pendant le conflit armé (1960-1996), puisque « les femmes furent en effet l'objet de massacres indiscriminés ou, au contraire, de tortures et de sévices ciblés et spécifiques » (Jahan, 2009), mais cela reste le cas de nos jours : « *From 2000 to 2010, 5,200 women were killed in Guatemala as a result of gender-related violence, according to police figures* » (IPS, 2012). Bien que douze années après la signature des Accords de paix le gouvernement ait adopté une loi contre le « féminicide » et autres formes de violence contre les femmes, la « *Ley contra el Femicidio y otras Formas de Violencia contra la Mujer* » (2008), les chiffres concernant les atrocités commises aux femmes, demeurent alarmants.

La loi reconnaissait pourtant le « féminicide » comme crime et il en était de même pour la violence à l'égard des femmes y compris la violence psychologique et économique, en témoignent les articles 6 à 8 de la « *Ley contra el Femicidio y otras Formas de Violencia contra la Mujer* » (refword, 2012). Peu efficace, plus d'un an après son entrée en vigueur, cette loi aurait seulement

mené à douze condamnations (*Ibid*). En 2020, le Ministerio Público enregistrait 58 428 cas de femmes victimes de violences, 8257 cas de filles et adolescentes victimes d'abus, 7732 cas de victimes de viols, 3975 cas de victimes d'agressions sexuelles, et 451 femmes victimes de féminicide et de mort violente ainsi qu'une moyenne de quatre disparitions de femmes par jour (CDHAL, 2021).

Le terme « féminicide », en espagnol « *feminicidio* » désigne : « *El genocidio contra las mujeres y sucede cuando las condiciones históricas generan prácticas sociales que permiten atentados contra la integridad, el desarrollo, la salud, las libertades y la vida de las mujeres* » (Lagarde, dans le rapport « *Feminicidio en Guatemala : crímenes contra la humanidad de la Bancada de la Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca del Congreso de la República de Guatemala*, 2005, p. 15). Claudia Paz y Paz Bailey, procureure générale et chef du ministère public du Guatemala de 2010 à 2014 est une figure emblématique en matière de protection des droits des femmes. Elle a travaillé au renforcement du système judiciaire au Guatemala et lorsqu'elle était en fonction, les condamnations concernant les féminicides ont augmenté de 847% (entre 2011 et 2013) (Asociacion de Mujeres de Guatemala, 2014). À l'occasion de la conférence « *Genocidio y violencia sexual : la búsqueda de justicia* » (2014) Claudia Paz y Paz Bailey a évoqué un continuum de la violence en signalant une violence présente dans chaque étape de la vie des femmes autochtones guatémaltèques. Elle a également rappelé l'aspect historique de l'appropriation du corps des femmes, en revenant sur les effets de la colonisation (Asociacion de Mujeres de Guatemala, 2014). Cela nous mène à nous interroger sur les origines patriarcales de la société guatémaltèque ; le patriarcat étant ce système de domination dans lequel le contrôle revient aux hommes, et étant responsable de « l'asservissement des femmes dont il s'est approprié le corps » (Larrère, 2015, p. 103). Il s'agit alors de déterminer si le patriarcat préexistait au processus colonial ou s'il est le résultat de la colonisation, auquel cas, la colonisation pourrait représenter « l'union de deux patriarcats (européen et autochtone) sur le dos des femmes indiennes » (Falquet, 2015, p. 86) et on pourrait ainsi affirmer que « le patriarcat colonial et le patriarcat autochtone sont deux systèmes qui se rencontrent et se combinent de manière a-historique » (Cumes, 2017, p. 53).

Selon la lecture du « Popol Wuj », le « Livre du conseil » qui relate l'histoire peuple K'iche', proposée par Aura Cumes, le mythe fondateur de ce peuple repose sur l'union de couples (souvent un homme et une femme mais pas toujours). La notion de paire interdépendante est primordiale dans la conceptualisation maya, à la différence de la représentation d'un dieu tout puissant masculin, comme il l'est communément admis dans la Bible (Cumes, 2017). Cette forme de complémentarité inscrite dans la pensée maya, se retrouve également dans leur mode de vie (*Ibid*). En ce sens, les femmes occupent une place centrale dans la divinité mais cela n'empêche pas qu'elles passent au second plan lors de leur transformation en être d'os et de chair » (*Ibid*, p. 52). Ainsi, « bien que les hommes aient eu une présence plus importante que celle de femmes dans les différentes sphères de la société, l'existence des femmes n'était pas liée uniquement à la reproduction » (*Ibid*). Dans ce contexte, la colonisation a certes soumis les hommes et les femmes autochtones à l'homme blanc propriétaire, mais elle a également imposé une hiérarchie subordonnant les femmes autochtones en les confinant à l'espace domestique et reproductif (*Ibid*). Il y aurait ainsi eu une « *reconfiguration patriarcale* » (Lorena Cabnal interrogée par Jules Falquet, 2015, p. 87).

La société guatémaltèque est ainsi soumise à une logique colonisatrice-patriarcale, dont l'expression moderne est perceptible à travers le modèle extractiviste. En effet, les projets miniers extractifs incarnent et participent au système inégalitaire guatémaltèque.

### 3.1.3 Les projets miniers extractivistes sont intrinsèquement construits dans une perspective patriarcale : contrôle, appropriation et génération de violences envers les femmes

« Dans les zones extractives, non seulement la nature est considérée comme un territoire qu'il faut sacrifier, mais les corps le sont aussi, et particulièrement ceux des femmes et des filles » (Fernández Droguett, 2021, p. 60). Dans le livret explicatif « *Mapeando el cuerpo territorio* » (2017) du « *Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo* » les notions de corps exploités et de corps dépossédés sont extrêmement présentes : « L'extractivisme affecte les femmes, qui perdent la souveraineté sur leur propre corps et sur leur territoire<sup>13</sup> » (p. 34).

---

<sup>13</sup> « El extractivismo afecta a las mujeres, que pierden soberanía en su propio cuerpo y en su territorio », notre traduction.



En ce sens, les compagnies minières qui s'implantent au Guatemala génèrent des violences sexospécifiques, et cela, pour différentes raisons. D'abord, parce que pour assurer leur bon fonctionnement, les minières masculinisent un espace qu'elles s'approprient dans son entièreté. Cette masculinisation est due à plusieurs facteurs : premièrement, ce sont les hommes qui sont employés par les entreprises et non pas les femmes. Certes, ces emplois sont souvent précaires et peu rémunérateurs, mais il n'en reste pas moins que cette situation confine les femmes à l'espace domestique (« Mapeando el cuerpo territorio », 2017), les rendant dépendantes du salaire de leur mari.

Cette violence économique place les femmes dans une position de subordination aux hommes, car en plus de ne pas percevoir de salaire, elles perdent l'accès aux ressources naturelles initialement présentes sur leurs lieux de vie, à cause des impacts environnementaux des projets miniers. C'est ainsi dire que l'extractivisme « organise les rapports de production et donc les rapports sociaux » (Fernández Droguett, 2021, p. 56). Deuxièmement, la masculinisation de l'espace passe également par la présence des forces militaires pour « sécuriser » la zone d'extraction. C'est d'autant plus vrai et intense en présence de résistance aux projets miniers, comme ce fut le cas autour de la mine d'Escobal, lorsque le président du Guatemala décréta l'état de siège le 2 mai 2013 et déploya pour l'occasion 8500 agents, dont des militaires (Collectif Guatemala, section « autres mégaprojets »). De cette masculinisation, il en découle une violence contre les femmes, d'ordre physique et d'ordre psychologique : « Les femmes sont continuellement exposées à l'intimidation, au harcèlement, aux agressions sexuelles et à d'autres formes de violence de la part des travailleurs des mines, des sociétés de sécurité et des forces publiques<sup>14</sup> » (« Mapeando el cuerpo territorio », 2017, p. 49). Les femmes font face à un sentiment général de peur, vis-à-vis de ces « gigantes monstruos » que sont les compagnies minières et qui semblent détenir tous les pouvoirs (« Violencia medioambiental contra las mujeres », 2015). Dans cette perspective s'inscrit le cas des onze femmes mayas Q'eqchi' qui ont dénoncé leur viol collectif dans leur village situé sur le site du projet minier Fénix, par des membres du personnel de sécurité de la filiale CGN, par des policiers et des militaires (ASF, 2013).

---

<sup>14</sup> « Las mujeres están continuamente expuestas a intimidación, acoso, agresiones sexuales y otros tipos de violencias por parte de trabajadores mineros, empresas de seguridad y fuerzas públicas », notre traduction.

La mécanique extractiviste, dès sa première étape – l’implantation d’une minière sur un territoire – présente une perspective de contrôle et de domination de la nature. En effet, bien loin des dialogues et de la coopération, les multinationales s’imposent sur des territoires en signalant qu’elles détiennent le pouvoir. En témoignent les cas des mines Escobal, Marlin et Fénix, des sites miniers guatémaltèques sur lesquels il n’y a pas eu de respect des consultations imposées la convention 169 de l’OIT. En ce sens, l’extractivisme est un modèle de domination et de contrôle de la nature exercé à des fins de productivité :

« Selon la vision scientiste, coloniale et patriarcale des sociétés modernes, la nature est un système destiné à être dominé et un axe central pour le progrès de l’humanité (Fernández Droguett, 2021, p. 55).

De plus, étant donné que « les symboles féminins associés à la nature sont multiples » (Larrère, 2015, p. 107) et considérant les femmes autochtones comme des éléments « appartenant à la nature sauvage, en opposition à la culture, qui reprend ce qui est masculin, rationnel et civilisé » (Fernández Droguett, 2021, p. 55), l’extractivisme repose sur une dynamique patriarcale. Il y a un continuum de la violence puisque : « l’appropriation de la nature est devenue le modèle reproductible d’exploitation et d’oppression envers les femmes à la faveur de la domination des corps et autres territoires » (*Ibid*). Le patriarcat est ainsi tenu responsable à la fois de « l’asservissement des femmes » et des « désastres écologiques causés par la logique capitaliste » (Larrère, 2015, p. 103).

### 3.1.4 Un modèle patriarcal inséré dans une société patriarcale : l’extractivisme, ou l’expression la plus aboutie des relations de pouvoir

L’extractivisme est une expression de la triade qui maintient la violence structurelle envers les femmes : « capitalisme, patriarcat, colonialisme » (Fernández Droguett, 2021, p. 56). En effet, dans sa façon de s’implanter sur un territoire, l’extractivisme peut être perçu comme une forme de prolongation du colonialisme ; là où les pays colonisateurs subordonnaient les peuples colonisés, les entreprises étrangères extractivistes dépossèdent les peuples présents sur les terres d’extraction. Ce n’est pas une situation spécifique aux femmes, puisque les hommes autochtones guatémaltèques sont également victimes de ce modèle d’extraction :

« Les hommes occupent en effet différentes positions dans les systèmes de domination, en particulier néocolonialiste et capitaliste, qui interagissent avec le sexisme et qui les construisent comme plus ou moins dominants ou subalternes » (Ruault et al. 2021, p. 13).

Dans une société initialement inégalitaire, l'extractivisme vient ainsi renforcer les disparités entre les populations autochtones et les populations non-autochtone, entre la classe dirigeante et la société civile, mais aussi entre les hommes et les femmes. En effet, une autre relation de pouvoir se superpose à cette société inégalitaire et à la domination des compagnies minières sur les peuples autochtones : la hiérarchie imposée par le système extractiviste, dans laquelle les femmes sont infériorisées et subordonnées. Ainsi, « [i]n Guatemala, for example, indigenous Mayan women face exclusion by male leaders in their communities and also by state agents and company officials » (AWID, 2017, p. 15). Les femmes subissent une double exclusion. Un moyen utilisé pour cette hiérarchisation est notamment le fait d'employer uniquement des hommes, puisque le salaire est « un moyen de créer des hiérarchies, des groupes de personnes sans droits » (Federici, 2018, citée par Fernández Droguett, 2021).

### 3.2 Complexification du travail des femmes et accroissement des dangers qui y sont liés

Dans les communautés, ce sont généralement les femmes qui agissent comme gardiennes du bien-être de la famille, comme gestionnaires de l'eau et responsables des gains et d'une partie de la production. Par suite, il est évident qu'en contaminant l'eau, les sols et la biodiversité, l'exploitation minière met directement en péril l'accomplissement des tâches quotidiennes des femmes (Colectivo CASA Renamat, 2016).

#### 3.2.1 La division sexuelle du travail en contexte extractiviste ou la surcharge du quotidien des femmes

La division sexuelle (ou sexuée) du travail est une forme spécifique de division sociale du travail qui repose sur la base du sexe. Elle consiste en « une répartition plus ou moins systématique et plus ou moins prescriptive des tâches productives selon le sexe des individus » (Christophe Darmangeat interrogé par Bourdeau et al., 2021, p. 153). Au Guatemala, la tradition ancestrale valorise la complémentarité entre les hommes et les femmes : « Les hommes assurent les tâches productives, telles que l'agriculture et parfois le travail rémunéré, alors que les femmes sont responsables des

activités dites reproductives, quoiqu'elles contribuent aussi en partie au travail de production » (Martineau, 2006, p. 141). Il est ici question de la complémentarité autochtone des rôles sociaux de genre. Les femmes et les hommes peuvent endosser des tâches productives et reproductives dans les sphères « privé » et « publique », deux espaces qui ne sont pas strictement divisés. Une réalité qui s'illustre aisément à travers la culture du maïs : « les hommes le sèment, le cultivent et le récoltent, alors que les femmes le moulent quotidiennement pour en faire les tortillas et autre nourriture » (*Ibid*). À ce propos, les connaissances et le savoir-faire des femmes mayas-quichés en la matière, se transmettent de mère en fille et sont essentiels à la préservation d'une grande variété de maïs cultivée dans le pays (Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura, 2017, p. 14).

Cependant, le cadre de l'économie politique féministe permet de mettre en évidence que le concept de division sexuelle du travail, n'est pas simplement descriptif ; il revêt également une portée analytique (Berthonnet et Clos, 2019). En effet, derrière la division sexuée du travail il y a une logique implicite qui repose sur la « construction privilégiée » de la masculinité et la « construction dévalorisée » de la féminité (D'Aoust, 2010, p. 343). Les concepts de masculinité et de féminité s'entendent comme les standards sociaux attribués à l'un ou à l'autre sexe et qui les définissent ensuite dans la société (*Ibid*, p. 363). Ainsi, la sphère de reproduction et le travail du *care* seront attribués aux femmes et le travail de production rémunérateur sera réservé aux hommes. Le graphique ci-dessous (*Figure 4*) illustre cet aspect, puisqu'il comptabilise le nombre d'heures par semaine rémunéré et non rémunéré, pour les hommes versus pour les femmes, dans les zones rurales versus dans les zones urbaines. Au Guatemala en 2014, dans les zones rurales, le travail non rémunéré des femmes était de l'ordre des 35,5 heures par semaine, contre 3,6 heures semaine pour les hommes. A contrario, le travail rémunéré des femmes correspondait à 11, 3 heures par semaine, contre 44,1 heures semaine pour les hommes. Cependant la lecture de ce graphique doit s'opérer avec précaution, considérant la complémentarité des rôles sociaux de genre au sein de la communauté autochtone guatémaltèque.

Figure 0.4 Carga global de trabajo, según sexo y área geográfica (Organizations de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura, 2017).



Fuente: CEPAL, División de Asuntos de Género, sobre la base de tabulaciones especiales de las encuestas de uso de tiempo de los respectivos países.

Nombreuses sont les femmes autochtones guatémaltèques qui sont traditionnellement assignées à ce que l'on appelle la catégorie des travailleuses du *care*, dans le cadre familial, communautaire et professionnel. En effet, « [l]orsque quelqu'un a besoin de soins, ce sont les femmes qui s'en occupent<sup>15</sup> » (Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo, 2017, p. 13). Le *care* se définit communément comme « activité caractéristique de l'espèce humaine qui inclut tout ce que nous faisons en vue de maintenir, de continuer ou de réparer notre « monde » de telle sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible » (Tronto, 2009, cité par Laugier et al., 2015, p.12 et par Zielinski, 2010, p. 632). Nous pourrions compléter la définition en ajoutant que le *care* c'est « la reconnaissance ordinaire de nos dépendances, et de nos responsabilités » (Laugier, 2015, p. 132). Cependant, en contexte extractiviste, le travail dit du *care*, se complexifie et s'alourdit. Une des composantes centrales dans cette surcharge de travail qui incombe aux femmes présentes dans les zones d'extraction, c'est le manque d'eau :

<sup>15</sup> « Cuando alguien necesita cuidados somos las mujeres las que nos encargamos », notre traduction.

Au Guatemala, par exemple, 50 % de la population rurale n'a pas accès à l'eau potable et il est courant que les femmes doivent marcher pendant au moins deux heures par jour pour aller chercher de l'eau pour leur famille<sup>16</sup> (Franco, 2006 dans l'Atlas de las mujeres rurales de América Latina y el Caribe de l'Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura, 2017, p. 51).

Par suite, en bafouant le droit à l'eau des communautés, les compagnies extractives ajoutent une charge mentale qui pèse sur le dos des femmes. À El Estor, la mine Fénix pollue le lac Izabal, la principale source d'approvisionnement en eau de la région. Dans le département de San Marcos, autour de la mine Marlin, la concentration de l'eau en substances chimiques dépasse largement les limites acceptables. La mine d'or a utilisé autant d'eau par heure que ce qu'utiliserait une famille autochtone de la région sur une période de 22 ans (CRC, 2021). De manière générale, les mines sont d'importantes consommatrices d'eau, notamment parce qu'elles ont besoin d'électricité pour fonctionner. Dans cette perspective, des barrages sont construits pour fournir cette énergie. Or, dans de telles situations, les femmes subissent plusieurs conséquences imbriquées les unes dans les autres. En effet, elles sont contraintes de s'éloigner géographiquement pour trouver de l'eau et elles doivent dans le même temps assumer le soin des personnes contaminées par cet environnement pollué (notamment les enfants) :

« La violence générée par l'extractivisme laisse des traces dans nos corps, et lorsque nos rivières ou nos lacs sont contaminés par la mine ou le pétrole, nous avons un double travail. Nous allons dans des endroits où l'eau est propre, nous nous occupons de ceux qui tombent malades, et cela nous fatigue et affecte notre corps<sup>17</sup> » (Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo, 2017, p. 13).

Finalement, il faut ajouter à cela le poids psychologique que peut représenter la contamination et la raréfaction de l'eau, quand on sait que les sources d'eau sont des lieux de socialisation pour les femmes et que la relation ancestrale qu'elles entretiennent avec l'eau, présente cette ressource comme étant de l'ordre du sacré : « L'une des ressources les plus importantes pour la communauté est l'eau, les femmes de la communauté ont une relation ancestrale avec l'eau et leurs façons de l'utiliser<sup>18</sup> » (Colectivo CASA, 2016, p. 8). De façon plus générale, les paysages sont

---

<sup>16</sup> « En Guatemala, por ejemplo, el 50% de la población rural no tiene agua potable y resulta habitual que las mujeres tengan que caminar durante al menos dos horas al día para conseguir agua para sus familias », notre traduction.

<sup>17</sup> La violencia que genera el extractivismo deja huellas en nuestro cuerpo, y cuando nuestros ríos o lagunas se contaminan por la mina o el petróleo nosotras tenemos doble trabajo. Vamos por agua a lugares donde esté limpia, cuidamos a los que se enferman y eso nos cansa y afecta », notre traduction.

<sup>18</sup> « Uno de los recursos más importantes para la comunidad es el agua, las mujeres de la comunidad tienen una relación

inévitablement modifiés par les projets miniers, et cela représente un véritable choc psychologique pour les femmes qui avaient l'habitude de vivre en harmonie avec les richesses naturelles de leurs lieux de vie :

« Je fonde en larmes lorsque je pense que mes filles et mes petites-filles ne pourront pas bénéficier des remèdes que j'ai jadis utilisés. Ils ne sont plus disponibles pour elles. La montagne où nous allions cueillir les plantes pour soulager les douleurs des femmes venant d'accoucher n'existe plus. Toute cette richesse est disparue avec la montagne » (Crisanta Pérez, Mcvicar, traduction de Lara, 2015, p. 30).

Il y a là une dimension psychologique et symbolique pour les femmes, qui voient des lieux de vie qui définissent la communauté comme un collectif (Bastos et de Léon, 2015), disparaître sous la prédation des compagnies minières. Mais plus encore, il est question de la perte d'un savoir essentiel, volatilisé avec la dégradation de la terre. Ce savoir, ici en l'occurrence, de nature médicale, qui se transmettait initialement de génération en génération, et qui était interrelié aux ressources naturelles, est profondément altéré par les transformations que subit l'environnement.

### 3.2.2 Les dangers de la proximité des femmes avec des eaux et des sols pollués dans un espace militarisé

« Il y a quelque chose d'important chez les femmes du Guatemala, surtout la femme indigène, quelque chose d'important qui est sa relation avec la terre ; entre la terre et la mère. La terre nourrit et la femme donne vie. Face à ça, la femme elle-même doit garder ça comme son secret à elle, un respect vis-à-vis de la terre. C'est comme une relation entre mari et femme, la relation entre la mère et la terre. Il y a un dialogue constant entre la terre et la femme » (Rigoberta Menchú Tum, citée par Jahan, 2009, p. 293).

Un environnement affecté par les projets miniers extractivistes endommage cette relation particulière entre les femmes autochtones et la terre relevée par Menchú Tum: « Nous avons perdu cette connexion avec la Terre Mère » (Crisanta Pérez, Mcvicar, traduction de Lara, 2015, p. 30). En effet, les femmes se retrouvent physiquement confrontées de proche aux dégâts causés par les multinationales.

« Women experience disproportionate harm from extractive operations. They often are the first to experience what is happening to the water, how their lands are being contaminated, and the impact of polluted environments on their health and the health of their families » (AWID, 2017, pp. 10-11)

---

ancestral con el agua y con sus formas de uso », notre traduction.

Et pour cause, l'ensemble des tâches domestiques - de la préparation des repas, au lavage des vêtements, en passant par le soin et l'éducation des enfants – nécessitent plus ou moins un contact direct avec l'eau :

« En outre, les femmes étant chargées de laver les vêtements, leur contact accru avec l'eau signifie que la pollution due aux activités extractives les expose davantage aux substances toxiques<sup>19</sup> » (Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo, 2017, p. 50).

Aussi, les femmes autochtones guatémaltèques sont actives dans les champs agricoles<sup>20</sup>, notamment dans les cultures de maïs, puisqu'elles « sélectionnent les graines pour la consommation domestique, les graines à replanter et celles destinées à la vente ou à l'échange » (Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura, 2017, p. 14, notre traduction). Ainsi, les femmes sont en contact direct avec des sols pollués. Plus directement affectées par la pollution, les femmes sont, de surcroît, susceptibles de contracter des maladies graves. Cette situation endommage particulièrement le tissu social des communautés autochtones ainsi que l'équilibre de la famille, dont le bon fonctionnement est assuré par le rôle pilier des femmes.

Outre les dangers posés par la pollution directe de la mine à laquelle elles sont exposées, les femmes font également face à la sécurisation des installations minières. En effet, les territoires sont militarisés afin de « protéger » les projets extractivistes. De manière générale, l'espace est masculinisé, mais une part de cette situation est due à la militarisation des lieux, qui participe à réduire « el espacio de vida de las mujeres y las confinan al espacio doméstico » (Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo, 2017, p. 47). En effet, cet espace de vie des femmes mais aussi cet espace de travail, que constitue la nature, se retrouve soudainement dangereux et repoussant, renvoyant inévitablement les femmes à la sphère domestique. Plusieurs observations sont remarquables autour des sites miniers masculinisés, comme la consommation excessive d'alcool, l'accroissement de la prostitution (*Ibid*, p. 49 et Guatemala Solidarity Network, 2012) et l'installation d'un cycle de violence :

---

<sup>19</sup> « Además, dado que las mujeres son las encargadas de lavar la ropa, el mayor contacto con el agua implica que la contaminación derivada de las actividades extractivas las exponga de mayor manera a sustancias tóxicas », notre traduction.

<sup>20</sup> Au niveau régional, les femmes représentaient 20 % de la force de travail agricole en Amérique Latine en 2010 (Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura, 2017, p. 1).



« Militarisation deeply affects the social and cultural lives of communities, glorifies force and violent masculinity, and invalidates nonviolent struggles for rights and justice » (AWID, 2017, p. 24)

Ainsi, les femmes autochtones guatémaltèques sont isolées dans un environnement globalement plus dangereux pour elles, d'une part parce qu'elles travaillent dans un espace contaminé et pollué, et d'autre part parce qu'elles sont affectées par les conséquences de la militarisation de la zone d'extraction

### 3.3 Économie masculinisée et perte d'autonomie pour les femmes

La présence des projets miniers sur les terres guatémaltèques rime avec l'imposition d'une économie masculinisée qui écarte et exclut les femmes autochtones de cette dynamique. En introduisant par la même occasion une économie salariée, l'organisation communautaire se retrouve perturbée par l'introduction d'un salaire destiné uniquement aux hommes et seulement à certains hommes. L'extractivisme crée alors des troubles et des déséquilibres affectant en premier lieu les femmes.

#### 3.3.1 Le salaire versé par les minières : un élément perturbateur pour les femmes des communautés

Les femmes autochtones guatémaltèques font les frais d'une économie masculinisée introduite par les mines extractivistes :

« Mining is a hyper-masculine industry, but it also mirrors the relationships and power differentials between women and men in the larger society, and deepens women's economic dependence on men » (Deonandan et al, 2017, p. 410).

En effet, selon l'enquête réalisée par Kalowatie Deonandan et al. à El Estor autour du projet minier Fénix, la structure d'emploi proposée par la mine est à la fois extrêmement sexuée et incarne le reflet de la société de façon générale. Et pour cause, les emplois sont majoritairement réservés aux hommes, et si les femmes sont recrutées, c'est pour y effectuer des tâches spécifiques de service telles que la cuisine ou le nettoyage, contre une rémunération très faible et dans des conditions déplorables (Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo, 2017).

Une économie salariale est instaurée, basée sur un travail précaire destiné aux hommes des communautés employés par les mines. Cette situation menace l'équilibre d'interdépendance qui prévalait initialement, au profit d'une atomisation du couple homme-femme, reflet de l'atomisation entre les humains et le territoire exploité. Par exemple, la mine Fénix est le premier employeur du département d'Izabal, via les filiales de la compagnie minière russo-suisse *Solway* : *CGN* et *Pronico* (« Solway, un scandale écologique », 2022). Il en résulte un certain nombre de perturbations au sein des foyers familiaux ; comme les hommes détiennent la source de revenu des foyers et qu'en même temps les femmes perdent les ressources naturelles nécessaires aux besoins de leur famille, un certain déséquilibre se crée. Alors que les hommes se sentent en position privilégiée pour prendre les décisions détenant le « pouvoir de l'argent », les femmes perdent leur autonomie, elles sont reléguées à « l'espace privé-domestique » (Centre International de Solidarité Ouvrière) et se retrouvent soumises et dépendantes du salaire de leur mari :

« A lot of women are abandoned here ... This is happening because of men's employment at the mine and although they earn very little ... as soon as they have the power of money they leave their wives because they become interested in other women » (Interview de Violeta, à El Estor, Guatemala, 7 Août 2015, Deonandan et al, 2017, p. 410).

De plus, comme en témoigne Angelica, une autre femme interrogée à El Estor dans le cadre de la recherche menée par Deonandan et al, un phénomène nouveau se produit autour de la mine et participe à la désintégration de l'unité familiale : la prostitution. En effet, en y dépensant leur salaire, les hommes brisent l'entente de leur foyer et ne font pas bénéficier leur famille de leurs revenus. Aussi, l'accroissement de la prostitution reflète le manque d'option pour les femmes :

« Hence, both the wives and the prostitutes are dependent on the men and the choices that the men make » (Deonandan et al, 2017, p. 410).

Cette imposition d'une économie salariée masculine génère également des tensions et des jalousies au sein même des communautés, notamment entre les familles dont un membre est employé par la mine et les familles qui ne bénéficient pas des revenus de la mine. Cela participe ainsi à endommager l'unicité communautaire, d'autant plus que les militants anti-mines entrent en conflit avec les employés de la mine. La situation est tout autant complexe pour les femmes, entre celles dont le mari est employé par la mine et celles dont le mari ne l'est pas. Naissent alors des frictions

entre femmes. Ces dernières sont particulièrement préoccupantes puisque « *Traditionally, they are seen as the guardians of community cohesion and cultural identity* » (Deonandan et al, 2017, p. 411). Ainsi, il devient difficile pour les femmes d'assurer leur rôle de fédératrice communautaire. Les entreprises extractivistes entretiennent volontairement ces divisions communautaires afin d'exercer leur activité avec le moins de résistance et de contraintes possible. Par exemple, elles emploient des membres initialement opposés au projet et génèrent ainsi des tensions entre ceux qui acceptent et ceux qui refusent de travailler pour la mine (Bastos et de Léon, 2015). Elles exercent également des pressions et des menaces sur les leaders de la résistance au projet minier. *Pan American Silver*, propriétaire de la mine d'Escobal, a ainsi affirmé dans son rapport de développement durable de 2019 qu'elle collaborait avec les gouvernements ainsi qu'avec les communautés locales (Sustainability Report, Pan American Silver, 2019). Cependant, il est question de « programme de surveillance participative » et plus globalement d'« activités de relations communautaires » (CDHAL, 2021). Ces opérations, selon le parlement Xinka, génèrent de vives tensions et des violences dans les communautés (*Ibid*).

En définitive l'économie salariée masculine exigée par le modèle minier extractiviste détruit l'harmonie communautaire, affecte l'équilibre des foyers et détériore la situation déjà précaire des femmes.

### 3.3.2 Les prévisions de développement économique et social promis par les minières versus la réalité

Il existe un certain décalage entre les rapports officiels des compagnies minières et le discours officiel qui vante les bienfaits de leurs projets pour les communautés locales, et la réalité vécue sur le terrain par ces populations. Un décalage prononcé dont souffrent les communautés autochtones et particulièrement les femmes. En effet, si les projets miniers installés au Guatemala tels que la mine Marlin, Fénix et Escobal génèrent (ou ont généré) des profits astronomiques, cela n'est pas nécessairement synonyme de développement pour la région :

« A project that will generate economic benefits can only be called development if those profits are reinvested in the community. If not, we are talking about exploitation, not development » (propos de Bonita Meyersfeld dans Michaeli et Karaman, 2017).

Bien au contraire, les projets miniers extractivistes mettent en péril l'économie communautaire précaire des peuples autochtones et ne diffusent aucun bénéfice concret en retour (Bastos et de Léon, 2015) :

« La propagande et le discours officiel parlent de la façon dont les entreprises vont apporter le "développement" aux communautés ; mais ce que les gens voient, c'est cette destruction et ils ne voient pas quels avantages ce "progrès" peut leur apporter, qui met en danger l'avenir de leurs enfants, et ne laisse rien en retour. Il y a une mémoire historique qui dit que les promesses et ce "développement" n'ont jamais apporté de bénéfices, mais ont plutôt détruit les communautés<sup>21</sup> » (Bastos et de Léon, 2015, pp. 64-65)

Plusieurs cas distincts de mines opérant au Guatemala viennent illustrer les limites de ces prétentions au développement économique et social des communautés autochtones. Le premier cas que nous souhaitons aborder ici, est celui de la mine Marlin, actuellement détenue par *Newmont*, et qui a commencé sa production en 2006. C'est la première licence minière qui fut accordée après les Accords de Paix. Dans les conclusions du rapport d'évaluation des droits humains rédigé par *On Common Ground Consultants Inc* en 2010 (la mine était à ce moment-là détenue par *Goldcorp*), il apparaît que la communauté tirerait des avantages de la mine en termes d'emplois, de revenus pour le gouvernement (au niveau municipal et au niveau national), de meilleures conditions de vies, d'opportunités nouvelles, d'infrastructures, d'éducation et de santé (Human Rights Assessment of Goldcorp's Marlin Mine, 2010, p. 212). Précisons que ce rapport fut rédigé à la suite d'une pétition déposée auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) contre la mine.

Selon le discours de la mine, les familles vivant dans les deux municipalités concernées par le projet minier Marlin, San Miguel Ixtahuacán et Sipacapa, bénéficient de meilleures conditions de vie (IPNUSAC, Sánchez Monge). La mine Marlin affirme contribuer à hauteur de 2% du PIB guatémaltèque, une étiquette qu'elle met en avant et qui est diffusée par les élites locales et les médias (Deonandan et Ortiz Loaiza, 2016). La compagnie minière soutient également qu'elle a versé 333 millions de dollars américains à l'État guatémaltèque et aux municipalités, sous forme

---

<sup>21</sup> « Desde la propaganda y el discurso oficial se habla de cómo las empresas van a llevar « el desarrollo » a las comunidades; pero la gente lo que ve es esta destrucción y no ve qué ventajas puede traerles a ellos este « progreso » que pone en peligro el futuro de sus hijos, y no deja nada a cambio. Hay una memoria histórica que habla de que las promesas y ese « desarrollo » nunca ha traído beneficios, más bien ha destruido las comunidades », notre traduction.

de taxes et de redevances, pendant ses 9 premières années d'exploitation, de 2006 à 2014 (*Ibid*, p. 296). Cependant, l'enquête « *Mining, Taxes, and Development in Guatemala: The State and the Marlin Mine* » de Deonandan et Ortiz Loaiza, révèle une tout autre facette de la participation de la mine à l'économie guatémaltèque. En réalité, il semblerait qu'en considérant les exemptions et les remboursements d'impôts dont bénéficie la minière, les contributions de celles-ci au PIB du Guatemala, soit négligeables : 0,06% en 2009, 0,09% en 2010, 0,12% en 2011 et 0,12% en 2012 ; soit une moyenne de 0,1% (ICEFI, 2014).

Ainsi, l'enquête conclut que:

« the evidence does not support the company or the government's assertions that, based on the taxes and royalties accruing from it, the mine is a source of development for the country. Further, in light of the environmental and health concerns and the social tensions to which the presence of the mine has given rise, we contend that in the case of Marlin resource extraction has been more of a curse than a boon for the country » (Deonandan et Ortiz Loaiza, 2016, p. 289).

Ces promesses de développement peuvent d'autant plus être mises en doute qu'il existe une stratégie courante exercée par les minières au Guatemala, soit celle d'obtenir le statut de « maquila ». Initialement, ce statut est réservé aux usines qui assemblent à bas coûts des produits destinés à l'exportation, et il confère une généreuse exonération fiscale, dictée par le décret 29-89 (Congreso Nacional de la Republica de Guatemala, 1989). *Newmon* a volontairement renoncé à ce statut, un argument qu'elle mobilise pour propager l'idée de sa bienveillance et de son support aux communautés locales. En réalité, dès son lancement, le projet minier faisait face à une telle opposition, que ce renoncement était nécessaire pour espérer apaiser les tensions (Deonandan et Ortiz Loaiza, 2016).

Les communautés autochtones rurales des deux municipalités concernées, soit, San Miguel Ixtahuacán et Sipacapa, sont constituées d'une population extrêmement pauvre et il ne semble pas que la mine ait amélioré son quotidien :

« For these communities, the promises of resource development have not materialized. As a matter of fact, many inhabitants living near the Marlin mine argue that the operation has aggravated and deepened their already desperate economic conditions; it is destroying their environment, livelihoods, and health » (Deonandan et Ortiz Loaiza, 2016, p. 295).

Bien que l'on ne puisse pas nier certains apports de la mine Marlin, notamment au niveau des infrastructures et de l'éducation, ces bénéfices sont réservés à ceux favorables à la mine. Ainsi les changements économiques évoqués par la mine, ne concernent que ceux employés par la mine, soit 5% de la population active de la municipalité de San Miguel Ixtahuacán :

« Selon la population, il n'est pas possible de parler de développement et encore moins de durabilité, mais probablement de croissance économique destinée à un groupe limité de personnes qui reçoivent des revenus du travail dans la mine<sup>22</sup> » (Entrevista 2, 2012, IPNUSAC, Sánchez Monge, p. 58).

De même pour les projets sociaux ventés par la mine, ils sont en réalité destinés uniquement à ceux en faveur de l'activité minière : c'est donc une stratégie purement politique de la part de la compagnie minière (*Ibid*). Et de manière générale, le peu de transparence et la difficulté d'accès aux informations de la mine Marlin, peuvent être un signe de la contribution discutable de la mine aux caisses de l'État guatémaltèque et au bien-être des communautés.

La mine Fénix, actuellement détenue par la compagnie *Solway*, illustre aussi les limites d'un discours axé sur le potentiel d'employabilité de la compagnie. Sur le site internet de cette dernière, on peut lire que la compagnie se considère comme « un employeur et un voisin responsable » ([solwaygroup.com](http://solwaygroup.com), notre traduction). *Solway* garantit une mise en place de communications efficaces et de soutien aux communautés locales. La compagnie minière évoque de multiples projets de développement : la réparation des routes municipales, la construction d'un centre communautaire, des dons aux écoles et aux pharmacies, des soutiens financiers divers et variés. Le projet minier serait un des plus grands employeurs de la région : « *The projects provide jobs for 1,936 employees and hundreds of local contractors* » ([solwaygroup.com](http://solwaygroup.com)). Or, comme nous l'avons évoqué précédemment, ces emplois sont majoritairement destinés aux hommes. Ainsi, les femmes et plus encore les femmes autochtones, sont les moins bien placées pour bénéficier de l'emploi minier. Finalement, dans leur enquête à El Estor, Deonandand et al ajoutent que le niveau d'emploi prévu par le projet Fénix ne s'est pas matérialisé (Deonandand et al. 2017), puisque les chiffres seraient gonflés par la création « d'emplois fictifs » donnant lieu à des « salaires artificiels »

---

<sup>22</sup> « De acuerdo a la población no es posible hablar de desarrollo y menos aún de sustentabilidad, sino probablemente de crecimiento económico dirigido a un grupo limitado de personas que reciben ingreso por el trabajo en la mina », notre traduction.

(Forbidden stories, 2022).

Enfin, le cas de la mine d'Escobal, détenue par *Pan American Silver*, témoigne de l'écart entre le discours positif de la mine, et le mécontentement des populations locales. Dans son *Sustainability report* de l'année 2021, l'entreprise affiche ses valeurs, dont celle d'opérer de façon responsable et éthique (Sustainability report, Pan American Silver, 2021). Aussi, *Pan American Silver* affirme contribuer de façon significative à l'économie locale :

« A major contributor to the national and local economy by providing over 1,500 direct jobs, thousands of indirect jobs, and through spending with local suppliers, tax contributions, and royalties paid to landowners, as well as to national and local governments » (Sustainability report, Pan American Silver, 2021, p. 95).

La compagnie propriétaire de la mine d'Escobal assure avoir apporté son soutien aux communautés pendant la pandémie de la Covid-19, notamment via un appui matériel. Et, dans la même perspective que les rapports officiels de *Pan American Silver*, le ministère guatémaltèque de l'énergie, affirme que le mine d'Escobal génère des emplois et des redevances qui profitent à la communauté (BBC News, 2014).

Pourtant, la mine d'Escobal est à l'origine de multiples conflits et manifestations ayant donné lieu à l'état de siège et à la suspension du projet au mois de juin 2017. Plus précisément, au mois d'avril 2013 les manifestants positionnés à l'entrée de la mine ont reçu des tirs de balles et de gaz lacrymogènes de la part des agents de sécurité de la minière. À la suite de quoi le président du Guatemala a décrété l'état de siège autour de la mine (Mining.com, 2015 et BBC News, 2014). Emy Gomez, coordinatrice du Parlement de Xinka s'exprimait fermement sur le sujet : « nous continuerons à résister au projet Escobal qui nous a privé de la paix dans nos communautés et qui met notre territoire, notre eau et notre santé en grand danger » (Mining Watch, 2019). Aussi, Leo Rodriguez, militant depuis le camp de résistance de Mataquesuintla expliquait à son tour : « Nous ne sommes pas contre le développement. En fait, ici, nous vivons en tant que peuples depuis des générations avec notre propre type de développement. L'entreprise vient détruire les activités économiques qui ont fait vivre nos familles pendant des décennies » (resistescobal.com, 2022). Le climat de tension qui entoure ce projet minier est bien là l'expression d'un certain mal-être de la communauté, dépassant la prétendue génération de bénéfices de la minière.

Ainsi, cet échantillon de projets miniers guatémaltèques témoigne du décalage entre le discours officiel et la réalité vécue par les populations autochtones et surtout par les femmes. De manière générale, les promesses des activités extractivistes envers les populations locales ne se matérialisent pas (Bastos et de León, 2015).

### 3.4 Criminalisation des défenseuses de l'environnement opposées aux projets

Face aux conséquences économiques, sociales et environnementales des projets miniers extractivistes, de véritables cercles de résistance jaillissent pour défier les multinationales. Dans cette dynamique, les femmes autochtones guatémaltèques défenseuses des droits humains et des droits de l'environnement s'imposent comme élément clé avec un engagement incontestable. Cependant, rattrapées par leur position de femme autochtone défenseuse, le pouvoir capitaliste et patriarcal des compagnies minières et de l'État guatémaltèque ne cesse de les criminaliser, cherchant à délégitimer leur pensée et leurs actions, afin de protéger l'implantation et l'accomplissement de la machine extractiviste.

#### 3.4.1 Les femmes autochtones guatémaltèques défenseuses des droits humains et des droits de l'environnement sont en première ligne dans la résistance aux projets miniers extractivistes de leur région

En contact direct avec la dégradation de l'environnement et prenant rapidement conscience des impacts économiques et sociaux des projets extractivistes, les femmes sont les premières à se dresser contre les activités prédatrices, défiant non seulement le pouvoir des entreprises, mais également le patriarcat. Il y a là une différence entre les hommes et les femmes, liée au rôle genré qu'il leur est attribué : là où les femmes sont chargées de perpétuer les traditions ancestrales et d'assurer l'avenir des communautés, les hommes sont préoccupés par le présent et par le fait d'avoir un emploi (Deonandan et al., 2017, p. 410).

Les luttes des femmes défenseuses des droits humains et des droits de l'environnement sont particulières parce que marquées par des empreintes sexospécifiques. En ce sens, à El Estor, en résistance à la mine Fénix, les femmes autochtones sont extrêmement actives dans les mouvements



anti-mines et leur « activisme sexospécifique » repose sur trois stratégies : « female solidarity, consciousness building, and bridge leaderships » (Deonandan et al., 2017, p. 412). Dans son article: « *Mujeres indígenas : historias de la reproducción de la vida en Guatemala. Una reflexión a partir de la visita de Silvia Federici* », Gladys Elizabeth Tzul Tzul, activiste Maya K'iche, explique que les femmes, plus que quiconque, ont conscience du bouleversement dans la vie quotidienne que peuvent générer les projets extractifs, c'est pourquoi elles sont aussi engagées dans la résistance et dans la préservation de leurs territoires. Dans cette perspective, Tzul Tzul rejoint la féministe communautaire Lorena Cabnal, qui établit le lien entre le corps, le territoire et la Terre. Pour ces femmes autochtones, il semblerait que les femmes soient les mieux à même de préserver la terre nourricière, étant donné leur lien privilégié avec la nature dans leurs activités de tous les jours, et dans le travail du *care* qu'elles apportent au sein de leur famille et de leurs communautés.

Les femmes autochtones guatémaltèques sont extrêmement actives et leadeuses dans la résistance à l'extractivisme : « *Women confront extractive industries for different reasons. Some have decided to take action because of seeing the negative impact of extractive operations on people and nature. Others have long been human rights defenders, struggling for social, economic and environmental justice for their communities* » (AWID, 2017, p. 11).

La résistance des femmes aux projets miniers extractifs prend diverses formes, mais la « mobilisation by women against mining is occurring at all the mining sites » et « in the current resistance to large-scale mining, women are continuing to play a critical role » (Deonandan et al., 2017, respectivement p. 406 et p. 408). Devenue l'emblème de la résistance pacifique aux extractions minières (Melenotte, 2013), la « Resistencia Pacífica La Puya » a constitué un campement pacifique animé par de multiples activités (des chants, des prières, des rassemblements etc.) (Comité pour les Droits Humains en Amérique Latine, 2020). La résistance fut initiée en 2010 par des femmes, dont Yolanda Oqueli, contre le projet minier Progreso VII Derivada qui concerne les municipalités de San José del Golfo et San Pedro Ayampuc. La militante Yolanda Oqueli est notamment l'initiatrice des réunions qui ont permis d'échanger sur les problèmes causés par la mine et sur le rôle central que les femmes devaient jouer dans la résistance (Ciutats Defensores dels Drets Humans, 2022). Les femmes sont allées au front pour exprimer leur opposition à la mine, face aux employés de la minière ; une d'entre elles a bloqué la porte de la mine avec son véhicule

(OFM, 2019).

Le blocage des routes, les actions de sabotages et les manifestations, sont des actions courantes dans la résistance aux projets miniers et les femmes en sont des actrices de premier plan. D'autres exemples permettent de le confirmer. En ce sens, au mois de juin 2008, à Saint-Michel d'Ixtahuacán, Gregoria Crisanta Pérez et sept autres femmes de la communauté d'Agel, ont intenté une action de sabotage du réseau électrique alimentant la mine Marlin (Gartor, 2014). Gregoria Crisanta Pérez est une activiste guatémaltèque issue de la communauté Maya Mam, vice-présidente du conseil de développement local et présidente du comité de la communauté dédié à l'eau. Elle est connue pour avoir refusé de concéder ses terres à la mine Marlin, sur lesquelles le projet voulait y implanter des pylônes électriques destinés à approvisionner la mine. L'activiste a vécu un parcours de résistance semé d'embûches, la menant même à l'exil, mais elle n'a jamais abandonné sa lutte :

« Cette lutte m'a permis d'approfondir mes liens avec ma nature Maya. Je comprends maintenant qu'on m'a donné la responsabilité de défendre la Terre Mère. Les gens peuvent être en désaccord avec moi, mais je dois demeurer courageuse et forte. Nous défendons notre territoire, notre vie » (Crisanta Pérez, Movicar, traduction de Lara, 2015, p. 31)

Une autre figure de la résistance est Isabel Solis, directrice de la commission des droits humains du Guatemala. Elle dénonce, entre autres, la poursuite des activités de la mine Fénix entre 2019 et 2021 alors que la cour constitutionnelle du Guatemala avait statué en 2019 pour l'arrêt des activités de la mine<sup>23</sup>. L'activisme d'Isabel Solis l'a amenée à ouvrir la discussion avec l'ambassadeur suisse<sup>24</sup> au Guatemala, mais elle rapporte que ce dernier a tenu un discours en faveur de la mine. Par suite, elle a interpellé les citoyens suisses et demandé leur support (« Solway, un scandale écologique », 2022).

Au niveau collectif, les femmes défenseuses sont engagées dans des espaces de partage d'expérience, pour unifier, solidifier, et donner du sens à leur lutte commune. C'est notamment le

---

<sup>23</sup> Il s'est écoulé deux années entre la décision de la cour constitutionnelle du Guatemala et la notification officielle envoyée à la minière. En ce sens, la mine en a profité pour poursuivre ses activités pendant ces deux années (« Solway, un scandale écologique », 2022).

<sup>24</sup> Car *Solway*, la société propriétaire de la mine Fénix, est une compagnie russo-suisse.

cas au sein du « *Movimiento de Mujeres Indigenas Tz'ununija* », (MMITZ) », qui agit comme un organe centralisateur, en articulant diverses actions d'organisations locales. Constitué dans les années 2000, il rassemble plus de 90 organisations communautaires de femmes autochtones « défenseures des droits humains » ou « défenseures communautaires » (Dagna, 2019). « Les femmes autochtones du MMITZ cherchent à produire leurs propres analyses et à générer leurs propres conceptions du droit, dans une démarche de revendication identitaire, en tant qu'actrices et en déployant des pratiques de résistance non-violentes » (*Ibid*). Le mouvement tente d'investir l'espace public en communiquant avec ses réseaux sociaux, tels que Facebook et Twitter, afin de faire la promotion de ses conférences, de ses ateliers et de ses débats.

#### 3.4.2 Investir les espaces de discussion à l'international : quand les femmes autochtones guatémaltèques créent le dialogue à l'international

Pour aller chercher une résonance plus grande de leurs luttes politiques, les femmes autochtones guatémaltèques tentent également d'investir les espaces de discussion à l'international. Elles le font notamment à travers les espaces universitaires et les espaces militants, dans lesquels ont lieu des conférences, des rencontres et des webinaires. Investir par des rencontres et des témoignages des espaces nationaux et internationaux est un autre moyen efficace pour gagner en visibilité et espérer trouver un écho propice aux améliorations.

Au niveau national, il existe l'équipe multidisciplinaire « *Mujeres Transformando el Mundo* » qui agit comme un soutien aux communautés autochtones du pays. Ce type d'alliance est essentiel pour les femmes autochtones guatémaltèques puisque ces organisations non gouvernementales possèdent elles-mêmes des partenariats avec d'autres réseaux internationaux. Ainsi, par effet domino, les femmes guatémaltèques peuvent être mises en contact avec des femmes d'autres pays, partageant leurs réalités. Dans la même idée, « *Actoras de Cambio* » participe à cet appui national.

À l'international, lors de la rencontre : « *Femmes en résistance face à l'extractivisme* » qui a eu lieu à Montréal au mois d'avril 2018, une femme venant du Pérou ainsi qu'une autre femme venant du Guatemala, ont toutes deux expliqué que leur communauté respective avait été affectée par l'assèchement des sources d'eau engendré par les activités extractives (Femmes Autochtones du Québec, 2018). Norma Sancir, une Maya K'aqchik'el guatémaltèque, s'est également exprimée sur

le sujet :

« Il n’y a pas de justice ou une possible réparation quand le dommage est irréversible. Quand il n’y a plus d’arbres, ni d’eau, ni de femmes libres, il n’y a plus de vie. Nous, peuples autochtones, nous ne voulons pas des mines. Nous ne voulons pas de cette sorte de développement » (*Ibid*).

De même, à l’occasion du webinaire « Intervention · Extractivisme et luttes féministes : les cas du Honduras et du Guatemala » du mois de novembre 2021, Ana Lucia Ixchú Hernández est revenue sur l’hypocrisie des Accords de paix de 1996, dénonçant l’exacerbation des projets extractivistes qui a suivi ces Accords (prise de notes personnelles, novembre 2021).

La campagne « *Women Human Rights DefendHer : Standing Together for Justice* » regroupée sous le hashtag « DefendHer » a permis de mettre en avant la biographie d’une femme engagée contre les exploitations minières de sa région depuis son plus jeune âge : Ana Sandoval. Cofondatrice de la Communauté en résistance pacifique « La Puya », elle explique que « Ces projets sont une bombe à retardement pour les communautés », et que « Nous essayons d’arrêter la destruction et la pollution de l’environnement » ([globalfundforwomen.org](http://globalfundforwomen.org), campagne en ligne : #DefendHer). Son portrait, aligné au côté de celui de 13 autres défenseuses pour cette campagne en ligne, participe à la création d’un dialogue internationalisé.

Enfin, d’autres moyens divers et variés existent pour sensibiliser la communauté internationale depuis des lieux significatifs. Yolanda Oqueli, résistante engagée à « La Puya », a décidé de raconter son histoire à la presse internationale depuis sa terre d’exil afin de mettre en lumière la situation des femmes autochtones guatémaltèques dans le contexte extractiviste. Quant à Crisanta Pérez, engagée contre la mine Marlin, elle a décidé de se rendre dans le pays du siège de la minière : au Canada. À cette occasion elle a donné des interviews, dont une dans laquelle elle expliquait son ressenti concernant son arrivée au Canada et le message d’espoir qu’elle venait porter :

« Je ne pense pas que tout le monde au Canada soit au courant de ce qui se passe dans mon pays et de tous les problèmes que nous y avons » [...] « Mais au fur et à mesure que de plus en plus de personnes s’impliqueront, plus de gens connaîtront la vérité » [...] « C’est triste pour moi de voir ces compagnies canadiennes qui exploitent plus de ressources là où les gens n’ont pas de terres, et elles expulsent les gens de leurs terres pour accéder aux ressources » (Howe, 2015)

Ainsi, les rencontres d'ordre international, sous leurs différents formats, le tissage d'alliances nationales et internationales, et toute autre façon de faire entendre sa voix, représentent des opportunités dont se saisissent les femmes autochtones guatémaltèques afin d'investir un certain dialogue international. Cependant, l'agentivité politique des femmes défenseuses se heurte à une criminalisation quasi-systématique.

### 3.4.3 Les femmes autochtones défenseuses subissent une criminalisation sexospécifique

La criminalisation est une forme de répression étatique qui tente de dissuader les défenseurs et les défenseuses des droits humains, d'effectuer leur travail. La « *Unidad de Protección a defensoras y defensores de Derechos Humanos de Guatemala* » (UDEFEHUA), a ainsi enregistré entre le mois de janvier et le mois de septembre 2020, 844 agressions contre des défenseurs des droits humains au Guatemala. Dans 36, 61% des cas, il s'agissait de femmes défenseuses (Morales, Movimiento de Mujeres Indígenas Tz'ununija', 2021). Les femmes qui confrontent les industries extractives sont ainsi harcelées et menacées, (AWID, 2017, p. 13) et ces actions constituent une « *political strategy that seeks to delegitimize human rights struggles and to reduce public support for them* » (AWID, 2017, p. 17).

De façon générale, la criminalisation des protestations sociales prend diverses formes : des interventions violentes de la part des forces de sécurité pendant les manifestations, des poursuites judiciaires, des perquisitions, des menaces, des assassinats et la « disqualification systématique des activistes et militants » (Yagenova, 2011, p. 129). En tant que femme défenseuse, cette criminalisation revête une forme particulière que l'on peut qualifier de sexospécifique. Comme l'explique clairement Lolita Chavez, une femme autochtone guatémaltèque défenseuse des droits humains :

« When they threaten me, they say that they will kill me, but before they kill me they will rape me. They don't say that to my male colleagues. These threats are very specific to indigenous women. There is also a very strong racism against us. They refer to us as those rebel Indian women that have nothing to do, and they consider us less human » (AWID, 2017, pp. 13-14).

Lolita Chavez témoigne ainsi de la criminalisation intersectionnelle dont elle est victime, du fait d'être à la fois une femme défenseuse et une femme autochtone : « *Violations can become further*

*aggravated when gender intersects with racial and ethnic discrimination* » (AWID, 2017, p. 13). Son témoignage rejoint étroitement celui de Crisanta Pérez, engagée contre la mine Marlin. En décidant de couper les poteaux électriques de la mine installés illégalement sur sa propriété, la défenseure des droits humains s'est heurtée à un mandat d'arrêt et a été forcée de se cacher pendant la moitié d'une année. À son retour, elle fut arrêtée, mais les poursuites furent finalement abandonnées. Elle a ensuite vécu un acharnement judiciaire contre sa personne et été désignée coupable d'actes intentés contre la minière pendant une manifestation, sans preuve à son encontre (Filah, 2015) :

« Le cas de Crisanta Pérez illustre à quel point la criminalisation est systématiquement utilisée comme une stratégie répressive envers les personnes qui luttent contre les grands projets miniers et hydroélectriques qui exploitent les ressources naturelles du pays et nuisent au quotidien des populations autochtones et paysannes » (Filah, 2015, p. 37).

Ainsi, la criminalisation des défenseures des droits humains est utilisée pour détourner l'attention et démobiliser la résistance aux projets miniers. Lorsque les minières intentent des actions en justice, les procès sont généralement longs et coûteux pour les accusées. Cela exacerbe la précarité des femmes qui se retrouvent en difficulté pour assumer ces frais, et cela peut mener à de vives tensions au sein des foyers et dans les communautés : « The disadvantaged social and economic conditions of women increase their vulnerability to criminalization » (AWID, 2017, p.17).

La criminalisation spécifique visant les femmes comprend des faits de violence, d'intimidation, d'arrestations illégales, de menaces, d'agressions sexuelles et de harcèlement. À El Estor, la défenseure des droits humains et membre de l'Union des pêcheurs artisanaux, Olga Marina Ché, a fait les frais d'une interpellation illégale. En effet, au mois d'octobre 2021 sa maison fut encerclée et perquisitionnée sans aucun mandat. Pendant cette arrestation, les effets personnels de l'activiste ont été jetés au sol et ses enfants ont été intimidés et agressés physiquement (Front line Defenders, 2021). Aussi, l'année précédente, Anastasia Mejía Tiriquiz, défenseure des droits autochtones Maya K'iche et journaliste, a fait les frais de fausses accusations à son égard, pour ensuite être acquittée dans les mois suivants (*Ibid*). Ces stratégies de criminalisation ont pour effet de générer un climat général de peur pour les défenseures. En effet, elles sont l'objet de multiples pressions qui rendent leur résistance dangereuse pour elles, et pour leur famille. Ainsi, la résistance des femmes autochtones guatémaltèques défenseures des droits humains représente un certain sacrifice

; elle requiert beaucoup de courage pour se dresser contre les diverses sources de pouvoir mises en action.

Finalement, compte tenu des rôles sexués qui organisent la vie en société, les femmes sont aussi accusées « *of being involved in things they shouldn't, and of neglecting their children and husbands* » (AWID, 2017, p. 21). Par conséquent, elles reçoivent des pressions de la part de l'État mais également de la part de leur mari et de la communauté :

« Women human rights defenders (WHRDs) are more likely to be slandered, discredited and exposed to stigmatization, exclusion and public repudiation by state actors and corporations, as well as members of their communities » (AWID, 2017, p. 13).

Cette idée est également entretenue par des campagnes médiatiques qui appuient la décrédibilisation des femmes défenseuses en les stigmatisant et en diffusant des rumeurs et de fausses accusations à leur encontre. En définitive, tout est organisé de sorte que les femmes perdent le soutien de la communauté et se démobilisent dans leur résistance aux projets miniers.

### 3.5 Une invitation à replacer la vie et la justice au centre des préoccupations politiques

Au final, plutôt que de soutenir un modèle de « développement » extractiviste, prédateur et autoritaire, les actions de résistances des femmes autochtones guatémaltèques aux projets extractivistes minier s'enlignent avec la proposition alternative du « *buen vivir* », un aspect très présent chez les féministes communautaires guatémaltèques, qui entendent faire corps avec la nature : « nous créons, avec la vie, avec la nature » (Lorena Cabnal interrogée par Jules Falquet, 2015, p. 84), du fait des « liens historiques entre les femmes, surtout les femmes indiennes, et la nature » (*Ibid*, p. 79). Bien que cette notion soit l'objet de diverses interprétations (Le Quang et Delteil, 2019), il y a dans le concept du « *buen vivir* », la recherche constante de l'harmonie d'un « tout », qui se veut mouvant et en construction permanente. Le « *buen vivir* » vise l'équilibre des éléments qui composent la vie : « Entre êtres humains, mais aussi entre les humains et la nature, entre le matériel et le spirituel, entre la connaissance et la sagesse, entre diverses cultures et entre différentes identités et réalités » (Solón, 2018, p. 68).

Plutôt que de percevoir les êtres humains comme des « producteurs » et des « transformateurs » et de la nature – un état particulièrement observable dans le modèle extractiviste - il s’agit là de dépasser ces conceptions : « Le *buen vivir* se préoccupe moins, dirait-on en espagnol, du « *bienestar* » (l’état de la personne) que du « *bien ser* » (l’essence de la personne) » (*Ibid*, p. 67). L’autre point particulier d’enclave du « *buen vivir* » avec le féminisme communautaire est sa conception du temps. En effet, le « *buen vivir* » soutient un agencement de la temporalité sous forme de spirale, ce qui implique que : « l’avenir se connecte avec le passé. En toute avancée, il y a un retour et tout retour est une avancée » (Solón, 2018, p. 68). Le féminisme communautaire guatémaltèque insiste sur l’interrelation du territoire-Terre et du corps-territoire, et dénonce les « *violencias históricas y opresivas* » (Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo, 2017, p. 16) exercées à leur encontre. Il y a là cette idée de marqueurs d’oppression du passé colonial qui se répètent dans le schéma de « développement » extractiviste. Ainsi, les femmes témoignent de leurs inquiétudes quant au futur de leurs enfants, en présence d’un modèle de « *progreso* » que pone en peligro el futuro de sus hijos » (Bastos et de León, 2015, pp. 64-65). Plus globalement, la perspective décoloniale du féminisme communautaire guatémaltèque s’insère dans les critiques du développement, un modèle friand de ressources naturelles au sein duquel la croissance économique prime, même dans ses variantes communistes ou socialistes. C’est une alternative pour penser à partir des réalités et des spécificités d’une société ainsi qu’un désir de théoriser « *otherwise* » (autrement) (Vershuur et Destremau, 2012 et Harding, 2017) qui remet en cause la soi-disant passivité d’une image unifiée et figée de « la femme du Sud » victime et impuissante (Vershuur, 2015 et Vershuur et Destremau, 2012). Ainsi, le féminisme communautaire guatémaltèque critique le récit dominant et propose de replacer la vie au centre des préoccupations.

Comme l’énoncent Laugier et al., « Le ‘nous’ qui transforme ou dégrade l’environnement n’est pas le même que le ‘nous’ qui en subit les conséquences » (Laugier, et al., 2015, p. 14). Lorsqu’on adapte les conceptualisations de la justice environnementale (Jamieson, 2002, Larrère, 2009, Blanchon et al., 2009, Séguin et Aparicio, 2014) à la situation des femmes autochtones guatémaltèques en lutte contre les projets extractivistes de leur région, on peut percevoir plusieurs vecteurs de polarité impliquant la recherche d’une justice environnementale : la polarité entre les pays du Nord et les pays du Sud, entre la population autochtone et la population non autochtone



guatémaltèque, entre les hommes et les femmes. Les revendications des féministes communautaires guatémaltèque s'insèrent dans le cadre conceptuel plus large de la justice environnementale, puisque pour Lorena Cabnal la question écologique « est une question de justice sociale et de lutte contre les conséquences toujours actuelles de plus de 500 ans de colonisation et contre les actuels processus de recolonisation liés à l'extractivisme néolibéral » (Laugier, et al., 2015, p. 15).

## Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons soutenu que l'extractivisme sacrifie le territoire-corps des femmes autochtones guatémaltèques au profit de la productivité des multinationales, et que face à cette situation, les femmes s'organisent pour entrer en lutte et ainsi résister aux directives des compagnies minières. Nous souhaitons ici rendre compte de la position et des actions des femmes autochtones guatémaltèques face aux projets miniers extractivistes qui dévorent leurs lieux de vie.

Après avoir esquissé les grandes lignes du lien existant entre le corps et le territoire, tel que présenté dans une vision globale du féminisme communautaire, nous avons exposé comment les femmes autochtones guatémaltèques s'insèrent dans une société profondément patriarcale imposant la division sexuelle du travail, puisque le modèle de développement extractiviste n'emploie pas les femmes au sein des mines. L'extractivisme privilégie une économie salariale masculinisée, confinant les femmes à l'espace domestique. Cette économie a pour effet de froisser le tissu communautaire, car seulement quelques hommes tirent des bénéfices de la mine, et de briser l'équilibre des foyers, puisque le salaire modifie les relations au sein du couple. De plus, avec la pollution engendrée par les activités de la mine, les femmes perdent l'accès aux ressources naturelles, épuisées ou contaminées, ce qui affecte leur autonomie. Les femmes doivent également s'adapter à cet environnement nouveau qui génère des maladies, raréfie l'eau, militarise des zones, et amorce des cycles de violence.

Avec tout autant d'éléments complexifiant leur quotidien, les femmes autochtones guatémaltèques apparaissent à ce stade comme les « grandes perdantes » de la machine extractiviste. Cependant, ces mêmes femmes sont également des piliers de la résistance aux projets miniers extractifs du Guatemala, comme en témoigne l'emblème de la « *Resistencia Pacífica La Puya* ». Seules et

collectivement, ces femmes défenseuses des droits humains et des droits de l'environnement s'engagent dans des actions de résistance, partagent leurs expériences, et tentent d'investir un dialogue à l'international. Or, ces défenseuses se heurtent à une criminalisation sexospécifique reposant sur leur statut de femme autochtone. Leur activisme et leur mobilisation active sont ainsi l'illustration d'un courage sans faille. Traversées par les conceptualisations du féminisme communautaire incarné par la figure emblématique de Lorena Cabnal, leurs luttes sont imprégnées de cette nécessité de défendre conjointement deux territoires : le corps-territoire et le territoire-Terre, tous deux historiquement sacrifiés, par des processus coloniaux et patriarcaux, et par extension, par l'extractivisme, l'expression moderne de ces mêmes processus.

## CONCLUSION

Au cours de ce travail, nous nous sommes interrogés sur la nature et le poids des impacts des projets miniers guatémaltèques sur les femmes autochtones. Nous avons soutenu que l'extractivisme impacte intensément les femmes autochtones guatémaltèques de trois façons distinctes : il exacerbe les relations de pouvoir et des violences basées sur le genre au sein d'un espace et d'une économie masculinisés, il complexifie et rend plus précaires le travail des femmes et il criminalise et délégitime quasi systématiquement les activités des défenseuses de l'environnement et des droits humains. Face à ces attaques, la résistance des femmes autochtones s'articule par le féminisme communautaire guatémaltèque.

D'abord, nous avons présenté le contexte global guatémaltèque dans lequel s'est développé l'extractivisme, à savoir, une paix contrastée depuis les Accords de 1996, de fortes disparités excluant les populations autochtones, et de flagrantes fragilités institutionnelles. On retrouve aussi une volonté sous-jacente de la part du gouvernement d'envoyer des signaux positifs à l'international, avec notamment la signature des Accords de libre-échange de 2004 concernant l'Amérique centrale, les États-Unis et la République dominicaine (CAFTA-DR), qui a eu pour effet d'augmenter les IDE. C'est précisément dans ce contexte, que l'extractivisme, ce modèle violent d'appropriation des ressources, s'est implanté au Guatemala.

Bien que l'extractivisme puisse revêtir de multiples formes, nous nous sommes spécifiquement intéressés à l'extractivisme minier au Guatemala en considérant les sites miniers emblématiques suivants : Fénix, Marlin et Escobal. Qu'il s'agisse d'extraction d'or, d'argent ou de nickel, ces projets miniers ont en commun de nous renseigner sur la mécanique mise à l'œuvre pour déposséder, contrôler et dominer tant la nature que les êtres humains. Tous deux étant des territoires sacrifiés. En effet, les conséquences environnementales et sociales de l'extractivisme sont dramatiques, détériorant profondément les lieux de vie des populations autochtones, raréfiant l'eau et causant les déplacements forcés de population. Face à ce sombre pronostic, nous avons finalement listé les possibles moyens de protection, soit, des instruments juridiques nationaux et internationaux, mais nous avons très rapidement remarqué que leur portée est extrêmement limitée. Ensuite, nous avons posé les jalons théoriques de notre étude de l'extractivisme au Guatemala.

Plutôt que d'associer l'extractivisme au progrès et à la croissance, il s'agit de remarquer que la mécanique extractiviste mise à l'œuvre creuse les inégalités, accentuant les effets de genre et de « race ». Ces derniers sont articulés et imbriqués de sorte qu'ils créent des identités plurielles dont témoigne le concept d'intersectionnalité. En effet, la notion d'intersectionnalité met en exergue de multiples systèmes de domination liés entre autres, au genre à la « race » et à la classe. Il s'agit là de rapports sociaux, dont la consubstantialité produit des catégories et configure de façon dynamique des systèmes de domination.

S'agissant de la méthodologie, nous nous sommes appuyés sur une revue de la littérature grise qui rend compte de l'agentivité des femmes autochtones et qui identifie et politise des enjeux précis les touchant en contexte extractiviste. En effet, nous avons considéré que l'accès aux voix de ces femmes pouvait s'effectuer à travers les réseaux nationaux et internationaux dans lesquels elles sont impliquées. Ces réseaux disposent de moyens importants qui nous ont permis d'avoir un accès privilégié à l'information, notamment grâce à leur diffusion de guides et de livrets explicatifs. Ils sont aussi vecteurs de mises en relation multiples, ce qui nous a orientés vers d'autres ressources pertinentes. Nous avons également considéré les conférences, les webinaires et les rencontres internationales, comme lieux d'échange donnant la parole aux femmes autochtones impactées par l'extractivisme. Puis, il s'agissait finalement de recueillir les témoignages des femmes guatémaltèques autochtones, à travers différents supports, principalement dans des articles et dans des rapports.

Enfin, nous avons proposé une analyse des impacts des projets miniers guatémaltèques sur les femmes autochtones du pays. Nous avons soutenu que l'extractivisme sacrifiait à la fois le territoire-corps et le territoire-Terre, au profit des intérêts des compagnies minières dont les pleins pouvoirs permettent le contrôle et l'appropriation des ressources. Dans ce contexte, la résistance des femmes autochtones guatémaltèques s'articule autour du féminisme communautaire, une lutte conjointe pour les droits humains et du territoire. Nous avons remarqué que les projets miniers extractivistes sont construits dans une perspective patriarcale, de sorte que : « Dans les zones extractives, non seulement la nature est considérée comme un territoire qu'il faut sacrifier, mais les corps le sont aussi, et particulièrement ceux des femmes et des filles » (Fernández Droguett, 2021, p. 60).

Ainsi, les femmes font face à des violences sexospécifiques, dans un espace masculinisé, militarisé et dangereux, perdant par la même occasion leur autonomie. En effet, leur accès aux ressources naturelles devient compromis par la pollution et par la dépossession initiée par les multinationales. L'extractivisme complexifie le quotidien des femmes autochtones guatémaltèques et endommage le tissu social des communautés. Pendant ce temps, les minières se noient dans une flopée de mensonges, tels que révélés par la récente fuite de données révélée par *Forbidden Stories* et ses partenaires, s'agissant de la mine Fénix : manipulation, achat de dirigeants communautaires, plan d'expulsion de population, surveillance etc. Tout est coordonné de sorte que les compagnies extractivistes opèrent en toute impunité, et ce, malgré le refus des populations locales. Les femmes autochtones guatémaltèques défenseuses des droits humains et des droits de l'environnement demeurent en première ligne dans la résistance aux projets miniers extractivistes de leur région, se heurtant à une criminalisation sexospécifique : entre les interventions violentes de la part des forces de sécurité pendant les manifestations, les agressions sexuelles, les poursuites judiciaires, les perquisitions, les menaces, les assassinats et les délégitimisations systématiques, elles sont fatalement renvoyées à leur position subordonnée de femme et de personne autochtone.

Nous souhaitons mentionner que notre recherche se heurte à un certain nombre de limites. D'abord, il existe de véritables zones d'ombre entourant les projets miniers extractivistes au Guatemala. La preuve : les révélations de *Forbidden Stories* font état de faits qui se produisent depuis des années sur le site de la mine Fénix, mais à propos desquels nous n'avons jamais eu autant d'informations détaillées jusque-là. En effet, les compagnies minières sont prêtes à déployer des moyens faramineux afin de protéger leur activité. Dans cette perspective, notre accès à l'information a nécessairement été impacté et complexifié, nous obligeant à prendre certaines précautions vis-à-vis de la véracité des données. Aussi, nous sommes conscients des limites de notre méthodologie s'agissant du recueil des voix des femmes autochtones guatémaltèques. En effet, il demeure que nombreuses sont les voix occultées par notre absence de terrain et par la durée limitée de notre recherche.

Il a ici été question de l'extraction minière, mais il serait intéressant de se pencher sur les autres types d'extraction au Guatemala afin de percevoir les similitudes et les différences selon les ressources extraites, notamment pour voir si les femmes mènent le même type de résistance. Aussi,

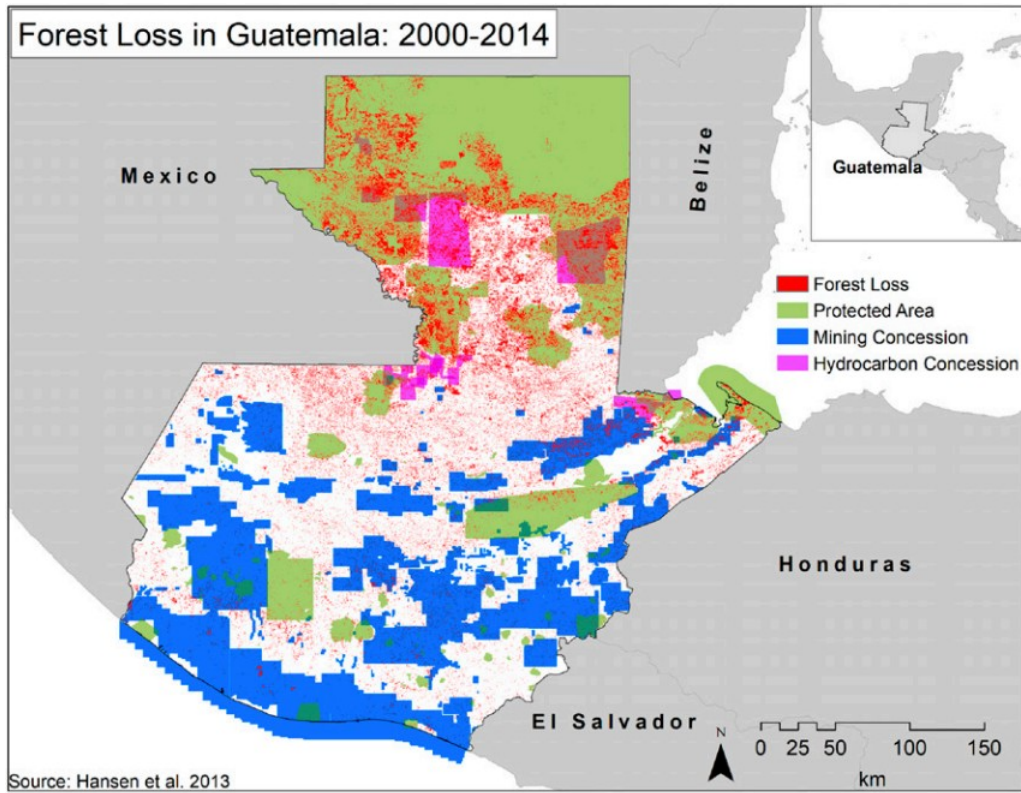
nous pourrions nous tourner du côté des pays extracteurs, comme les États-Unis et le Canada. Nous le faisons partiellement ici lorsque nous consultons les rapports des compagnies minières telles que *Pan American Silver*, *Solway* et *Newmont*, mais il serait intéressant d'examiner le poids de l'extractivisme dans les économies des pays extracteurs pour voir comment les bénéfices de l'extraction se retrouvent dans le quotidien des citoyens. Nous saisissons certainement à quel point le confort des uns et des autres est finalement le fruit d'un système de domination, situé à l'intersection des oppressions capitalistes et patriarcales.

**ANNEXE A**  
**SITUATION GÉOGRAPHIQUE DU GUATEMALA**



*(Universalis.fr)*

**ANNEXE B**  
**LA PERTE DE FORÊT AU GUATEMALA : 2000-2014**

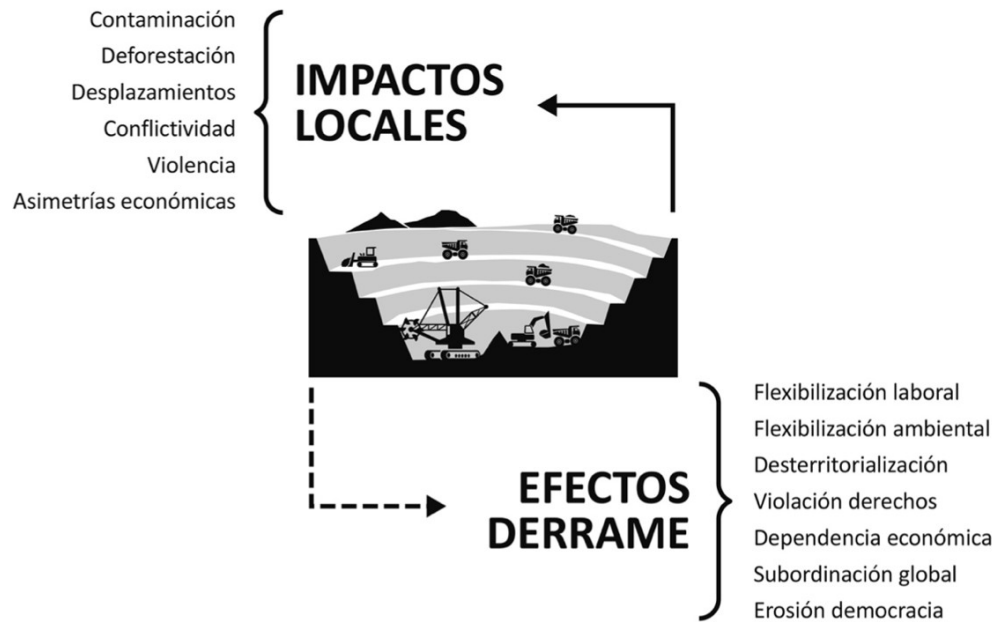


*(Bebbington et al., 2018)*



## ANNEXE C LES EFFETS DE CONTAGION

Distinción entre impactos locales y efectos derrame, con ejemplos de algunas de sus expresiones más comunes



*(Gudynas, 2018)*

## BIBLIOGRAPHIE

- Alesina, Alberto, et al. « Introduction : qu'est-ce que l'économie politique ? », *Regards croisés sur l'économie*, vol. 18, no. 1, 2016, pp. 10-18.
- Aljazeera. 2021. « Probe begins into alleged bribe involving Guatemala's president ». <<https://www.aljazeera.com/news/2021/9/3/probe-begins-into-alleged-bribe-involving-guatemalas-president>> [consulté le 22 avril 2022].
- Aljazeera. 2020. « Guatemalans demand arrest of outgoing president for corruption ». <<https://www.aljazeera.com/news/2020/1/14/guatemalans-demand-arrest-of-outgoing-president-for-corruption>> [consulté le 22 avril 2022].
- Allard, Marine, Lucie Assemat, et Coline Dhaussy. « « Ni les Femmes ni la Terre ! ». À la recherche de la convergence des luttes entre féminisme & écologie en Argentine et Bolivie », *Multitudes*, vol. 67, no. 2, 2017, pp. 82-89.
- Amnesty International. 2013. « Déclaration publique sur le projet escobal de tahoe resources ». <<https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/declaration-publique-sur-le-projet>> [consulté le 07 septembre 2021].
- Ángel, Adriana. « La construcción retórica de la corrupción », *Chasqui. Revista Latinoamericana de Comunicación*, no. 132, 2016, pp. 309-327.
- Audet, François. 2003. « Le Guatemala : cette paix qui n'en est pas une ». <[https://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Chro\\_0307\\_Guatemala.pdf](https://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Chro_0307_Guatemala.pdf)> [consulté le 12 juin 2021].
- Avocats sans frontières (ASF). 2013. « La responsabilité civile des entreprises multinationales complices de violations des droits de l'Homme : analyse des développements récents dans l'affaire Choc v. Hudbay Minerals Inc ». <<https://www.asfcanada.ca/blogue/la-responsabilite-civile-des-entreprises-multinationales-complices-de-violations-des-droits-de-l-homme-analyse-des-developpeme/>> [consulté le 14 juin 2021].
- AWID. 2017. « Women Human Rights Defenders Confronting Extractive Industries. An Overview of Critical Risks and Human Rights Obligations ». <[https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/whrds-confronting\\_extractive\\_industries\\_report-eng.pdf](https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/whrds-confronting_extractive_industries_report-eng.pdf)> [consulté le 16 juillet 2021].
- AWID (Michaeli Inna et Semanur Karaman). 2017. « 'Visionary and creative resistance' : meet the women challenging extractivism – and patriarchy ». <<https://www.awid.org/news-and-analysis/visionary-and-creative-resistance-meet-women-challenging-extractivism-and>> [consulté le 16 juillet 2021].
- Bancada de la Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca del Congreso de la República de Guatemala. 2005. « Femicidio en guatemala : crímenes contra la humanidad ». <<https://www.corteidh.or.cr/tablas/25828.pdf>> [consulté le 11 mars 2022].

- Bastos, Santiago et Quimy de León. « Guatemala: Construyendo el desarrollo propio en un neoliberalismo de posguerra », *Revista pueblos y fronteras digital*, vol. 10, no. 19, 2015, pp. 52-19.
- Bastos, Santiago. « La movilización maya en Guatemala: exigiendo derechos y construyendo multiculturalidad en un contexto de postconflicto », *Cahiers des Amériques Latines*, vol. 60-61, 2009, pp. 41-58.
- Battistella, Dario, Jérémie Cornut, et Élie Baranets. « Chapitre 15. L'économie politique internationale », *Théories des relations internationales*. Sous la direction de Battistella Dario, Cornut Jérémie, Baranets Élie. Presses de Sciences Po, 2019, pp. 521-556.
- Battistella, Dario. « Chapitre 13. L'économie politique internationale », *Théories des relations internationales*. Sous la direction de Battistella Dario. Presses de Sciences Po, 2012, pp. 483-521.
- BBC News. 2014. « Clashes as Guatemalan communities fight mine ». <<https://www.bbc.com/news/world-latin-america-27678668>> [consulté le 07 septembre 2021].
- BBC News. 2017. « Former Guatemala leader Otto Pérez Molina to face trial ». <<https://www.bbc.com/news/world-latin-america-41786239>> [consulté le 22 avril 2022].
- Bedford, Kate et Shirin M. Rai. « Feminists Theorize International Political Economy », *Journal of Women in Culture and Society*, vol. 36, no. 1, 2010.
- Bednik, Anna. « La grande frontière », *Écologie & politique*, vol. 59, no. 2, 2019, pp. 29-40.  
Bednik, Anna (2016). *Extractivisme*. Paris : Le passager clandestin.
- Bellier, Irène. « Les droits des peuples autochtones. Entre reconnaissance internationale, visibilité nouvelle et violations ordinaires », *L'Homme & la Société*, vol. 206, no. 1, 2018, pp. 137-174.
- Bilge, Sirma. « Théorisations féministes de l'intersectionnalité », *Diogène*, vol. 225, no. 1, 2009, pp. 70-88.
- Bisht, Arpita. « Extractivisme prédateur et conflits de distribution écologique. Le minerai de fer en Inde », *Multitudes*, vol. 75, no. 2, 2019, pp. 180-185.
- BIV. 2015. « Controversy over pros and cons of Escobal silver mine development divides rural Guatemalan region ». <<https://biv.com/article/2015/05/controversy-over-pros-and-cons-escobal-silver-mine>> [consulté le 10 septembre 2021].
- Blanchon, David, Sophie Moreau, et Yvette Veyret. « Comprendre et construire la justice environnementale », *Annales de géographie*, vol. 665-666, no. 1-2, 2009, pp. 35-60.

- Bourdeau, Vincent, Ariel Guillet et Chloé Santoro. « Division sexuelle du travail et domination sociale : retour sur quelques idées reçues », *Mouvements*, vol. 106, no. 2, 2021, pp. 153-161.
- Boyer, Robert. « VII. Le politique et l'économique : une économie politique du monde moderne », Robert Boyer éd., *Économie politique des capitalismes. Théorie de la régulation des crises*. La Découverte, 2015, pp. 168-198.
- Bran-Guzmán, Emanuel. « Conflictividad socioambiental en Centroamérica. Una década de rearticulación y movilización social y política », *Argumentos*, vol. 30, no. 83, 2017, pp. 43-68.
- Browne, David. « Guatemala : « Le viol de notre terre nourricière » par la mine d'or Marlin », *Vision syndicale*, no. 23, août 2011, pp. 2-5.
- Buhrer J-C et C. Levenson. (1980). *Le Guatemala et ses populations*. Bruxelles : Éditions Complexe.
- Bureau International du Travail. Genève. 2013. « Comprendre la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 ». <[https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---normes/documents/publication/wcms\\_211976.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---normes/documents/publication/wcms_211976.pdf)> [consulté le 17 septembre 2021].
- Cabanes, Valérie. « Soigner les blessures de la Terre », *Écologie & politique*, vol. 59, no. 2, 2019, pp. 107-122.
- CASA. 2016. « Guía práctica para la identificación de la violencia medioambiental contra las mujeres ». <<https://www.redlatinoamericanademujeres.org/wp-content/uploads/2021/05/cartilla5.pdf>> [consulté le 20 juin 2021].
- CASA. 2013. « Minería con «M» de machismo Madre Tierra con «M» de mujer ». <<https://www.redlatinoamericanademujeres.org/wp-content/uploads/2021/05/cartilla8.pdf>> [consulté le 20 juin 2021].
- Casaús Arzú, Marta. « El Genocidio: la máxima expresión del racismo en Guatemala: una interpretación histórica y una reflexión », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2009, pp. 1-20.
- CDHAL. 2021. « Guatemala : Nous rejetons fermement le féminicide et la misogynie au Guatemala ». <<https://www.cdhal.org/guatemala-nous-rejetons-fermement-le-feminicide-et-la-misogynie-au-guatemala/>> [consulté le 14 septembre 2021].
- Censat Agua Viva – Amigos de la Tierra Colombia. 2014. « A Los territorios, la minería y nosotras: Las mujeres nos preguntamos ». <<https://www.redlatinoamericanademujeres.org/wp-content/uploads/2021/05/cartilla9.pdf>> [consulté le 23 juin 2021].

- Chauvin, Sébastien, et Alexandre Jaunait. « L'intersectionnalité contre l'intersection », *Raisons politiques*, vol. 58, no. 2, 2015, pp. 55-74.
- Cheikbossian, Guillaume. « La nouvelle économie politique : une introduction », *Idées économiques et sociales*, vol. 151, no. 1, 2008, pp. 6-9.
- Cision. 2018. « Pan American Silver and Tahoe Resources Create the World's Premier Silver Mining Company ». <<https://www.newswire.ca/news-releases/pan-american-silver-and-tahoe-resources-create-the-worlds-premier-silver-mining-company-700457071.html>> [consulté le 08 septembre 2021].
- Ciutats Defensores dels Drets Humans. 2022. « Yolanda Oqueli ». <<https://ciutatsdretshumans.cat/en/defenders/yolanda-oqueli/>> [consulté le 7 avril 2022].
- Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo. 2017. « Mapeando el cuerpo-territorio ». <<https://www.redlatinoamericanademujeres.org/wp-content/uploads/2021/05/cartilla-12-ilovepdf-compressed.pdf>> [consulté le 20 juin 2021].
- Collectif Guatemala. « Mine El Escobal : trois ans après l'état de siège ». <<https://collectifguatemala.org/Mine-El-Escobal-trois-ans-apres-l-etat-de-siege>> [consulté le 10 septembre 2021].
- Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux (1989). <[https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100\\_ILO\\_CODE:C169](https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C169)>.
- Crenshaw, Kimberlé W. « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, vol. 39, no. 2, 2005, pp. 51-82.
- Cumes, Aura. « La cosmovision maya et le patriarcat : une interprétation critique », *Recherches féministes*, vol. 30, no. 1, 2017, pp. 47-59.
- D'Aoust, Anne-Marie. « Chapitre 16 / Les approches féministes ». Dans *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, sous la direction de Alex Macleod et Dan O'Meara, Athéna, 2010, pp. 339-364.
- Delbene Lezama, Lucía. « Pas de “futur du travail” sans respect de la nature: les visions écoféministes des ré-existences anti-extractivistes d'Amérique latine », *Série Diálogo Feminista*, no.8, 2019, pp. 1-10.
- Deonandan, Kalowatie, Rebecca Tatham et Brennan Field. « Indigenous women's anti-mining activism: a gendered analysis of the El Estor struggle in Guatemala », *Gender & Development*, vol. 25, no. 3, 2017, pp. 405-419.
- DIAL (Guzmán et al.). 2013. « Amérique Latine – Féminisme communautaire : la nature n'est pas un sein intarissable ». <<https://www.alterinfos.org/spip.php?article6221>> [consulté le 13 octobre 2021].

- DIAL. 2007. « Les mines de métaux menacent la citoyenneté ». <https://www.alterinfos.org/spip.php?article992> [consulté le 13 octobre 2021].
- Drouin, Marc. 2017. « Le Guatemala vingt ans après la signature des Accords de paix ». <http://slamlaurentides.org/wp-content/uploads/Le-Guatemala-%C3%A0-vingt-ans-des-Accords-de-paix-vf.pdf> [consulté le 07 septembre 2021].
- Duterme, Bernard. « Fuir l'Amérique centrale », Bernard Duterme éd., *Fuir l'Amérique centrale*. Éditions Syllepse, 2022, pp. 7-24.
- Earthworks. 2018. « Pan American Silver poised to buy huge trouble with acquisition of Escobal mine ». <https://earthworks.org/blog/pan-american-silver-poised-to-buy-huge-trouble-with-acquisition-of-escobal-mine/> [consulté le 08 septembre 2021].
- Echart Muñoz Enara et del Carmen Villarreal Maria. « Women's Struggles Against Extractivism in Latin America and the Caribbean », *Gender in the global south*, vol. 41, no. 2, 2019, pp. 303-325.
- E-International Relations. 2013. « Feminists Theorize International Political Economy ». <https://www.e-ir.info/2013/03/30/feminists-theorize-international-political-economy/> [consulté le 16 juin 2021].
- Elias, Juanita et Rai, Shirin M. « Feminist everyday political economy: Space, time, and violence », *Review of International Studies*, vol. 45, no. 2, 2019, pp. 201-220.
- Enloe, Cynthia. 2014 [1990]. *Bananas, Beaches and Bases. Making Feminist Sense of International Politics*. University of California Press.
- Eydoux, Anne. « Les lignes de faille de l'économie féministe », *L'Économie politique*, vol. 88, no. 4, 2020, pp. 56-68.
- Falquet, Jules. « Généalogies du féminisme décolonial », *Multitudes*, vol. 3, no. 84, 2021, pp. 68-77.
- Falquet, Jules. (2018). « De la guerre à l'exploitation minière néolibérale au Guatemala : violences contre les femmes et (dé)colonisation du « territoire-corps ». » Dans *La globalisation du genre. Mobilisations, cadres d'actions, savoirs*, sous la direction d'Élisabeth Marteu, Presses universitaires de Rennes, pp. 91-112.
- Falquet, Jules. « « Corps-territoire et territoire-Terre » : le féminisme communautaire au Guatemala. Entretien avec Lorena Cabnal », *Cahiers du Genre*, vol. 59, no. 2, 2015, pp. 73-89.
- Fernandes, Marianna. « Feminist alternatives to predatory extractivism: Contributions and experiences from Latin America », *Feminist dialogue series*, no. 7, 2018, pp. 1-7.

- Fernández Droguett, Francisca. « Extractivisme et patriarcat : défense des territoires et des corps », Aurélie Leroy éd., *Violences de genre et résistances. Points de vue du Sud*. Éditions Syllepse, 2021, pp. 55-64.
- Filah, Malik. « Doña Crisanta Pérez, le combat de la fourmi contre l'éléphant », *Caminando*, vol. 30, 2015, pp. 37-39.
- Fitzpatrick Behrens, Susan. 2009. « Nickel for Your Life: Q'eqchi' Communities Take On Mining Companies in Guatemala ». <<https://nacla.org/news/nickel-your-life-qeqchi-communities-take-mining-companies-guatemala>> [consulté le 07 septembre 2021].
- Forbidden Stories. 2022. « Révélation : une fuite de données massive lève le voile sur les méthodes accablantes d'un géant minier au Guatemala ». <<https://forbiddenstories.org/fr/mining-secrets-fuite-donnees-massive-leve-voile-sur-methodes-accablantes-geant-minier-guatemala/>> [consulté le 19 avril 2022].
- Forbidden Stories, Rédaction Internationale, Julie Pietri et Cellule investigation de Radio France. 2022. « Du Guatemala à la France : le parcours d'un minerai extrait dans des conditions contestées ». <<https://www.radiofrance.fr/franceculture/du-guatemala-a-la-france-le-parcours-d-un-minerai-extrait-dans-des-conditions-contestees-7972100>> [consulté le 19 avril 2022].
- Friedmann, Gabriel. 2021. « Former security chief at Hudbay mine pleads guilty in Guatemala ». <<https://financialpost.com/commodities/mining/former-security-chief-at-hudbay-mine-pleads-guilty-in-guatemala>> [consulté le 08 janvier 2022].
- Galerand, Elsa et Danièle Kergoat. « Consubstantialité vs intersectionnalité? À propos de l'imbrication des rapports sociaux », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 26, no. 2, 2014, pp. 44-61.
- Gellert, Paul K, et Barbara D. Lynch. « Les mégaprojets, sources de déplacements », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 175, no. 1, 2003, pp. 17-28.
- Germanwatch. 2015. « Índice de Riesgo Climático Global 2015 ». <<https://www.germanwatch.org/sites/default/files/publication/10343.pdf>> [consulté le 17 avril 2022].
- Gerstle, Pierre. « Le règlement du conflit entre les Etats-Unis et le Guatemala (mars-juin 1954) », *Relations internationales*, vol. 137, no. 1, 2009, pp. 77-89.
- Gouvernement du Canada. 2017. « Guatemala : Croissance économique verte et inclusive favorisant les femmes et les jeunes autochtones – Document d'information ». <<https://www.international.gc.ca/world-monde/funding-financement/guatemala-2017-info.aspx?lang=fra>> [consulté le 29 avril 2022].

- Gudynas, Eduardo. 2010. « The New Extractivism of the 21<sup>st</sup> Century: Ten Urgent Theses about Extractivism in Relation to Current South American Progressivism ». <https://postdevelopment.net/2010/02/19/new-extractivism-of-the-21st-century-10-urgent-theses/> [consulté le 02 février 2022].
- Gudynas, Eduardo. « Extracciones, Extractivismos y Extrahecciones. Un marco conceptual sobre la apropiación de recursos naturales », *Observatório de Desenvolvimento*, no.18, 2013, pp.1-18.
- Gudynas, Eduardo. (2015). *Extractivismos. Ecología, economía y política de un modo de entender el desarrollo y la Naturaleza*. Bolivie : CEDIB.
- Gudynas, Eduardo. « Extractivismo : el concepto, sus expresiones y sus múltiples violencias. Papeles de relaciones ecosociales y cambio global », *Papeles de relaciones ecosociales y cambio global*, no.143, 2018, pp. 61-70.
- Guénette, Laurence. « Guatemala : violences, résistances et solidarités ». *Possibles*, vol. 39, no.1, 2015, pp. 88-107.
- Harper, Elizabeth et Lyne Kurtzman. « Intersectionnalité : regards théoriques et usages en recherche et en intervention féministes ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 26, no. 2, 2014, pp. 15-27.
- Harvey, David. « Le « Nouvel Impérialisme » : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, vol. 35, no. 1, 2004, pp. 71-90.
- Hauri, Eliane et Marie-Dominik Langlois. « Guatemala : Go à la corruption! », *Relations*, no. 805, 2019, pp. 7-8.
- Hermesse, Julie. « Migrations et propriété foncière dans l’altiplano occidental du Guatemala », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 41, no 2-3, 2011, pp.163-174.
- Hickey, Daniel. « Les Mayas, victimes de l’histoire dans la guerre civile du Guatemala, 1954-1996 », *Amerika*, vol. 8, 2013.
- HMC (Howe, Miles). 2015. « Been to Jail for justice? ». <http://halifax.mediacoop.ca/story/been-jail-justice/33648> [consulté le 12 mai 2022].
- IFAD. 2018. « IFAD Annual Report 2018 ». [https://www.ifad.org/documents/38714170/41203357/AR2018\\_e\\_LONG.pdf/e64a6026-9092-5080-4da3-300e95c7bcd1?t=1561540179000](https://www.ifad.org/documents/38714170/41203357/AR2018_e_LONG.pdf/e64a6026-9092-5080-4da3-300e95c7bcd1?t=1561540179000) [consulté le 14 septembre 2021].
- Inter Pares (Publications occasionnelles). « Pour une économie politique féministe », no. 4, Novembre 2004, pp. 1-10.



- IPNUSAC (Sánchez Monge, Geiselle Vanessa). « Las Dimensiones Económicas de la Actividad Minera (El caso de la Mina Marlin) » <<http://ipn.usac.edu.gt/wp-content/uploads/2017/05/Informe-Mina-Marlin-GS-vf-IPNUSAC-Diakonia-78p.pdf>> [consulté e 17 octobre 2021].
- IWGIA. 2020. « El Mundo Indígena 2020: Guatemala ». <<https://www.iwgia.org/es/guatemala/3742-mi-2020-guatemala.html>> [consulté le 20 avril 2022].
- Jahan, Sébastien. (2009) « La violence contre les femmes au Guatemala : du génocide au féminicide ». Dans *Une histoire des violences corporelles du siècle des Lumières à nos jours*, sous la direction de Frédéric Chauvaud, Presses universitaires de Rennes, pp. 293-308.
- Kergoat, Danièle. « Une sociologie à la croisée de trois mouvements sociaux », *L'Homme & la Société*, vol. 176-177, no. 2-3, 2010, pp. 27-42.
- Kergoat, Danièle. « Penser la complexité : des catégories aux rapports sociaux », *La Pensée*, vol. 407, no. 3, 2021, pp. 127-139.
- Larrère, Catherine. « La nature a-t-elle un genre ? Variétés d'écoféminisme », *Cahiers du Genre*, vol. 59, no. 2, 2015, pp. 103-125.
- Larrère, Catherine. « La justice environnementale », *Multitudes*, vol. 36, no. 1, 2009, pp. 156-162.
- LATFEM et We Effect. « Ellas alimentan al mundo ». <<https://latfem.org/ellas-alimentan-al-mundo/>> [consulté le 17 novembre 2021].
- Laugier, Sandra, Jules Falquet, et Pascale Molinier. « Genre et inégalités environnementales : nouvelles menaces, nouvelles analyses, nouveaux féminismes. Introduction », *Cahiers du Genre*, vol. 59, no. 2, 2015, pp. 5-20.
- Le Bot, Yvon. (1992). *La guerre en terre maya : Communauté, violence et modernité au Guatemala*. Paris : Karthala.
- Le Gouill, Claude, et Anne-Lise Boyer. « L'extractivisme minier « depuis le Nord ».
- Exploitations, régulations et oppositions dans le Copper State d'Arizona », *Écologie & politique*, vol. 59, no. 2, 2019, pp. 41-56.
- Le Journal des Alternatives, Malik Filah. 2015. « Le combat d'une femme seule contre un géant de l'extraction minière » <<https://journal.alternatives.ca/Le-combat-d-une-femme-seule-contre-un-geant-de-l-extraction-miniere>> [consulté le 24 juin 2021].

- Le Quang, Matthieu. « Penser l'extractivisme en Amérique latine à partir de l'écossocialisme », *Écologie & politique*, vol. 59, no. 2, 2019, pp. 57-71.
- Ley de minería (1997), decreto número 48-97. <[https://www.mem.gob.gt/wp-content/uploads/2015/06/1.\\_Ley\\_de\\_Mineria\\_y\\_su\\_Reglamento.pdf](https://www.mem.gob.gt/wp-content/uploads/2015/06/1._Ley_de_Mineria_y_su_Reglamento.pdf)>.
- Lionet, Christian. 1999. « Le rejet du référendum au Guatemala repousse les populations indigènes dans leur ghetto ». <<https://www.letemps.ch/monde/rejet-referendum-guatemala-repousse-populations-indigenes-ghetto>> [consulté le 28 avril 2022].
- López-Cazar Ibeth, Elissaios Papyrakis et Lorenzo Pellegrini. « The Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) and corruption in Latin America: Evidence from Colombia, Guatemala, Honduras, Peru, and Trinidad and Tobago », *Resources Policy*, vol. 70, 2021, pp. 1-24.
- Mailly, Sophie. « Un impérialisme canadien ? Inco et la politique du nickel au Guatemala (1956-1981) », *Émulations*, no. 26, 2018, pp. 63-75.
- McVicar, Jackie. « Lorsque terre rime avec vie : la perspective des femmes sur la question des terres et des eaux au Guatemala », *Caminando*, vol. 30, 2015, pp. 30-32.
- Medina, Lucile, et Tania Rodríguez Echavarría. « L'insertion de l'Amérique centrale dans le marché mondial : ancienneté et effets des logiques capitalistes sur les territoires », *L'Information géographique*, vol. 85, no. 4, 2021, pp. 75-92.
- Medina, Lucile. « Les projets de corridors interocéaniques en Amérique centrale », *EchoGéo*, vol. 49, 2019, pp. 1-25.
- Mining.com. 2015. « Tahoe's Escobal silver mine output at high end of 2014 expectations ». <<https://www.mining.com/tahoescobal-silver-mine-output-at-high-end-of-2014-expectations-76983/>> [consulté le 10 septembre 2021].
- Mining Technology. « Escobal Silver Mine ». 2014. <<https://www.mining-technology.com/projects/escobal-silver-mine/>> [consulté le 07 septembre 2021].
- Ministerio de Salud Pública y Asistencia Social, MSPAS/Organización Panamericana de la Salud/Organización Mundial de la Salud (OPS/OMS) en Guatemala. 2016. « Perfil de salud de los pueblos indígenas de Guatemala » <[https://www.paho.org/gut/dmdocuments/perfil\\_salud.pdf](https://www.paho.org/gut/dmdocuments/perfil_salud.pdf)> [consulté le 18 avril 2022].
- Monange, Benoit, et Fabrice Flipo. « Extractivisme : lutter contre le déni », *Écologie & politique*, vol. 59, no. 2, 2019, pp. 15-28.
- Monzón, Ana Silvia (2015). *Las mujeres, los feminismos y los movimientos sociales en Guatemala : relaciones, articulaciones y desencuentros*. Guatemala : FLACSO.

- NISGUA. 2018. «Xinka Parliament denounces illegalities as court-ordered consultation process begins ». <<https://nisgua.org/xinka-parliament-denounces-illegalities-as-court-ordered-consultation-process-begins/>> [consulté le 12 septembre 2021].
- On Common Ground Consultants Inc. 2010. « Human Rights Assessment of Goldcorp's Marlin Mine » <[https://s24.q4cdn.com/382246808/files/doc\\_downloads/2020/09/OCG\\_HRA\\_Marlin\\_Mine\\_June\\_7.pdf](https://s24.q4cdn.com/382246808/files/doc_downloads/2020/09/OCG_HRA_Marlin_Mine_June_7.pdf)> [consulté le 18 septembre 2021].
- Pan American Silver. 2022. « ESCOBAL. Santa Rosa, Guatemala ». <<https://www.panamericansilver.com/operations/north-and-central-america/escobal/>> [consulté le 15 septembre 2021].
- Pan American Silver. 2019. « Sustainability Report » <<https://www.panamericansilver.com/wp-content/uploads/2022/05/PAS-Sustainability-Report-2021.pdf>> [consulté le 15 septembre 2021].
- Paredes, Julieta. (2010). *Hilando fino: desde el Feminismo comunitario*. Mexique : Comunidad Mujeres Creando Comunidad.
- Perez Juan. « Guatemala : La présence constante de la peur ... », *Nord/Sud*, vol. 1, no.18, 2003, pp. 96-104.
- Pérvier, Hélène. (2020). *L'économie féministe*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Perreault, Julie. « La violence intersectionnelle dans la pensée féministe autochtone contemporaine », *Recherches féministes*, vol. 28, no. 2, 2015, pp. 33-52.
- Peterson V. Spike. « How (the meaning of) gender matters in political economy », *New Political Economy*, vol. 10, no. 4, 2005, pp. 499-521.
- Plaza Pública (PzP). 2013. « Las mentiras del estado de sitio ». <<https://www.plazapublica.com.gt/content/las-mentiras-del-estado-de-sitio>> [consulté le 10 septembre 2021].
- Prensa Libre. 2016. « Gobierno y URNG firman la paz en 1996 ». <<https://www.prensalibre.com/hemeroteca/gobierno-y-urng-firman-la-paz-en-1996/>> [consulté le 02 février 2022].
- Presse-toi à gauche! (Gartor, Miriam). 2014. « Le féminisme relance la lutte contre « l'extractivisme » en Amérique latine » <<https://www.pressegauche.org/Le-feminisme-relance-la-lutte-contre-l-extractivisme-en-Amerique-latine>> [consulté le 19 février 2022].
- Ragot, Stéphane. (2002). *Mayas. Guatemala. Les oubliés de l'histoire*. Belgique : Éditions Autrement.

- Red Nacional de Mujeres en Defensa de la Madre Tierra. 2015. « Violencia medioambiental contra las mujeres » <<https://www.redlatinoamericanademujeres.org/wp-content/uploads/2021/05/cartilla1.pdf>> [consulté le 24 juin 2021].
- Ruault, Lucile, et al. « Patriarcat, capitalisme et appropriation de la nature », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 40, no. 2, 2021, pp. 6-16.
- Sassen, Saskia. « Chapitre 1 / Mondialisation et géographie globale du travail ». Dans *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, sous la direction de Fatou Sow, Presses de Sciences Po, 2010, pp. 27-42.
- Séguin, Anne-Marie et Philippe Apparicio. « Justice environnementale », *Cahiers de géographie du Québec*, no. 161, vol. 57, 2013, pp. 211-214.
- Solón, Pablo, et Jean Merckaert. « Le « buen vivir », une autre vision du monde », *Revue Projet*, vol. 362, no. 1, 2018, pp. 66-72.
- Svampa, Maristella. « Néo- « développementisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 81, no. 3, 2011, pp. 101-127.
- SystExt. 2021. « Intervention · Extractivisme et luttes féministes : les cas du Honduras et du Guatemala ». <<https://www.systext.org/node/1787>> [consulté le 8 janvier 2022].
- Talahite, Fatiha. « Chapitre 2 / Genre, marché du travail et mondialisation ». Dans *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, sous la direction de Fatou Sow, Presses de Sciences Po, 2010, pp. 43-56.
- The New York Times. 2018. « Guatemala Arrests Ex-President and His Finance Minister in Corruption Case ». <<https://www.nytimes.com/2018/02/13/world/americas/guatemala-corruption-colom-oxfam.html>> [consulté le 21 avril 2022].
- Théorêt Jardon, Sabrina. « Femmes en résistance face à l'extractivisme », *Relations*, no. 798, 2018, pp. 9-10.
- Thousand Currents. 2022. « The struggle for Mayan autonomy ». <<https://thousandcurrents.org/partners/bufete-para-pueblos-indigenas-firm-for-indigenous-peoples/>> [consulté le 21 juin 2021].
- Vela Castañeda. 2015. « Guatemala, el circo de la corrupción ». <[https://ri.iberomx/bitstream/handle/iberomx/2203/MECV\\_Art\\_31.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://ri.iberomx/bitstream/handle/iberomx/2203/MECV_Art_31.pdf?sequence=1&isAllowed=y)> [consulté le 07 juin 2022].
- Velut, Sébastien. « Les territoires de l'Amérique latine et les dynamiques de l'extractivisme », *L'Information géographique*, vol. 85, no. 4, 2021, pp. 10-19.

- Verschuur, Christine. (2015). « Une histoire du développement au prisme du genre. Perspectives féministes et décoloniales », dans *Sous le développement, le genre*, sous la direction d'Hélène Guétat-Bernard. Marseille: IRD Éditions, pp. 43-71.
- Women's international league for peace & freedom. 2018. « Un Guide de WILPF sur l'Économie Politique Féministe ». <[https://www.wilpf.org/wp-content/uploads/2018/08/WILPF\\_Feminist-Political-Economy-Guide\\_FR-Web.pdf](https://www.wilpf.org/wp-content/uploads/2018/08/WILPF_Feminist-Political-Economy-Guide_FR-Web.pdf)> [consulté le 13 juillet 2021].
- Wotherspoon, Terry. « Chapitre 5. Les Autochtones, les politiques sociales et la différenciation sociale au Canada ». Dans *La différenciation sociale : modèles et processus*, sous la direction de Danielle Juteau, Presses de l'Université de Montréal, 2003, pp. 155-203.
- Wright, Claire. « Modèle extractiviste et pouvoirs d'exception en Amérique latine », *Cultures & Conflicts*, vol. 112, no. 4, 2018, pp. 93-118. Women's international league for peace & freedom. 2018. « Un Guide de WILPF sur l'Économie Politique Féministe ». <[https://www.wilpf.org/wp-content/uploads/2018/08/WILPF\\_Feminist-Political-Economy-Guide\\_FR-Web.pdf](https://www.wilpf.org/wp-content/uploads/2018/08/WILPF_Feminist-Political-Economy-Guide_FR-Web.pdf)> [consulté le 13 juillet 2021].